

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE DE LA LÉGISLATION

RELATIVE AUX

**FRAUDES ET FALSIFICATIONS
DES VINS**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 21 mars 1914, à 1 heure 1/2

PAR

Jacques AUFFRAY

Président : M. PERREAU, professeur.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, professeur.
 SOUCHON, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE DE LA LÉGISLATION

RELATIVE AUX

FRAUDES ET FALSIFICATIONS
DES VINS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 21 mars 1911, à 1 heure 1/2

PAR

Jacques AUFFRAY



Président : M. PERREAU, professeur.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, professeur.
SOUCHON, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1911

AVANT-PROPOS

Le deuxième « Congrès international pour la répression des fraudes », réuni à Genève le 9 septembre 1908 sous le patronage de la Société universelle de la Croix-Blanche, a défini le vin :

« Le produit de la fermentation alcoolique complète ou incomplète du raisin frais ou du jus de raisin frais. »

Toute pratique qui aura pour but de donner à un vin inférieur l'apparence d'un vin de meilleure qualité, d'enlever au vin certains de ses éléments, de diminuer sa valeur nutritive ou marchande, sans changer son aspect, constitue une falsification.

Il y a fraude au contraire quand, au moyen de désignations fausses ou équivoques, d'étiquettes ou d'indications frauduleuses, on trompe l'acheteur sur la nature réelle du vin qu'on lui vend.

La fraude est donc, en général, l'acte qui permet de tirer parti de la falsification, de mettre en circulation le produit falsifié ; mais il peut y avoir falsification sans fraude et fraude sans falsification.

Pour étudier la législation relative aux fraudes et falsifications des vins, nous examinerons les principales pratiques qui constituent des falsifications, les moyens qui sont considérés comme frauduleux, et, à propos de chacun d'eux, nous exposerons les mesures prises par le législateur pour les prévenir, les réglementer ou les réprimer.

La législation élaborée sur cette matière depuis 1905, ne forme pas un tout homogène, un bloc séparé, ayant fait table rase du passé et se suffisant à lui-même. Elle est formée d'un tronc central, la loi du 1^{er} août 1905, sur lequel sont venues se greffer une série de mesures législatives spéciales, votées au fur et à mesure des besoins, tantôt sous forme de dispositions nouvelles, tantôt sous forme d'additions et de modifications sans cesse renouvelées à des lois anciennes.

Nous serons donc obligé, dans une première partie, de passer en revue les lois antérieures à 1905.

La seconde partie aura pour objet l'étude de la législation actuelle.

Enfin, dans une troisième partie, nous essayerons de préciser l'étendue du droit de poursuite accordé aux syndicats viticoles, les conditions dans lesquelles ils peuvent l'exercer, le rôle et l'influence qu'ils peuvent avoir dans la recherche et la poursuite des fraudes et falsifications des vins.

Nous nous sommes borné à examiner ces différentes questions au point de vue des vins proprement dits, laissant de côté les vins mousseux et les vins de liqueur soumis à une réglementation un peu spéciale.

Nous n'avons pas cru devoir consacrer un chapitre à l'étude de la législation étrangère : elle n'aurait eu d'intérêt que si nous avions pu y rencontrer des idées nouvelles, intéressantes et susceptibles d'être adoptées dans nos lois. Mais, à l'étranger, les textes législatifs visant spécialement les fraudes et falsifications des vins, sont peu nombreux et ne diffèrent guère des lois françaises ; seuls les pays viticoles en possèdent ; on peut citer :

L'Allemagne : loi du 7 avril 1909 sur les vins.

La Hongrie : loi XLVII de 1908, « interdisant la falsification des vins et la mise en circulation des vins falsifiés ».

L'Italie : loi du 11 juillet 1904 « destinée à empêcher la fraude dans la fabrication et le commerce des vins » et décret du 5 août 1903 qui l'a appliquée.

L'Espagne : loi du 27 juillet 1893, ordonnance royale du 23 décembre 1893 « sur les vins artificiels » et le décret royal du 22 décembre 1908 « sur le plâtrage ».



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉTUDE DE LA LÉGISLATION

RELATIVE AUX FRAUDES ET FALSIFICATIONS DES VINS

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

Origines de la législation sur les fraudes et falsifications des vins jusqu'en 1851

Les fraudes et les falsifications des vins paraissent avoir existé de tout temps et en tous lieux ; si l'on boit peu de vins authentiques et naturels, cela ne tient pas seulement à la cupidité et à la mauvaise foi des vendeurs, mais, pour une grande part, à l'inexpérience et aux habitudes des consommateurs, qui, sans tenir compte des climats ni de l'état de la température, réclament une boisson qui soit à leur goût et ne varie pas.

Dans l'antiquité, le délit de falsification n'existait

pas ; bien des pratiques qui seraient aujourd'hui considérées comme frauduleuses, étaient non seulement tolérées mais encore réclamées et appréciées. Les Hébreux, les Grecs, les Romains, aromatisaient leurs vins, les coloraient avec des baies de myrtille et les épaississaient en les exposant au soleil ou en les chauffant. Mais les viticulteurs et les marchands ne se bornaient pas toujours aux manipulations destinées à satisfaire les goûts du consommateur, ils essayaient déjà de maquiller les vins : Plutarque constate l'emploi du plâtre et du sel (1).

Pour la première fois, au ix^e siècle, un concile s'occupe du délit de falsification et compare : « les industriels qui frelatent le vin aux hérétiques qui falsifient la religion ».

Des ordonnances du roi Jean en 1350 (2), de Charles VI en février 1415 (3), défendent « de faire mixture de deux vins ensemble » et aussi « de donner « nom au vin d'autre pays que celui dont il sera creu, « sous peine de perdre le vin et d'amende arbitraire ». Ainsi, au xiv^e siècle, on pratiquait déjà la fraude par fausse appellation d'origine ! — Puis, c'est le mouillage par le débitant, qu'une ordonnance du prévôt de Paris du 20 septembre 1371 (4) essaye d'en-

1. Plutarque : propos de table.

2. *Recueil des anciennes lois françaises*, t. IV, p. 585.

3. *Traité de la Police* de Delamare, t. III, p. 685.

4. *Traité de la Police* de Delamare, t. I, p. 615.

raier. Le moyen employé, s'il est un peu simpliste, n'en est pas moins curieux : « Pour empêcher les mix-
« tions et autres abus que les taverniers commet-
« tent dans le débit de leurs vins, et par lesquels ils
« trompent le public, il sera permis à toute personne
« qui prendra du vin chez eux, soit pour le boire
« sur le lieu, soit pour emporter, de descendre à la
« cave et d'aller jusqu'au tonneau pour le voir tirer
« en sa présence. Il est fait défense aux taverniers
« de l'empêcher à peine de quatre livres parisis d'a-
« mende pour chaque contravention, dont le dénon-
« ciateur aura le quart. » De plus, les statuts des
marchands de vin leur défendaient « de vendre ni
« de débiter en détail dans leurs maisons, bouti-
« ques, caves ou celliers, aucune bière, cidre, poiré,
« eau-de-vie ou autres liqueurs ou breuvages qui
« soient incompatibles avec le vin ou qui puissent
« servir à le mélanger, sophistiquer ou falsifier ».

Ces ordonnances et ces statuts devaient être peu respectés, car François Villon traite rudement, dans sa langue imagée

Les taverniers qui brouillent notre vin (1).

Au xvr^e siècle, les peines contre les fraudeurs deviennent plus sévères, même exagérées. Une ordonnance de Charles-Quint, dite « la Caroline » (article 113) dé-

1. Ballade des taverniers.

clare : « Celui qui, par malice et avec danger, falsifie
« les mesures, poids, épiceries et autres marchandises,
« s'en sert et les débite pour légitimes, sera regardé
« comme criminel, banni du pays après avoir été
« fustigé et subi d'autres peines suivant l'exigence
« des cas.

« Cette falsification pourra avoir été pratiquée as-
« sez souvent et avec assez de malice pour que le
« coupable méritât la peine de mort sur l'avis des
« gens de loi. »

Pour surveiller le marché des vins à Paris, il existait des « jurez courtiers ». Ceux-ci, au nombre de 80 en 1321, puis de 60 en 1350 et successivement réduits à 49, devaient, en vertu d'une ordonnance sur la juridiction de l'Hôtel de Ville de Paris (1) : « goûter
« les vins aussitôt leur arrivée pour connaître s'ils
« sont loyaux et marchands, s'ils ne sont pas char-
« gés d'eau ou autre mauvais remplage, et, en cas
« qu'ils reconnaissent défaut en ladite marchandise,
« seront tenus le dénoncer aux prévôts des marchands
« pour y être pourvu et aux marchands pour inten-
« ter leurs actions contre le voiturier ou son com-
« missionnaire ainsi qu'ils aviseront bon être ».

Les courtiers jurés étaient surtout les officiers des acheteurs. A côté d'eux, une ordonnance du roi Jean du 30 janvier 1350, créa les « jurés vendeurs et con-

1. *Traité de la Police* par Delamare, t. III, p. 613.

trôleurs de vins », destinés à faciliter aux marchands la vente de leurs vins, mais aussi, dit l'ordonnance : « si le juré vendeur s'aperçoit que quelques tonneaux « ne sont pas de jauge ou que le païs du cru soit dé-
« guisé, par le reliage, les cerceaux, les barres ou les
« chevilles, dont les formes, les arrangements ou dis-
« positions s'observent différemment dans les pro-
« vines ; il en avertira l'acheteur et en fera son
« rapport au greffe de la ville pour y être pourvu ».

Au xvii^e siècle, la procédure contre les fraudeurs devient plus savante et ressemble par de nombreux points à notre procédure actuelle : témoin cette sentence-ordonnance de police du 27 septembre 1697 (1).

Différentes personnes ayant été malades après avoir bu du vin acheté à Argenteuil et à Saint-Leu Taverny, une enquête faite par M^e Nicolas Paley, conseiller du Roy, commissaire enquêteur et examinateur au Châtelet, confirma les faits. Le sieur Bourdin, doyen, docteur et régent de la Faculté de médecine de Paris, « fit l'épreuve de l'un et l'autre vin et constata
« qu'ils renfermaient un mélange de cette drogue,
« appelée litharge, très préjudiciable à la santé, ca-
« pable de donner et provoquer des coliques très
« dangereuses ».

L'enquête et l'expertise étant concluantes, les prévenus sont poursuivis et voici la curieuse sentence

1. *Traité de la Police* par Delamare, t. I, p. 615.

du 27 septembre : « Ouï ledit commissaire en son
« rapport, lesdits Nicolle et Dono en leur défense
« et les gens du Roy en leurs conclusions ; vu le cer-
« tificat dudit sieur Bourdin, ordonnons que les rè-
« glements de police seront exécutés selon leur forme
« et teneur ; et, pour la contravention commise par
« ledit Nicolle, en mêlant de la litharge dans le vin
« par lui vendu audit Dennequin. Nous l'avons con-
« damné en 30 livres d'amende envers le Roy, lui
« faisant très expresses inhibitions et défenses de
« récidiver sous plus grosse peine ; et à tous mar-
« chands de vins, vigneron et autres personnes, ven-
« dant vins en gros et en détail, de mettre dans leurs
« vins de la litharge, bois des Indes, raisins de bois,
« colle de poisson et autres drogues et mixtions ca-
« pables de nuire à la santé de ceux qui en pour-
« raient boire ; le tout à peine de 500 livres d'amende
« et de punition corporelle.

« A l'égard dudit Dono, après qu'il a soutenu et
« mis en fait que le vin qu'il a vendu au dit Billeux
« n'est point de son cru ; qu'il l'a pris dans le cellier
« d'un autre habitant du même lieu de Saint-Leu
« Taverny ; ordonnons qu'à sa diligence, il sera tenu
« de le mettre en cause et de le faire comparaître à
« la huitaine à notre audience du matin, sinon sera
« fait droit. Et afin que personne n'en prétende cause
« d'ignorance, sera la présente sentence lue, publiée
« et affichée, tant en cette ville, dans lesdites paroiss-

« ses d'Argenteuil et Saint-Leu Taverny, que dans les
« autres bourgs et villages de ladite ville, prévôté et
« vicomté où il y a des vignobles. Enjoint aux curés
« et vicaires de lire et publier aux prônes de leurs
« grandes messes, par trois différents jours, notre
« présente sentence. »

Il est probable que, malgré les ordonnances de police et la publicité qui leur était donnée, l'emploi de la litharge se développait ; on dut aggraver les pénalités : Une lettre patente du 5 février 1787 punit de trois ans de galères et 1.000 livres d'amende « les
« empoisonneurs convaincus d'avoir ajouté de la li-
« tharge au vin (1) ».

D'une façon générale d'ailleurs, la législation du XVIII^e siècle se contente d'interdire les manipulations nuisibles à la santé et de punir sévèrement les « empoisonneurs ».

C'est dans cet esprit que la loi du 19 juillet 1791 interdit seulement l'emploi de mixtions nuisibles à la santé sous peine d'un emprisonnement de un an, d'une amende de 1.000 francs, de l'affichage et de l'insertion du jugement.

Mêmes principes dans l'arrêté du 12 messidor an VIII, ordonnant la destruction « chez les marchands
« de vins, brasseurs, limonadiers... des comestibles
« gâtés, corrompus ou nuisibles ».

1. *Recueil des anciennes lois françaises*, t. 28, p. 331.

Le Code pénal continue la même tradition.

L'article 318 punit la vente ou le débit de boissons falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé.

L'article 423 punit d'une façon générale « quiconque aura trompé l'acheteur sur la nature de toutes marchandises ».

Mais le législateur fait une importante innovation en considérant comme délit la falsification non nuisible à la santé.

Article 475. — « Seront punis d'amende depuis 6 francs jusqu'à 10 francs inclusivement...

6° « Ceux qui auront vendu ou débité des boissons falsifiées, sans préjudice de peines plus sévères qui seront prononcées par les tribunaux de police correctionnelle dans le cas où elles contiendraient des mixtions nuisibles à la santé. »

Suivant les circonstances, l'article 476 permet aux tribunaux de condamner en outre à un emprisonnement de trois jours au plus.

L'article 477, § 2, ordonne « la saisie, la confiscation et l'épandage des boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur et débitant ».

La Révolution avait supprimé les corporations et, avec elles, courtiers jurés et jurés vendeurs de vin. Le commerce des boissons n'était plus soumis à aucune surveillance. La loi du 28 avril 1816 vint combler cette lacune. Elle créa les droits sur les bois-

sons : droits de circulation, d'entrée, et en assura la perception à l'aide des titres de mouvement. Elle rétablit les droits de vente pour la vente au détail et soumit à l'exercice les marchands de vins en gros et en détail.

Cette loi, qui poursuivait avant tout un but fiscal, pouvait aussi, à l'occasion, permettre aux employés de la Régie de constater des falsifications punies par la loi.

CHAPITRE II

Législation de 1851 à 1905

En 1843, on commence à élaborer une législation plus complète contre les fraudes et falsifications des vins. Au cours de cette année, un projet de loi tendant à réprimer la falsification des vins avait été proposé à la Chambre des députés. Ce projet n'aboutit pas, mais fut repris par M. de la Grange en avril 1850 devant l'Assemblée Législative.

La discussion s'éternisait ; le 27 mars 1851, on vota une loi sur les fraudes dans la vente des marchandises en général, mais il était formellement déclaré, pendant les débats, que ce texte ne serait pas applicable aux boissons.

Les événements du 2 décembre 1851 arrêterent définitivement la discussion du projet de la Grange, et, quand la question fût reprise en 1855, au lieu de faire une loi spéciale pour la falsification des vins, on se borna à étendre aux boissons les dispositions générales de la loi du 27 mars 1851.

SECTION I

Loi du 27 mars 1851

Cette loi était plus complète et plus sévère que le Code pénal vis-à-vis des fraudeurs.

L'article 475-6° du Code pénal n'atteignait la falsification que s'il y avait eu *vente* de boissons falsifiées. L'article 1^{er} de la loi nouvelle remonte à la source du délit et punit le fait même de la falsification, lorsqu'il s'agit de boissons destinées à être vendues.

Le Code pénal punissait simplement la vente, la nouvelle loi frappe à la fois la vente et la mise en vente des boissons falsifiées, lorsque le vendeur connaît la falsification.

Créant un délit inconnu du Code, l'article 3 punit la simple détention de boissons falsifiées si le détenteur connaît la falsification et n'a aucun motif légitime pour détenir ces boissons.

La loi du 27 mars 1851 aggrave les pénalités : l'article 475-6° du Code pénal est abrogé, la falsification, la vente et la mise en vente de boissons falsifiées sont punies des peines portées par l'article 423 du Code pénal (trois mois à un an de prison, amende minima de 50 fr.).

Lorsqu'il y a emploi de mixtions nuisibles à la santé, le minimum des peines prononcées par l'arti-

de 318 du Code pénal est relevé : amende de 50 fr. à 500 francs, emprisonnement de trois mois à deux ans.

Le délai de la récidive est porté de douze mois à cinq ans ; enfin, les tribunaux peuvent ordonner l'affichage du jugement et son insertion dans les journaux.

SECTION II

Principales fraudes et falsifications, lois spéciales qui s'y rapportent.

Les dispositions de la loi de 1851 sur la falsification des denrées alimentaires, que la loi de 1855 étendait ainsi aux boissons, étaient trop générales pour atteindre toutes les manipulations effectuées sur les vins. M. Riché, rapporteur de la loi, le reconnaissait lui-même.

Les procédés de falsification varient à l'infini, chaque année en voit éclore de nouveaux et, à chaque fois, la question se pose de savoir si la pratique nouvelle est licite ou non et dans quelle mesure. Ces questions se sont posées successivement pour le sucrage, le vinage, le plâtrage, les piquettes, etc...

Pour réglementer toutes ces matières et déterminer ce qui pouvait constituer une fraude ou une falsification, il fallait organiser un service de surveillance,

examiner et réglementer chaque cas particulier : tel est le but poursuivi par les lois qui ont été votées de 1855 à 1905.

Nous allons donc examiner successivement ces diverses opérations et les textes de lois qui s'y rapportent.

§ I. — *Sucrage.*

Il existe deux sortes de sucrages :

Le sucrage en première cuvée consiste en une addition de sucre à la vendange fraîche ou au vin nouvellement pressuré, afin d'augmenter sa richesse alcoolique ; le sucre ainsi ajouté se transformant en alcool par la fermentation.

Le sucrage en seconde cuvée s'effectue en ajoutant du sucre et de l'eau au marc de raisin déjà pressé. La fermentation, ravivée par le sucre ou au besoin par des ferments, produit un vin de seconde cuvée ou vin de sucre.

Bien avant le sucrage effectif, on avait essayé d'augmenter la teneur en sucre des moûts de vendange, soit en laissant les raisins sur le ceps après leur maturité, soit en faisant sécher les grappes au soleil, soit encore en concentrant les moûts par la cuisson. Mais cè fut Chaptal qui, le premier, en 1801, dans son *Traité de faire le vin*, conseilla le sucrage en première cuvée : la chaptalisation.

A cette époque, la rareté et la cherté du sucre de canne, seul employé, rendaient cette pratique presque impossible. Grâce aux perfectionnements apportés à la fabrication des sucres de betteraves, on put bientôt obtenir ce produit en plus grandes quantités et à meilleur compte ; mais l'élévation progressive de l'impôt maintenait des prix élevés qui n'en permettaient toujours pas l'emploi en vinification.

En 1882, le chimiste J.-B. Dumas, dans un rapport présenté au Gouvernement, faisait l'apologie du sucrage des vins, et, sous l'influence des événements, les viticulteurs n'allaient pas tarder à appliquer ses théories, bien au delà de ses prévisions.

Vers 1884, la crise phylloxérique, causant un déficit considérable dans la production nationale, amenait une hausse des prix qui rendait possible la fabrication des vins de sucre. A la même époque, l'industrie sucrière à l'étranger prenait un grand développement ; l'Allemagne notamment nous faisait une concurrence désastreuse et menaçait d'envahir notre marché.

C'est dans ces conditions que fut votée la loi du 29 juillet 1884.

Pour permettre à l'industrie sucrière française de lutter contre la concurrence étrangère, elle lui accorde des primes.

Pour donner au sucre un nouveau débouché à l'intérieur, elle réduit de 40 francs à 20 francs les droits

sur les sucres bruts ou raffinés de toute espèce, employés au sucrage des vins *avant toute fermentation* ; droits qui furent majorés de 20 % par la loi du 27 mai 1887 et ainsi portés à 24 francs les 100 kilogrammes.

Afin d'éviter que la détaxe profitât à d'autres qu'aux viticulteurs, un règlement d'administration publique du 22 juillet 1885, subordonnait la réduction des droits aux conditions suivantes :

1° Déclaration indiquant la quantité approximative de vin pour laquelle la détaxe était demandée et la quantité de vendanges récoltées, le tout certifié par l'autorité municipale ;

2° Indication de l'heure à laquelle il devait être procédé à la dénaturation du sucre. Pendant un délai de un mois après l'opération, les employés de la Régie avaient le droit de se présenter au domicile du producteur pour réclamer la justification de l'emploi du sucre détaxé.

Mais, par une erreur inconcevable, tandis que la loi de 1884 n'autorisait l'emploi du sucre qu'*avant toute fermentation*, le règlement de 1885 l'autorisait *après fermentation* et même pour le simple acheteur de vendanges, non producteur. Enfin, l'administration, témoignant d'une générosité inusitée, accordait la détaxe dans des proportions énormes : 20 kilogrammes pour 3 hectolitres de vendange en première cuvée et 50 kilogrammes pour 3 hectolitres de vendange en deuxième cuvée.

Le résultat de ces mesures fut immédiat. La consommation des sucres bénéficiant de la taxe réduite augmente brusquement et passe de :

7.923.887	kilogrammes en 1885	
27.856.592	»	1886
37.446.584	»	1887
38.763.158	»	1888 (1)

En même temps se développait une industrie nouvelle : celle de la fabrication des vins de sucre ; industrie d'autant plus lucrative que le fabricant négligeait le plus souvent de prévenir le consommateur et lui vendait son vin comme naturel.

Il fallait enrayer cette fraude ; ce fut l'objet de la loi du 14 août 1889 ou loi Griffé, destinée, dit le titre, « à indiquer au consommateur la nature du
« produit livré sous le nom de vin, et à prévenir
« les fraudes dans la vente de ce produit ».

L'article 1^{er} donne, pour la première fois, une définition légale du vin naturel : « Nul ne peut expé-
« dier, vendre ou mettre en vente sous la dénomination
« de vin un produit autre que celui de la fermenta-
« tion des raisins frais. »

Comme conséquence de cette définition, l'article 2 déclare : « Le produit de la fermentation des marcs
« de raisins frais avec addition de sucre et d'eau, le

1. *Bulletin du ministère de l'Agriculture*, année 1906.

« mélange de ce produit avec le vin, dans quelque
« proportion que ce soit, ne pourra être expédié,
« vendu ou mis en vente que sous le nom de vin de
« sucre. »

Les fûts ou récipients contenant les vins de sucre, les livres, factures, lettres de voiture, connaissements s'y rapportant, devaient porter la mention « vin de sucre » (article 4) et les titres de mouvement accompagnant ces vins devaient être de couleur spéciale (article 5).

Cette loi ne devait pas être très efficace ; l'application en était presque impossible. Il est souvent difficile de distinguer un vin de sucre d'un vin naturel et, dans bien des cas, l'analyse seule permet de faire apparaître la fraude de façon certaine. Or, en 1889, les laboratoires municipaux étaient peu nombreux, mal organisés pour ce genre de travail ; l'analyse demandait trop de temps pour pouvoir être utilisée par les employés de la Régie.

Les vins de sucre continuèrent à circuler sans la mention exigée par la loi et la fabrication ne fut pas enrayée. On employa en 1890 : 33.048.677 kilogrammes de sucre en première et deuxième cuvées contre 20.327.112 en 1889 (1).

En présence de cet insuccès, une nouvelle tentative fut faite par la loi du 11 juillet 1891 pour éta-

1. *Bulletin du ministère de l'Agriculture*, année 1906.

blir une distinction entre les vins artificiels et les vins naturels. Dans ce but, elle organisa la suite des vins chez les marchands en gros ou en détail et chez les entrepositaires, au moyen de comptes particuliers et d'encavages dans des locaux distincts (article 4).

Puis, pour permettre aux acheteurs de se renseigner sur la nature du vin livré, l'article 5 obligeait la Régie à conserver pendant trois ans et à communiquer à tout requérant, moyennant un droit de 0 fr. 50 par article, les demandes de sucrage, portatifs et registres de décharge d'acquits à caution après dénaturation des sucres.

Cette loi était viciée à sa base même. Pour organiser la suite des vins, il aurait fallu les prendre au sortir de la cave du récoltant, les suivre chez le marchand en gros ou l'entrepositaire et ne les abandonner qu'une fois entrés chez le détaillant. Or, la loi de 1891 n'établissait la surveillance que chez les marchands et entrepositaires ; ce ne sont pas eux en général qui fabriquent le vin de sucre, ils le reçoivent d'un propriétaire récoltant. Celui-ci n'étant pas surveillé l'expédiait comme vin naturel ; le négociant le recevant comme tel, le portait sur son compte correspondant et ce vin continuait à circuler officiellement comme vin naturel.

La loi du 11 juillet 1891 prétendait compléter la loi Griffe, elle se heurtait à la même difficulté : on était toujours forcé d'accepter la déclaration faite par

le commerçant sur la nature de son vin, sans pouvoir la contrôler.

Cependant les vignobles phylloxérés se reconstituaient, la production des vins augmentait et les vins artificiels commençaient à faire concurrence aux produits naturels.

En présence de ce danger, la loi du 6 avril 1897 ne se contenta plus d'assurer la loyauté des transactions en obligeant le commerce à vendre ses produits sous leur véritable dénomination. Elle interdit (article 3) « la fabrication et la circulation en vue de « la vente des vins de marc et des vins de sucre ».

Malheureusement, cette loi laissait subsister la fabrication des vins de sucre en vue de la consommation familiale et l'administration accordait toujours la détaxe à raison de 20 kilogrammes de sucre pour 3 hectolitres de vendange en première cuvée et 50 kilogrammes pour 3 hectolitres de vendange en deuxième cuvée !

C'était laisser la porte grande ouverte aux fraudeurs ; ceux-ci sous le couvert de la consommation familiale allaient continuer à fabriquer des quantités considérables de vin de sucre. Aussi, un député, M. Pams pouvait citer à la tribune de la Chambre une demande de détaxe faite par un prétendu viticulteur pour 73.041 kilogrammes de sucre, c'est-à-dire plus de 4.000 hectolitres de vins, destinés à sa consommation familiale !

Dans l'espoir de mettre un terme à ces excès et de favoriser l'écoulement des produits naturels, la Chambre votait, trois ans plus tard, la loi du 29 décembre 1900.

Pour favoriser la consommation, l'article 1^{er} supprimait les droits de détail, d'entrée et de taxe unique sur les boissons hygiéniques. La suppression du droit de détail entraînait en outre (article 5) celle de l'exercice chez les débitants, qui était destiné à en assurer la perception.

Pour enrayer la fraude, l'article 16 fixait une limite à la consommation familiale : « Le bénéfice du « droit réduit de 24 francs par 100 kilogrammes, dé- « terminé par la loi du 27 mai 1887, sera limité aux « quantités de sucre brut ou raffiné, employé au su- « crage des vins, cidres ou poirés, nécessaires à la « consommation familiale des producteurs et *jusqu'à* « concurrence d'un maximum de 40 kilogrammes par « membre de famille et domestique attaché à la per- « sonne. »

C'était la première disposition législative atteignant sérieusement la fraude par le sucrage et, de fait, les quantités de sucre mises en œuvre baissèrent aussitôt :

26.693.649 kilogrammes en 1899		
11.401.678	—	1900
3.582.965	—	1901
6.489.019	—	1902 (1)

1. *Bulletin du ministère de l'Agriculture*, de mars 1906.

Cette situation favorable ne devait pas durer. La loi du 28 janvier 1903, intervenue à la suite de la convention de Bruxelles du 5 mai 1902, supprima les primes à l'exportation accordées à l'industrie sucrière et, pour contre-balancer l'effet de cette mesure par une augmentation de la consommation intérieure, elle abaissa de 64 francs à 25 francs l'impôt sur les sucres.

L'article 2 de la loi de 1884 qui établissait le droit réduit de 24 francs les 100 kilogrammes pour les sucres employés en vinification, n'ayant plus de raison d'être, était abrogé (article 5). Par contre, l'article 7 maintenait la déclaration de sucrage et limitait les quantités de sucre qui pouvaient être employées en première et en deuxième cuvées. Il exigeait en outre une déclaration préalable et des justifications d'emploi de toute personne qui désirait avoir simultanément en sa possession des vendanges, moûts ou marcs de raisins et plus de 50 kilogrammes de sucre. Le tout, sous peine d'une forte amende et de prison en cas de récidive.

Mais seule la déclaration préalable permettait à la Régie d'exercer un contrôle et de constater les infractions. Or, le fraudeur qui fabrique du vin de sucre pour le vendre comme vin naturel, se garde bien de faire une déclaration qui l'empêcherait d'exercer sa coupable industrie. Le propriétaire qui se borne à sucrer son vin pour l'améliorer, consent bien à faire

une déclaration pour obtenir une réduction de droits et accepte, en raison de ce profit, le contrôle de la Régie. Mais, à partir du jour où la détaxe était supprimée et où sa déclaration ne lui procurait plus que les inconvénients d'une surveillance tracassière, il préférait courir le risque d'une contravention problématique et s'abstenait de toute déclaration.

La réduction générale des droits sur les sucres allait donner un nouvel essor au sucrage des vins et laissait la Régie désarmée pour la surveillance des fraudes.

§ II. — *Le vinage.*

Le sucrage, qu'il soit pratiqué en première ou en deuxième cuvée, a toujours pour résultat d'augmenter le degré alcoolique du vin. Pour atteindre le même but, il existe un second procédé : c'est le vinage ou addition d'alcool au vin.

Il faut cependant distinguer ces deux pratiques, car, si elles aboutissent à un même résultat, elles s'emploient dans des cas différents. En effet le sucrage ne peut s'effectuer que sur des vendanges fraîches, des vins nouvellement pressurés ou des marcs de vendange ; le vinage, au contraire, sert à augmenter le degré alcoolique des vins déjà faits.

Le vinage permet aux vins d'exportation, notam-

ment aux vins expédiés dans les pays chauds, de voyager et de se conserver plus facilement ; mais, bien souvent aussi, on suralcoolise les vins uniquement pour pouvoir les mouiller sans diminuer outre mesure leur teneur en alcool.

De 1816 à 1851, le vinage fut absolument libre, mais, dès 1849, la commission chargée par l'Assemblée Législative d'étudier les réformes à apporter au régime des boissons, constatait les abus auxquels donnait lieu cette pratique et proposait de la restreindre aux sept départements du Midi où elle était le plus souvent pratiquée.

Le coup d'État de 1851, empêcha l'Assemblée de donner suite à ce projet, qui fut réalisé par un décret-loi du 17 mars 1852 (article 21) : « Les eaux-de-vie versées sur les vins ne seront affranchies des droits établis sur les eaux-de-vie que dans les départements des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, du Tarn, de l'Hérault, du Gard, des Bouches-du-Rhône et du Var. La quantité ainsi employée en franchise ne dépassera pas un maximum de 5 litres d'alcool par hectolitre de vin et, après la mixtion, qui ne pourra être faite qu'en présence des préposés de la Régie, les vins ne devront pas contenir plus de 18 % d'alcool. »

En 1864, ce privilège qui favorisait 7 départements au détriment des autres, fut aboli et le vinage en franchise fut supprimé pour toute la France. Mais la

loi du 14 décembre 1875, en autorisant les propriétaires récoltants à distiller, sans déclaration ni exercice, tout ou partie de leur récolte, rétablit en fait le vinage en franchise et sans contrôle.

En présence du développement que prenait cette pratique, la loi du 24 juillet 1894 tenta de l'enrayer. L'article 2 décide que la vente et la mise en vente de vin additionné d'alcool constitue le délit de falsification prévu par l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851, *alors même que cette addition serait connue de l'acheteur ou du consommateur*. Un décret du 19 avril 1898 compléta la loi en indiquant le moyen de reconnaître la suralcoolisation.

Aux termes de ce décret, les vins rouges pour lesquels le rapport de l'alcool à l'extrait sec est supérieur à 4,6 et les vins blancs pour lesquels ce rapport est supérieur à 6,5, sont présumés suralcoolisés (1). Cependant comme, dans certaines conditions, ces rapports peuvent être dépassés sans que les vins

1. On appelle extrait sec d'un vin l'ensemble des matières en dissolution ou en suspension dans le vin, qui en constituent le résidu sec lorsqu'on l'évapore complètement par la dessiccation dans le vide ou sous l'action de produits absorbants.

On comprend que la richesse extractive d'un vin se trouve affaiblie si on y ajoute de l'eau, de l'alcool, ou même une piquette, qui en augmentent le volume et ne contiennent pas ou très peu de matière extractive. De là l'utilité du rapport alcool-extrait, c'est-à-dire du rapport entre le poids de l'extrait sec et celui de l'alcool, pour un vin déterminé.

soient vinés ; le décret admet que cette présomption pourra être infirmée lorsque la comparaison des divers éléments constitutifs des vins, leur dégustation, les conditions de leur fabrication, le lieu de leur provenance, permettraient d'établir qu'ils proviennent exclusivement de la fermentation du raisin frais.

§ III. — *Mouillage.*

C'est la fraude la plus fréquente et par suite la plus à redouter. C'est la plus facile à réaliser : pas de manipulation délicate, pas de frais et l'impunité presque assurée, car il est très difficile à l'analyse de déceler une addition d'eau au vin lorsque celle-ci ne dépasse pas certaines limites. Ainsi s'explique la rareté des mesures tendant à réprimer cette fraude et leur insuccès.

De 1851 à 1905, une seule loi s'occupe du mouillage : celle du 24 juillet 1894 (article 1^{er}). « Si dans
« les cas prévus par les paragraphes 1 et 2 de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851, il s'agit de vin additionné d'eau, les pénalités édictées par l'article 423 du Code pénal et la loi du 27 mars 1851, seront
« applicables même dans le cas où la falsification
« par addition d'eau serait connue de l'acheteur ou
« du consommateur. »

Ce texte se borne à punir sévèrement le mouil-

lage, même s'il a été pratiqué sans intention frauduleuse ; il définit le délit, mais ne donne pas le moyen de l'établir. C'était la difficulté, il ne l'a pas résolue.

§ IV. — *Vins de raisins secs.*

La fabrication des vins de raisins secs s'est développée en France au moment de l'invasion phylloxérique. Pour permettre de combler le déficit de la production vinicole, le Parlement favorisa l'entrée en France des raisins secs étrangers. Mais on s'aperçut promptement que ce régime de faveur encourageait la fabrication de mixtures plus ou moins nuisibles à la santé. D'autre part, à mesure que le vignoble se reconstituait, les vins de raisins secs, en raison de leur prix de revient minime, faisaient une concurrence désastreuse aux vins naturels.

La loi de budget du 17 juillet 1889 (article 12) soumit aux droits d'entrée dans les villes sujettes, les fruits destinés à la fabrication des vins, à raison de 100 kilogrammes de fruits secs pour 3 hectolitres de vin. Elle assujettit en outre les fabriques de vins de raisins secs à la surveillance organisée pour les distilleries d'alcool par les lois des 28 avril 1816 et 3 juillet 1846.

La loi du 14 août 1889 (article 3) essaya d'empêcher la mise en circulation « du produit de la fermentation des raisins secs avec de l'eau », même additionné de

vin nature!, sous une dénomination autre que celle de « vin de raisins secs ». Les articles 4 et 5 exigeaient sur les récipients, fûts, livres, factures, lettres de voiture, connaissements relatifs à ce produit, la mention « vin de raisin sec » en gros caractères et décidaient que les titres de mouvement de ces vins seraient de couleur spéciale.

Mais la véritable charte des vins de raisins secs, est la loi du 26 juillet 1890, intitulée « loi réglementant la fabrication et la circulation des raisins secs et vins de raisins secs ».

L'article 1^{er} prescrit aux expéditeurs de raisins secs *destinés aux fabricants et entrepositaires* de se munir d'un acquit-à-caution garantissant le droit de fabrication fixé par l'article 7 (1).

L'article 2 oblige les fabricants de vins de raisins secs à faire une déclaration préalable et à acquitter annuellement un droit de licence de 125 francs en principal et décimes.

L'article 3 soumet les fabriques aux visites des employés de la Régie et les place sous le régime de la permanence comme les distilleries d'alcool.

Les contraventions à ces dispositions sont punies

1. Ce droit de fabrication était de 0 fr. 40 par degré de richesse alcoolique jusqu'à 10°, de 0 fr. 60 par degré de 10° à 15°, sans que la quantité d'alcool imposée puisse être inférieure à 25°.

Au-dessus de 15°, le produit de la fabrication était soumis à la surtaxe des vins alcoolisés.

par l'article 10 des peines édictées à l'article 7 de la loi du 21 juin 1873, c'est-à-dire d'une amende de 200 fr. à 1.000 francs, qui ne peut être inférieure à 500 francs au cas de récidive, de la confiscation des appareils et du paiement des droits fraudés.

Le négociant honnête qui fabriquait ouvertement, était soumis aux droits. Les marchands en gros pouvaient à la rigueur être considérés comme entrepositaires et surveillés par la Régie. Mais, comme la vente de raisins secs à toutes autres personnes n'était soumise à aucun contrôle, que d'autre part, les raisins secs destinés à la consommation familiale circulaient gratuitement en vertu d'un laissez-passer ; la fabrication clandestine du vin de raisins secs pouvait s'approvisionner facilement sans payer les droits.

La loi du 11 janvier 1892, voulant mettre fin au régime de faveur qui avait permis aux raisins secs d'entrer en France, porte de 6 francs à 15 francs les 100 kilogrammes les droits de douane sur ce produit. En même temps, pour contre-balancer cette augmentation, l'article 12 réduit le droit de fabrication à 1 franc par hectolitre de vin de raisins secs pris en charge.

Deux ans plus tard, la loi du 14 novembre 1894 élevait de nouveau les droits de douane et les portait à 40 francs les 100 kilogrammes au tarif maximum et à 25 francs au tarif minimum.

Par l'augmentation progressive des droits sur les

raisins secs, on espérait atteindre la fabrication clandestine, rendre improductive l'industrie des vins de raisins secs et la supprimer.

Ce résultat ne fut atteint que par la loi du 6 avril 1897. L'article 1^{er} soumettait la fabrication industrielle, la circulation et la vente des vins de raisins secs aux droits et régime de l'alcool pour leur richesse alcoolique totale, acquise ou en puissance.

L'article 2 ne permettait la circulation des raisins secs à boisson qu'en vertu d'acquits-à-caution garantissant le paiement du droit général de consommation, à raison de 30 litres d'alcool pour 100 kilogrammes de raisins, s'ils étaient à destination des fabricants et le paiement du droit de circulation, à raison de 6 francs par 100 kilogrammes, s'ils étaient à destination des particuliers pour leur consommation familiale.

La limite de cette consommation familiale était laissée à l'appréciation des tribunaux, mais désormais tout envoi de raisins secs, quel que soit le destinataire, fabricant, entrepositaire ou simple particulier, devait être accompagné d'un acquit-à-caution.

En résumé : la loi de 1890 avait encore laissé place à la fraude, mais les lacunes ont été successivement comblées en 1892 et en 1894 ; enfin, on peut dire qu'en 1897 le législateur a atteint le but qu'il se proposait : rendre improductive l'industrie des vins de raisins secs.

A ce moment, en admettant que 100 kilogrammes de raisins secs donnent 3 hectolitres de vin à 10°, ce qui est le rendement normal, ces 3 hectolitres devaient acquitter :

1°	Un droit de douane : ci.	. 25 fr.	au minimum
2°	— fabrication : ci.	3 fr.	—
3°	— sur 30° d'alcool : ci.	46 fr. 80	—
Au total . . .		74 fr. 80	—

En sorte que l'hectolitre de vin de raisins secs à 10° revenait au minimum à 25 francs, somme certainement supérieure à la valeur vénale du produit.

Depuis 1897 l'industrie des vins de raisins secs est bien morte : il ne restait plus en 1904 sous le contrôle de la Régie que deux fabriques contre 113 en 1891.

§ V.— *Piquettes ou boissons de marc.*

C'est le produit de la fermentation des marcs de raisins frais avec de l'eau pure, sans addition de sucre.

Cette boisson saine, rafraîchissante, économique, est très utile aux vignerons, aux travailleurs ; mais son mélange avec les vins naturels constitue une fraude qui est malheureusement trop fréquente.

La loi du 11 juillet 1891, modifiant l'article 2 de la loi Griffé du 14 août 1889, l'avait rendu applica-

ble aux piquettes : « Le produit de la fermentation des
« marcs de raisins frais avec de l'eau, *qu'il y ait ou non*
« *addition de sucre*, le mélange de ce produit avec
« le vin, dans quelque proportion que ce soit, ne
« pourra être expédié, vendu ou mis en vente, que
« sous le nom de vin de marc ou vin de sucre. »

Il devait en être de cette mesure comme des autres prescriptions de la loi Griffe ; la Régie était impuissante à en assurer l'observation. Les piquettes, pures ou mélangées au vin, sortaient de la cave du récoltant comme vin naturel ; leur suite chez le marchand en gros ou en détail et l'entrepoteur, prévue par l'article 4, était ainsi éludée.

Il fallait cependant enrayer la fraude sans priver le vigneron de sa boisson ordinaire. La loi du 6 avril 1897 fit une nouvelle tentative en ce sens. L'article 3 n'autorisait la circulation des piquettes qu'à destination des particuliers, pour la consommation familiale.

Cette loi rendait impossible l'entrée des piquettes dans la boutique du détaillant, les caves de l'entrepoteur ou du marchand en gros ; elle n'empêchait pas ces commerçants de se procurer des marcs de raisin et de faire eux-mêmes leurs piquettes. Elle n'empêchait pas non plus le producteur d'expédier son vin additionné de piquettes.

§ VI. — *Emploi de matières colorantes et d'acides.*

Dès 1876, la jurisprudence proscrivait l'addition aux vins de colorants artificiels et une circulaire du ministre Dufaure du 18 octobre 1876, considérait comme délit : « le procédé qui consiste à relever la « couleur des vins ou à la modifier au moyen de « substances colorantes autres que celles que donne « la grappe » et cela, quand bien même celui qui a eu recours à ce procédé, soutiendrait qu'il n'a pas eu l'intention de tromper l'acheteur. Mais la même circulaire disait que l'on ne devait pas assimiler à la coloration artificielle du vin, celle effectuée à l'aide de substances uniquement tirées des résidus de la vinification, tels que les mares ou lies.

En ce qui concerne l'addition d'acides aux vins, un arrêté ministériel du 7 février 1881 avait interdit l'emploi de l'acide salicylique et une circulaire de la Chancellerie du 18 décembre 1890 déclarait nuisible à la santé l'emploi de l'acide sulfurique.

La loi du 11 juillet 1891 a réuni toutes ces réglementations. Article 2 : « Constitue la falsification de « denrées alimentaires, prévue par la loi du 27 mars « 1851 toute addition au vin, vin de sucre ou de marc, « au vin de raisins secs :

« 1° De matières colorantes quelconques ;

« 2° De produits tels que les acides sulfurique, nitrique, chlorhydrique, salicylique, borique ou autres analogues ;

« 3° De chlorure de sodium au delà de 1 gramme par litre. »

§ VII. — *Plâtrage et salage.*

La question du plâtrage et du salage, presque négligée à l'heure actuelle, a, pendant la période que nous étudions, considérablement préoccupé, sinon le pouvoir législatif, puisqu'une seule loi s'en occupe, du moins l'administration et les hygiénistes.

Pratiqués surtout dans le Midi, le plâtrage et le salage sont destinés à donner du corps et de la couleur aux vins légers. La question qui se posait était celle de savoir si l'emploi du plâtre ou du sel pouvait être nuisible à la santé.

Une circulaire du garde des Sceaux du 21 juillet 1858 inclinait dans le sens de la négative et communiquait aux procureurs généraux un avis du comité consultatif d'hygiène qui s'exprimait ainsi : « Dans l'état actuel de nos connaissances et d'après les données que nous possédons sur la matière, ni l'analyse chimique, ni l'induction, ni l'expérience directe n'autorisent à considérer le vin, dans la préparation duquel on a fait intervenir le plâtre, comme pouvant dans l'usage et comparativement

« aux vins préparés par les autres procédés, apportant un trouble appréciable dans la santé. »

Les tribunaux n'adoptèrent pas cette manière de voir, un arrêt de la Cour de cassation du 13 décembre 1861 décidait que le plâtrage peut constituer un délit, lorsqu'il est établi qu'il n'a eu pour but que de donner à des vins de mauvaise qualité les apparences, la couleur et le montant des vins de qualité loyale.

En 1880, le Comité consultatif d'hygiène changeait d'opinion et dans une nouvelle circulaire du 27 juillet, le garde des Sceaux transmettait aux procureurs généraux ce nouvel avis, portant :

1° Que l'immunité absolue dont jouissaient les vins plâtrés ne devait plus être officiellement admise ;

2° Que la présence de sulfate de potasse dans les vins commerciaux ne devait plus être tolérée que dans la limite maxima de 2 grammes par litre ; et qu'en conséquence, les parquets devaient poursuivre en vertu des lois sur les falsifications, le commerce des vins contenant plus de 2 grammes de sulfate de potasse par litre.

La loi du 11 juillet 1891 a réglé définitivement la question. Article 3 : « Il est défendu de mettre en
« vente, vendre ou de livrer des vins plâtrés contenant plus de 2 grammes de sulfate de potasse ou
« de soude par litre.

« Les fûts ou récipients contenant des vins plâtrés
« devront en porter l'indication en gros caractères...,

« les livres, factures, lettres de voiture, connaissances devront porter la même indication. »

En vertu de cette loi, le plâtrage et le salage ne deviennent donc illicites qu'au delà de 2 grammes par litre et, pour que le surplâtrage lui-même soit punissable, il faut qu'il y ait vente, mise en vente ou livraison des vins surplâtrés. En ce sens, un arrêt de la Cour de Paris du 28 novembre 1893 (D. 1901.2.361) et de la Cour de Montpellier du 6 juin 1896 (*Moniteur judiciaire du Midi*, 6 juillet 1896).

Par contre, la Cour de Paris a jugé que la simple détention dans un magasin de vente constituait la mise en vente (11 février 1897, D. 1897.2.423).

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATION ACTUELLE

L'année 1905 marque une période nouvelle de la législation relative aux fraudes et falsifications des vins.

La mévente commence, les viticulteurs croient en trouver la cause dans la fraude qui se développe ; pendant cinq ans, lois, décrets, circulaires vont se succéder sans interruption.

Parmi tous ces textes, il en est un qui domine et commande en quelque sorte tous les autres, c'est la loi du 1^{er} août 1905 « sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises, des denrées alimentaires et des produits agricoles ».

CHAPITRE PREMIER

Loi du 1^{er} août 1905

Cette loi réprime la fraude dans la vente de toute espèce de marchandises et les falsifications de toutes les denrées alimentaires ; à ce titre, elle s'applique aux fraudes et falsifications des vins.

Loi générale, elle abroge les textes antérieurs d'ordre général (article 14) : les articles 423 et 477-2° du Code pénal, les lois du 27 mars 1851 et 5 mai 1855, mais elle laisse subsister toutes les lois spéciales qui lui sont antérieures et elle se combinera avec les textes spéciaux votés postérieurement.

Loi pénale, elle n'atteint le prévenu que s'il est de mauvaise foi : le ministère public devra en faire la preuve lorsque la poursuite sera dirigée contre le simple vendeur ou détenteur. Vis-à-vis du falsificateur au contraire, la présomption est renversée, dès que l'altération du produit est établie, l'intention frauduleuse est présumée et c'est au prévenu qu'incombe la preuve contraire, s'il peut la faire.

L'utilité de la loi du 1^{er} août 1905, comme l'a montré M. Larnaudé (1), est double :

1° « Elle crée une législation générale, applicable
« à toutes les tromperies et falsifications réunissant
« certains caractères généraux. De sorte que toutes
« les fois qu'une fraude, non prévue par une loi spéciale, réunira les caractères précisés par la loi du
« 1^{er} août, elle tombera sous son application. »

2° « Les pénalités, les particularités relatives à l'affichage, celles qui se rapportent aux infractions aux
« règlements d'administration publique à intervenir
« seront applicables à toutes les lois spéciales concernant la répression des fraudes dans le commerce des
« vins. Elles seront substituées aux pénalités et dispositions de l'article 423 du Code pénal et de la loi du
« 27 mars 1854, dans tous les cas où des lois postérieures renverront aux textes des dites lois. »

Nous devons donc étudier la loi du 1^{er} août 1905 à ce double point de vue et passer rapidement en revue les règlements destinés à en assurer l'application.

1. Rapport sur l'application de la loi sur les fraudes, présenté à la Société des Viticulteurs de France, le 15 mai 1906 : *Annales de la Société des Viticulteurs de France*, t. VIII, supplément au *Bulletin mensuel* de mai 1906.

SECTION I

Législation générale

La loi du 1^{er} août 1905 prévoit deux délits : le délit de tromperie et le délit de falsification.

§ I. — *Le délit de tromperie.*

Ce délit était déjà prévu par l'article 423 du Code pénal et la tentative de tromperie avait été assimilée à la tromperie par l'article 1^{er}-2^o de la loi du 27 mars 1851 et l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1889.

L'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, ne fait que généraliser ces dispositions en punissant : « quiconque « aura trompé ou tenté de tromper le contractant ».

L'article 423 punissait seulement « la tromperie sur « la nature des marchandises... ou sur la quantité des « choses vendues ». Qu'entendait-on par cette expression très vague : « nature des marchandises » ?

La jurisprudence, interprétant très largement le texte, qualifiait tromperie sur la nature, les tromperies sur l'origine, la composition, la teneur en principes utiles des marchandises vendues (Tribunal correct., Bordeaux, 7 juillet 1906 : *Bulletin de la Cour de Bordeaux*, 1907 — Cassation, 27 février 1857. D. 1857.1.440).

La loi du 1^{er} août n'a pas innové, mais, pour éviter

à l'avenir toute controverse, elle fait une brève énumération des résultats de l'interprétation judiciaire.

Aux termes de l'article 1^{er}, constituent le délit de tromperie ou de tentative de tromperie :

1° La tromperie sur la nature, c'est-à-dire le fait de vendre un produit pour un autre ;

2° La tromperie sur les qualités substantielles, celles dont l'existence est une cause déterminante du contrat ;

3° La tromperie sur la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises, c'est-à-dire le fait de vendre comme normal un produit dont un ou plusieurs éléments constitutifs font défaut ou sont altérés ;

4° La tromperie sur l'espèce ou sur l'origine des marchandises, mais seulement « lorsque, d'après la « convention ou les usages, la désignation de l'es-
« pèce ou de l'origine doit être considérée comme la
« cause principale de la vente » ;

5° La tromperie sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité.

§ II. — *Le délit de falsification.*

« La falsification, dit M. Larnaude, est le fait qui précède la tromperie et lui sert de moyen, de procédé pour se réaliser. »

La loi du 27 mars 1851 punissait (article 1^{er}) la falsification des substances alimentaires destinées à

être vendues, la vente et la mise en vente de substances alimentaires que le vendeur savait être falsifiées ou corrompues. Elle punissait aussi (article 3) la détention, lorsque le détenteur connaissait la falsification.

La loi du 1^{er} août 1905 maintient ces principes qu'elle formule à nouveau et précise (articles 1^{er} à 4). Mais elle innove en créant « le délit d'excitation à la fraude », comme l'a appelé M. Sarrault, son promoteur.

Aux termes de l'article 3-4^e, ce délit consiste en « l'ex-
« position, la mise en vente ou la vente, *sous forme*
« *indiquant leur destination*, des produits propres
« à effectuer la falsification des denrées servant à
« l'alimentation de l'homme ou des animaux, des
« boissons... et la provocation à leur emploi par le
« moyen de brochures, circulaires, prospectus, affi-
« ches, annonces ou instructions quelconques ».

L'article 4, § 6, allant plus loin, punit aussi, mais moins sévèrement, la détention sans motifs légitimes de ces mêmes produits dans les magasins, boutiques, ateliers...

S'il était nécessaire d'atteindre la fraude partout où elle se manifestait et où on l'encourageait, il ne fallait pas inquiéter les commerçants, uniquement parce qu'ils étaient détenteurs de produits chimiques susceptibles d'être utilisés par les falsificateurs. Pour que le délit soit caractérisé, il faut que les produits

propres à effectuer la falsification se présentent *sous une forme indiquant leur destination* (1) et, au cas de simple détention, pour que celle-ci soit punissable, il faut en outre qu'elle ait lieu sans motifs légitimes.

SECTION II

Pénalités

D'une façon générale, la loi du 1^{er} août 1905 a aggravé les pénalités :

1^o *L'amende.* — Lorsqu'un individu fraude, c'est toujours en vue de réaliser un bénéfice ; le législateur de 1905 a donc estimé avec raison que la peine la mieux appropriée à ce genre de délit était l'amende. L'emprisonnement, surtout de peu de durée est plutôt une peine morale, or, celui qui fraude, est en général plus jaloux de sa bourse que de sa moralité.

Désormais, l'amende pourra s'élever jusqu'à 10.000 francs et la loi de sursis ne lui sera pas applicable (art. 8).

2^o *L'emprisonnement.* — Il varie de six jours à deux ans. Les tribunaux peuvent punir de l'emprisonnement et de l'amende ou de l'une des deux peines

1. Un projet de loi déposé par M. Raynaud, ministre de l'Agriculture, le 1^{er} décembre 1910, propose de substituer à ces mots la formule suivante : « Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, *« connaissant leur destination, des produits... »*

seulement ; toutefois la peine de prison est obligatoire au cas de récidive et lorsqu'il s'agit d'une substance nuisible à la santé. Les circonstances atténuantes sont applicables, même au cas de récidive (art. 8).

3° *L'affichage*. — La loi nouvelle prend des mesures pour empêcher le délinquant condamné « de frauder » l'affichage (article 7) le jugement devra fixer les dimensions de l'affiche, le numéro des caractères typographiques, L'affichage devra durer sept jours au moins ; la vente du fonds de commerce, sauf si elle est antérieure au jugement, ne pourra mettre obstacle à l'affichage devant la porte des magasins, usines..., etc. Enfin, la lacération, la suppression, la dissimulation des affiches est punie de 50 francs à 1.000 francs d'amende et, en cas de récidive, de l'emprisonnement et de 100 francs à 2.000 francs d'amende.

L'affichage, que le tribunal est libre d'ordonner ou non dans les cas ordinaires, est obligatoire lorsqu'il y a récidive (article 5), sauf admission des circonstances atténuantes (article 8).

4° *La confiscation*. — (Article 6). Les objets dont la vente, usage ou détention constitue le délit, seront confisqués s'ils appartiennent encore au vendeur ou détenteur. Si les objets confisqués sont utilisables, ils peuvent être attribués aux établissements d'assistance publique ; dans le cas contraire, ils doivent être détruits et répandus aux frais du condamné. Le tribunal pourra même ordonner que la destruction

ou l'effusion ait lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné.

5° *Incapacités électorales.* — (Article 14). Les incapacités électorales édictées par la loi du 24 janvier 1889 continuent à être appliquées comme conséquence des peines prononcées. Enfin s'il s'agit d'une substance falsifiée ou corrompue, nuisible à la santé, les peines sont encourues, même lorsque la falsification était connue de l'acheteur ou du consommateur (article 3, § 4).

SECTION III

Mise en application de la loi

L'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 dit qu'il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre en vue d'assurer l'exécution de la loi et l'article 13 indique les pénalités qui devront être prononcées en cas d'infraction aux prescriptions de ces règlements.

Deux décrets portant règlement d'administration publique pour application de la loi du 1^{er} août, sont intervenus en vertu de l'article 11. Ce sont :

A) *Le décret du 31 juillet 1906.* — Les articles 1^{er} et 2 organisent le service chargé de rechercher et de constater les infractions à la loi et énumèrent les autorités qui auront qualité pour opérer des prélèvements.

Les articles 4 à 11 déterminent les formalités prescrites pour opérer les prélèvements d'échantillons, de façon à donner toute garantie tant à l'accusation qu'à la défense. Ces mesures sont complétées par un arrêté ministériel du 1^{er} août 1906 et une circulaire du ministre de l'Agriculture du 12 septembre 1907.

Les articles 12 à 16 organisent le fonctionnement des laboratoires d'analyses. Des arrêtés des ministres de l'Agriculture et du Commerce des 18 février, 12 mars, 27 avril et 4 juillet 1907 fixent le ressort de ces laboratoires.

Les articles 17 à 26, complétés par l'arrêté ministériel du 19 novembre 1907, instituent des experts du service de la répression des fraudes et traitent du fonctionnement de l'expertise contradictoire.

B) *Le décret du 3 septembre 1907.* — L'article 1^{er} donne une nouvelle définition du vin : « Aucune boisson ne peut être détenue ou transportée en vue de la vente, mise en vente ou vendue sous le nom de vin que si elle provient exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais. »

Les articles 2 et 3 énumèrent les pratiques et manipulations autorisées.

L'article 4 détermine « les inscriptions et marques que les acheteurs pourront exiger à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes, nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente ».

Une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente doit être apposée d'une manière apparente, sans abréviation, sur les réipients, emballages, casiers ou fûts. Toutefois, ces inscriptions ne sont exigées que « dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins », c'est-à-dire, d'après une circulaire ministérielle du 11 mai 1908, dans les locaux ouverts aux acheteurs.

Enfin, l'inscription n'est pas obligatoire « pour les bouteilles et réipients dans lesquels les vins de consommation courante sont emportés séance tenante par l'acheteur ou consommés sur place ».

Telle est, succinctement résumée, la loi générale sur les fraudes du 1^{er} août 1905. Postérieurement ont été votés une série de textes, visant des cas de fraude spéciaux ; développant et complétant les mesures générales de la loi du 1^{er} août et les mesures spéciales établies par les lois antérieures.

Nous allons reprendre successivement les principales fraudes et falsifications relatives aux vins, déjà étudiées dans l'historique ; nous essaierons d'exposer les transformations que les dernières lois ont apportées à la législation en vigueur avant 1905.

CHAPITRE II

Principales fraudes et falsifications **Étude des lois spéciales qui s'y rapportent**

SECTION I

Sucrage

Avant 1905, le sucrage était soumis au régime des lois du 6 avril 1897 et du 28 janvier 1903.

Le sucrage en première cuvée seul était permis, dans la proportion de 40 kilogrammes pour 3 hectolitres de vendanges et moyennant une déclaration faite trois jours à l'avance aux bureaux de la Régie (article 7, § 1).

Le sucrage en deuxième cuvée, prohibé en fait (loi du 6 avril 1897, article 3), n'était autorisé que pour la consommation familiale, après déclaration préalable à la Régie et limité à 40 kilogrammes par membre de la famille ou domestique attaché à la personne et à 40 kilogrammes pour 3 hectolitres de

vendanges récoltées (1) (loi du 28 janvier 1903, article 7, § 2).

Enfin, toute personne qui en même temps que des vendanges, moûts ou marcs de raisins, désirait avoir en sa possession une quantité de sucre supérieure à 50 kilogrammes devait en faire la déclaration et était tenue de fournir des justifications d'emploi (loi du 28 janvier 1903, article 7, § 3).

Le sucrage clandestin et la fabrication des vins de sucre, enrayés un instant par la loi du 29 décembre 1900 se développaient à nouveau depuis le vote de la loi de 1903, absolument impuissante à arrêter la fraude.

Des réclamations s'élevaient dans presque toutes les régions viticoles. Le Midi, plus particulièrement éprouvé, demandait des mesures sévères et efficaces, notamment la surtaxe et la surveillance des sucres.

§ I. — *Loi du 6 août 1905*

Un projet de loi fut déposé à la Chambre le 30 mars 1905 par M. Rouvier et devint la loi du 6 août 1905.

La commission chargée d'étudier ce projet, avait proposé de taxer uniquement le sucrage en première cuvée, d'un droit égal à la moitié du droit de consom-

1. 3 hectolitres de vendanges représentent, pour la Régie, 2 hectolitres de vin.

mation de 220 francs supporté par l'alcool, sous déduction du droit déjà acquitté par le sucre. Pour la perception de ce droit, on estimait que 1.750 grammes de sucre équivalaient à 1 litre d'alcool pur.

Dans un contre-projet, présenté le 25 mai 1905, MM. Doumergue, Sarraut et Aldy, plus exigeants, réclamaient une surtaxe égale à la totalité des droits sur l'alcool et frappant sans distinction les sucres employés en première ou en deuxième cuvée ; ils demandaient en outre, pour assurer le paiement de la surtaxe, d'établir la suite des sucres depuis la sortie de la distillerie jusqu'à leur arrivée chez le consommateur.

La Chambre, partant de ce principe que le sucrage en première cuvée est absolument licite, indispensable même dans certains cas et que seul, le sucrage en deuxième cuvée devait être enrayé, repoussa la surtaxe qui aurait frappé sans distinction les vins chaptalisés et les vins de sucre.

Elle maintint l'autorisation de sucrer dans les conditions fixées par l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 ; mais limita l'emploi du sucre en première et en deuxième cuvée, à la période des vendanges (article 1^{er}). Cette période est fixée dans chaque département par arrêté préfectoral sur avis du Conseil général. Enfin, l'article 6 établit la publicité du sucrage en première cuvée : « Dans chaque commune, les noms « des producteurs qui se seront livrés à l'opération

« du sucrage en première cuvée seront relevés sur un
« registre spécial à la recette ruraliste (1) », registre
mis à la disposition du public.

En restreignant l'emploi du sucre à une période relativement courte, le législateur espérait rendre la surveillance de la Régie plus facile et entraver la fabrication frauduleuse des vins de sucre, sans nuire à la chaptalisation qui ne peut s'effectuer que sur des vendanges fraîches ou des vins nouveaux. Quant à la publicité, elle devait assurer la loyauté des affaires en permettant aux acheteurs de se renseigner.

La Chambre, après avoir écarté la surtaxe, repoussa également le principe de l'exercice des sucres. Mais, tout en refusant d'imposer la gêne et les désagréments que comporte l'exercice aux nombreux commerçants qui vendent du sucre, elle a essayé d'organiser, dans une faible mesure, la surveillance de ce produit, comprenant que c'était là le seul moyen d'enrayer la fraude et d'assurer l'observation de la loi.

L'article 2 reprend l'article 7, § 3, de la loi du 28 janvier 1903 et le complète en ajoutant à son énumération les vins destinés à la vente et les lies :
« Toute personne qui, en même temps que *des vins*
« *destinés à la vente*, des vendanges, moûts, *lies* ou
« marcs de raisins, désire avoir en sa possession une

1. Les noms des producteurs qui ont sucré, seront connus grâce à la déclaration exigée par l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903.

« quantité de sucre supérieure à 50 kilogrammes, est
« tenue d'en faire préalablement la déclaration et de
« fournir des justifications d'emploi. »

Toutefois, comme on entendait surveiller les producteurs et les fabricants de vin, sans entraver les affaires des nombreux commerçants qui vendent à la fois du sucre et du vin, l'article 3 précise que :
« Les dispositions de l'article 2 ne sont pas applicables aux détaillants qui, en même temps que des
« vins destinés à la vente, n'ont pas en leur possession des vendanges, moûts, lies, mares de raisins,
« ferments ou levures. »

Il fallait assurer l'observation de l'article 2 et obliger la personne qui a en sa possession des vins destinés à la vente, des vendanges... et plus de 50 kilogrammes de sucre, à faire sa déclaration. C'est le but de l'article 3, § 2 : « Tout envoi de sucres ou de
« glucoses, fait par quantité de 50 kilogrammes au
« moins, à une personne n'en faisant pas le commerce
« ou n'exerçant pas une industrie qui en comporte
« l'emploi, sera accompagné d'un acquit-à-caution,
« qui sera remis à la Régie par le destinataire, dans
« les quarante-huit heures suivant l'expiration du délai de transport. »

Grâce à cet acquit, la Régie connaîtra les personnes qui reçoivent du sucre par quantités importantes et pourra exercer une surveillance. Mais on peut supposer une entente entre vendeur et acheteur,

pour ne pas prendre d'acquit et déjouer ainsi le contrôle ; l'article 4 prévoit ce cas : « Tout négociant qui
« aura été convaincu d'avoir, en violation des dis-
« positions de l'article précédent, livré sans acquit-
« à-caution du sucre par quantités supérieures à
« 50 kilogrammes, sera assujetti, pendant la campa-
« gne en cours et la campagne suivante, à tenir un
« compte d'entrées et de sorties des sucres bruts et
« à se soumettre aux vérifications de la Régie. »

L'article 3 n'imposait l'acquit-à-caution que pour les envois supérieurs à 50 kilogrammes ; il était donc facile pour les fraudeurs d'éluder cette formalité en se faisant livrer des quantités inférieures. C'est ce qui arriva en effet, car le paragraphe 3 de l'article 3 ne pouvait arrêter ces agissements ; il obligeait bien « tout détenteur d'une quantité de sucre ou de
« glucose supérieure à 200 kilogrammes et dont le
« commerce ou l'industrie n'impliquait pas la posses-
« sion de sucre ou de glucose, à faire une déclaration
« à la Régie et à se soumettre aux visites des em-
« ployés des contributions indirectes ». Mais, c'était là une obligation purement morale, on pouvait, sans grands risques, s'abstenir de faire la déclaration, car la Régie ne possédait aucun indice pour découvrir la fraude.

Nous avons vu, sous l'article 2 de la loi, les formalités imposées au détenteur de vins destinés à la vente, vendanges, marcs et moûts, qui voulait se pro-

curer du sucre par quantités supérieures à 50 kilogrammes. Mais il importait aussi de donner à la Régie le moyen d'exercer une surveillance sur le détenteur de sucre qui se fait expédier des vins destinés à la vente, des vendanges, marcs et moûts pour procéder au sucrage.

L'article 8 oblige « tout expéditeur de marcs de raisins et de lies sèches à se munir, à la recette burandoise la plus proche, d'un passavant de 0 fr. 10, indiquant le poids expédié et l'adresse du destinataire ».

Cet article ne vise que les marcs de raisins et les lies sèches ; on comprend qu'il ait laissé de côté les vins destinés à la vente, le titre de mouvement remplaçant dans ce cas le passavant. Mais l'omission des vendanges et moûts constituait un véritable oubli que la loi du 29 juin 1907 a dû réparer.

Les infractions aux prescriptions des articles 2, 3 et 4 et à celles de la loi du 28 janvier 1903 étaient visées par l'article 5 ; mais aucune sanction n'était prévue pour infraction aux dispositions de l'article 8. La loi de budget de 1906 (art. 13) a comblé cette lacune et appliqué dans ce cas les pénalités de l'article 7 de la loi du 21 juin 1873 (1).

En résumé, la Chambre avait refusé de voter la

1. Les peines portées par l'article 7 de la loi du 21 juin 1873 sont : l'amende de 200 francs à 1.000 francs, qui ne peut être inférieure à 500 francs en cas de récidive et la confiscation des boissons saisies.

surtaxe et l'exercice des sucres ; elle s'était contentée de demi-mesures dont on n'allait pas tarder à constater l'insuffisance.

Pour éviter la publicité donnée à la chaptalisation, les vigneron s'abstenaient de toute déclaration.

La limitation de la période du sucrage, mesure bien anodine, ne valait que si elle était observée et son observation dépendait de l'efficacité des dispositions prises pour assurer la surveillance des sucres. Or, nous avons vu que la formalité de l'acquit-à-caution pouvait être éludée de deux façons : soit avec la complicité du commerçant qui ne faisait pas de déclaration, soit en s'approvisionnant par quantités inférieures à 50 kilogrammes.

Le premier moyen était fréquemment employé ; le commerçant bravait sans grand danger les rigueurs de l'article 4, car la Régie ne pouvait contrôler les quantités de sucre sorties de ses magasins. Pour cela, il aurait fallu connaître le chiffre des entrées, or l'acquit et la déclaration n'étaient pas exigés pour les expéditions de sucre aux personnes qui en faisaient le commerce ou exerçaient une industrie en comportant l'emploi.

Quant au second moyen : l'approvisionnement par petites quantités, il présentait encore moins de risques, puisque la loi n'édicte aucune pénalité contre la personne qui, ayant réuni plus de 200 kilo-

grammes de sucre, n'en faisait pas la déclaration.

Une révision de la loi de 1905 s'imposait à brève échéance.

§ II. — *Loi du 29 juin 1907.*

En 1905, la Chambre avait repoussé la surtaxe générale sur les sucres parce qu'elle ne voulait pas frapper le sucrage en première cuvée.

En 1907, les idées s'étaient singulièrement modifiées ; M. Caillaux, ministre des Finances, auteur du projet de loi, s'exprimait ainsi à la Chambre le 11 juin 1907 :

« On dit parfois que la production de vin de sucre,
« provenant du dégrèvement opéré en 1903, est la
« cause de tout le mal..... Il est incontestable que pen-
« dant l'année 1903-1904, on a fabriqué 13 à 14 mil-
« lions d'hectolitres de vin de sucre. On a ainsi cassé
« les cours du vin et le commerce honnête a subi
« par cette dépréciation le plus grave et le plus immé-
« rité des préjudices..... Aujourd'hui encore, il n'ose
« plus acheter des vins naturels à des cours supé-
« rieurs à ceux qui correspondent au prix de fabri-
« cation des vins de sucre..... La première chose à
« faire consiste donc, à mon sens, à empêcher qu'il
« n'existe ainsi une sorte de cours limite. Il n'y a
« d'autre moyen d'y parvenir que de taxer la chap-
« talisation..... Cette mesure doit être complétée par

« l'interdiction du sucrage en seconde cuvée. » (*Journal officiel* du 12 juin 1907. Déb. parlem., p. 1271.)

Conformément à ces déclarations, la commission de la Chambre proposait :

1° Une surtaxe sur le sucrage en première cuvée, de 65 francs par 100 kilogrammes, qui, ajoutée à la taxe ordinaire de 25 francs, portait le droit total sur les sucres employés pour les vins à 90 francs les 100 kilogrammes ;

2° Suppression de la tolérance pour la fabrication des vins de sucre destinés à la consommation familiale ou application de la surtaxe aux sucres ainsi employés.

La Chambre réduisit la surtaxe de chaptalisation à 40 francs les 100 kilogrammes, estimant que les vignerons du Centre et de l'Est avaient besoin de la chaptalisation et qu'un taux plus élevé leur interdirait pratiquement cette opération.

Par contre, elle repoussa la suppression de la fabrication des vins de sucre pour la consommation familiale et la surtaxe du sucre employé en seconde cuvée, afin de ne pas supprimer ou rendre trop coûteuse « la boisson du pauvre ». Elle estimait d'ailleurs que l'interdiction de mettre en circulation les vins de seconde cuvée et une surveillance plus active des sucres et des vins, suffiraient à empêcher la fraude.

L'article 5 de la loi du 29 juin 1907, qui établit la

surtaxe, ne vise donc que le sucre employé pour chap-taliser : « Le premier paragraphe de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 est complété comme suit :

« Le sucre ainsi employé sera frappé d'une taxe
« complémentaire de 40 francs par 100 kilogrammes
« de sucre raffiné (1). Cette taxe est due au moment
« de l'emploi. »

Quant au sucrage en deuxième cuvée, la loi de 1907, tout en le tolérant pour la consommation familiale, en restreint les limites. La loi du 28 janvier 1903 avait établi deux maxima qui variaient suivant le nombre de personnes composant la famille et la quantité de vendanges récoltées. La loi de 1907 conserve cette double limitation, mais elle l'abaisse et fixe un troisième maximum que l'on ne pourra dépasser.

Article 6 : « Le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 est modifié de la façon suivante :

« Quiconque voudra se livrer à la fabrication du
« vin de sucre pour sa consommation familiale, est
« tenu d'en faire la déclaration dans le même délai. La
« quantité de sucre employée ne pourra être supérieure
« à 20 kilogrammes par membre de la famille et par

1. De l'expression « sucre raffiné », contenue dans l'article 5, on aurait pu conclure que le sucre brut était exonéré de la surtaxe. Mais il résulte de la déclaration formelle du ministre des Finances (*Journal officiel* du 11 juin 1907, Déb. Parlem., p. 1264) qu'il faut lire : « sucre exprimé et raffiné ».

« domestique attaché à la personne, ni à 20 kilogrammes par 3 hectolitres de vendanges récoltées, ni au total à 200 kilogrammes pour l'ensemble de l'exploitation (1). »

L'article 7 reprend les pénalités prononcées par la loi du 28 janvier 1903 dans le cas de mise en circulation et de détention de vins de sucre en vue de la vente :
« Les contraventions à l'article précédent sont punies d'une amende de 500 francs à 5.000 francs et de la confiscation des boissons, sucres et glucoses saisis.

1. L'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 a été tellement retouché, modifié et complété, que nous croyons bon d'en donner le texte actuel. Article 7 : « Quiconque voudra ajouter du sucre à la vendange est tenu d'en faire la déclaration trois jours au moins à l'avance à la recette buroliste des contributions indirectes. La quantité de sucre ajoutée ne pourra être supérieure à 10 kilogrammes par 3 hectolitres de vendanges. Le sucre ainsi employé sera frappé d'une taxe complémentaire de 40 francs par 100 kilogrammes de sucre raffiné. Cette taxe est due au moment de l'emploi.

« Quiconque voudra se livrer à la fabrication du vin de sucre, pour sa consommation familiale, est tenu d'en faire la déclaration dans le même délai. La quantité de sucre employée ne pourra être supérieure à 20 kilogrammes par membre de la famille et par domestique attaché à la personne, ni à 20 kilogrammes par 3 hectolitres de vendanges récoltées, ni au total à 200 kilogrammes pour l'ensemble de l'exploitation.

« Toute personne qui, en même temps que des vins destinés à la vente, des vendanges, moûts, lies ou marcs de raisins, désire avoir en sa possession une quantité de sucre supérieure à 25 kilogrammes, est tenue d'en faire préalablement la déclaration et de fournir des justifications d'emploi. »

« L'amende est doublée dans le cas de fabrication,
« de circulation ou de détention de vins de sucre en
« vue de la vente. Dans ce cas, les contrevenants sont
« en outre punis d'une peine de six jours à six mois
« d'emprisonnement. Cette dernière pénalité est dou-
« blée en cas de récidive. »

La loi du 29 juin 1907 complète la surveillance des différents éléments, autres que le sucre, nécessaires à la fabrication des vins de deuxième cuvée.

L'article 8 de la loi du 6 août 1905 ne permettait à la Régie de suivre que les expéditions de mares de raisin et de lies sèches ; l'article 3 de la loi nouvelle y adjoint les levures alcooliques, les articles 1, 3^e et 4^e et l'article 2 organisent la surveillance des moûts et vendanges fraîches, en obligeant expéditeur et destinataire à prévenir la Régie.

Mais ce qu'il convient surtout de signaler, c'est la meilleure organisation de la surveillance sur la circulation des sucres.

L'article 3 de la loi du 6 août 1905 n'imposait l'acquit-à-caution que pour les envois de sucre supérieurs à 50 kilogrammes, destinés « à une personne n'en « *faisant pas le commerce ou n'exerçant pas une in-* « *dustrie qui en comporte l'emploi* ». Il en résultait que tous les marchands de sucre recevaient leurs provisions sans acquit et que la Régie, ignorant l'im-

portance de ces provisions, ne pouvait contrôler l'exactitude des sorties.

L'article 8 de la loi de 1907 oblige tout commerçant qui veut vendre du sucre ou du glucose par quantités supérieures à 25 kilogrammes (au lieu de 50) et *quel que soit le destinataire*, à en faire préalablement la déclaration à l'administration des contributions indirectes.

Ce commerçant devra en outre tenir un carnet sur lequel il inscrira ses réceptions de sucre et de glucose ainsi que les livraisons supérieures à 25 kilogrammes. Ce registre sera présenté à toute réquisition du service des contributions indirectes qui procédera aux vérifications nécessaires pour le contrôle des entrées et des sorties.

Le même article réduit également à 25 kilogrammes la quantité de sucre ou de glucose dont la détention est permise sans déclaration aux personnes qui possèdent des vins destinés à la vente des vendanges... (Article 2, loi du 6 août 1905.)

Les contraventions à ces dispositions sont punies d'une amende de 1.000 francs à 5.000 francs, qui peut être portée à 10.000 francs en cas de récidive et de la confiscation des sucres et glucoses.

Il faut remarquer que l'article 8 ne remplace pas, mais complète l'article 4 de la loi du 6 août 1905 qui reste en vigueur. Le commerçant qui n'aura pas demandé le contrôle de la Régie et sera convaincu d'a-

voir livré sans acquit-à-caution des quantités de sucre supérieures à 25 kilogrammes, sera donc, indépendamment des peines édictées par l'article 8, assujéti pendant la campagne en cours et la campagne suivante à tenir un compte d'entrées et de sorties et obligé de se soumettre aux vérifications de la Régie.

Désormais, les fabricants et marchands de sucre en gros, dont les envois sont forcément supérieurs à 25 kilogrammes, se trouvent soumis à un véritable exercice ; les marchands de sucre au détail n'y sont astreints que s'ils déclarent vouloir vendre du sucre par quantités supérieures à 25 kilogrammes.

Par l'examen des carnets, les employés des contributions indirectes peuvent connaître les quantités de sucre entrées en magasin et le stock restant. Par la balance des opérations inscrites, ils voient si les ventes inférieures à 25 kilogrammes sont en proportion anormale et peuvent surveiller plus étroitement tel commerçant déterminé.

En outre, aux termes d'une circulaire du directeur général des contributions indirectes du 13 juillet 1907, les inscriptions relatives aux livraisons doivent être détachées des carnets par les employés, lors de leurs visites de vérification. Ces bulletins sont envoyés au service du lieu de destination, qui possède ainsi une source de renseignements précieuse pour la recherche

du sucrage clandestin et la vérification des carnets soumis à son contrôle.

La loi du 29 juin 1907 marque-t-elle un progrès sur la loi du 6 août 1905, au point de vue de la surveillance des sucres ?

Il est certain que la loi nouvelle a laissé encore une porte ouverte à la fraude, en n'imposant pas la tenue des carnets à tous les détaillants ; mais on ne pouvait pas soumettre à l'exercice tous les épiciers de France.

Un fraudeur peut encore, à l'heure actuelle, avec la complicité d'un commerçant non exercé, se procurer du sucre par quantités supérieures à 25 kilogrammes sans attirer l'attention de la Régie. Il peut aussi s'approvisionner de sucre par petites quantités, mais il faudra que ses achats soient inférieurs à 25 kilogrammes ce qui rend l'approvisionnement long et laborieux.

En somme, sous le régime de la loi du 29 juin 1907, le sucrage clandestin est encore possible, mais seulement dans de faibles proportions ; le sucrage industriel est devenu pratiquement impossible.

SECTION II

Vins de raisins secs

En ce qui concerne les vins de raisins secs, les lois nouvelles, promulguées depuis 1905, n'ont pas

modifié la législation antérieure qui avait atteint son but et supprimé pratiquement la fabrication industrielle de ce produit.

Il suffit donc d'exposer brièvement le régime auquel se trouvent actuellement soumis les vins de raisins secs, régime différent selon qu'il s'agit de la fabrication industrielle ou de la fabrication en vue de la consommation familiale.

A. — *La fabrication industrielle* n'est pas prohibée, mais elle est soumise à des taxes qui la rendent improductive et par cela même empêchent les commerçants de s'y livrer.

En effet, outre les droits de douane supportés par les raisins secs à raison de 40 francs les 100 kilogrammes au tarif maximum et de 25 francs au tarif minimum (loi du 14 novembre 1894), les fabricants doivent acquitter :

1° Un droit de licence de 125 francs (loi du 26 juillet 1890) ;

2° Un droit de fabrication de 1 franc par hectolitre de vin de raisins secs pris en charge (loi du 11 janvier 1892) ;

3° Un droit général de consommation de 220 francs par hectolitre d'alcool fabriqué, à raison de 30 litres d'alcool pour 100 kilogrammes de raisins secs (loi du 6 avril 1897) ;

4° Les droits d'entrée des spiritueux s'il y a lieu (loi du 6 avril 1897).

La perception des droits de fabrication et de consommation est assurée par l'obligation de prendre un acquit-à-caution pour tout envoi de raisins secs (loi du 6 avril 1897).

Il est interdit en outre de vendre ou mettre en vente du vin de raisins secs, pur ou mélangé, sous une dénomination autre que celle de « vin de raisins secs » et dans des fûts ou récipients ne portant pas cette mention en gros caractères (loi du 14 août 1889).

B. — *La fabrication en vue de la consommation familiale* est autorisée sans limitation fixe : les tribunaux apprécient.

Les raisins secs destinés à la consommation familiale acquittent, en dehors des droits de douane de 40 francs ou 25 francs les 100 kilogrammes, un droit de circulation de 6 francs par 100 kilogrammes. Le paiement de ce dernier droit est garanti par l'acquit-à-caution qui accompagne obligatoirement tout envoi de raisins secs.

SECTION III

Piquettes ou boissons de marc

L'article 3 de la loi du 6 avril 1897 n'autorisait la circulation des piquettes que dans le cas où elles étaient expédiées à des particuliers pour leur consommation familiale. Mais, sous cette restriction,

elles pouvaient circuler librement, sans limitation, moyennant l'acquittement d'un droit de 1 franc par hectolitre.

La loi du 6 août 1905 supprima ce régime de tolérance. Article 12 : « La circulation des boissons de « marc, dites piquettes, provenant de l'épuisement « des mares par l'eau, sans addition d'alcool, de su- « cre ou de matières sucrées, est interdite. »

Lors de la discussion à la Chambre, on fit remarquer que les termes de cet article étaient trop rigoureux. Ce que l'on tenait à supprimer, c'était la fabrication industrielle des piquettes en vue de la vente aux particuliers ; mais on ne voulait pas empêcher le travailleur, le vigneron, de faire de la piquette avec ses mares de raisin et d'en transporter sur le lieu de son travail, pour sa consommation journalière. Aussi, l'article 13 a corrigé ce que l'article 12 avait de trop absolu : « Est exceptée des dis- « positions du dernier paragraphe de l'article précé- « dent, la circulation des piquettes quand elle n'a pas « lieu en vue de la vente. »

Chaque famille pouvait donc fabriquer des piquettes pour sa consommation familiale sans limitation. On s'aperçut vite que, malgré l'interdiction de les mettre en circulation, une partie des piquettes ainsi fabriquées s'écoulait dans le commerce mélangées au vin naturel du producteur.

Le projet primitif du Gouvernement pour la loi

du 29 juin 1907 ne visait pas les boissons de marc ; mais, sur les réclamations des députés de l'Est, la commission de la Chambre avait déposé un texte limitant la fabrication en vue de la consommation familiale à « 4 hectolitres par membre de la famille
« et par domestique attaché d'une façon perma-
« nente à l'exploitation et nourri chez le viticulteur,
« et au maximum de 40 hectolitres par exploita-
« tion ».

On reconnut, lors de la discussion à la Chambre, que la limitation à 4 hectolitres par personne serait d'une application difficile et l'article 6 actuel se borne à une limitation globale : « La fabrication des piquet-
« tes n'est autorisée que pour la consommation fami-
« liale et jusqu'à concurrence de 40 hectolitres par
« exploitation. »

Le vigneron qui fabrique de la boisson de marc, uniquement pour ses besoins familiaux, en remettant de l'eau sur le marc au fur et à mesure de sa consommation, n'atteindra jamais la limite de 40 hectolitres. La loi ne le vise donc pas ; à la Chambre, M. Caillaux l'a déclaré très nettement et a expliqué aussi le fonctionnement de la surveillance. « Je conviens, dit-il, « que si partout on se bornait à avoir un tonneau
« contenant du marc, sur lequel on met de l'eau et où
« l'on tire au robinet, il serait sans intérêt et même
« absurde de frapper les piquettes de cette espèce,
« car elles ne peuvent servir qu'à la consommation

« familiale. Je ne crois pas que le texte les vise ou
« puisse les gêner en quoi que ce soit.

« Mais la piquette qu'on veut atteindre ou dont on
« veut limiter la fabrication n'est pas celle-là. Dans
« d'autres départements, la fabrication des piquettes
« prend une extension considérable. Il ne s'agit plus
« du tonneau, qui est tout à fait inoffensif ; on y fait
« des 40, 50, 100 hectolitres de piquettes et on les
« mélange avec du vin..... Il y a là une fraude que nous
« voulons enrayer..... On dit : Mais comment évalue-
« rez-vous la quantité de piquettes fabriquées et
« comment vérifierez-vous si ces piquettes sont fabri-
« quées illicitement ? Je ne demande aucune espèce
« d'exercice. La loi ne jouera que si nous trouvons
« en la possession d'un exploitant plus de 40 hecto-
« litres de piquettes. J'ai même pensé un instant à
« substituer dans le texte, au mot fabrication de pi-
« quettes, les mots : détention de piquettes. Mais on
« m'a fait remarquer que nous pourrions avoir la
« preuve, par des documents publics, par les factures,
« par des traités, par les actes, que dans telle exploi-
« tation on aura fabriqué une grande quantité de
« piquettes qui aura été successivement écoulée et
« que cette modification serait dès lors tout à fait dan-
« gereuse.

« Tout ce que nous demandons, c'est de pouvoir
« empêcher que dans une exploitation, on fabrique
« des piquettes en quantités supérieures aux besoins

« légitimes. » (*Journal officiel* du 21 juin 1907, Déb. Parlem., p. 1452.)

C'est dans cet esprit que la Cour de cassation a rejeté le pourvoi d'un sieur Priou, condamné par la Cour d'Alger pour avoir fabriqué au cours de l'année 1907, 50 hectolitres de piquettes en vue de sa consommation familiale.

« Attendu, dit l'arrêt, que la fabrication de piquet-
« tes pour la consommation familiale, lorsqu'elle
« dépasse la quantité maximum de 40 hectolitres,
« fixée par l'article 6 de la loi du 29 juin 1907, cons-
« titue une contravention qui résulte du seul fait
« matériel, sans qu'il y ait lieu de rechercher l'inten-
« tion frauduleuse. » (Cassation criminelle, 15 mai
1909, *Gaz. du Pal.*, 20 juillet 1909.)

Nous avons vu que la fabrication des vins de sucre, de raisins secs et des piquettes, est autorisée pour la consommation familiale sous certaines conditions et dans certaines limites. S'ensuit-il que la même personne puisse fabriquer cumulativement pour sa consommation familiale ces trois sortes de boissons ?

Les lois que nous avons énumérées sont muettes à ce sujet. Il nous semble donc que rien ne s'y oppose, du moment que la quantité globale de liquide ainsi obtenue n'est pas supérieure aux besoins nor-

maux de la consommation familiale ; question qui serait laissée à l'appréciation des tribunaux.

Cependant, la Régie ne l'admet pas, elle prétend qu'il faut opter pour l'une des trois boissons et nous ne connaissons pas de décision judiciaire à ce sujet.

SECTION IV

Mouillage

Sous ce titre, nous n'étudierons pas seulement le mouillage au sens strict du mot, c'est-à-dire l'addition d'eau au vin ; nous étudierons le mouillage en général : l'addition au vin naturel d'un autre liquide, eau, piquette, vin de sucre ou vin de raisins secs. Nous examinerons aussi, à cette occasion, les mesures prises par le législateur pour empêcher la mise en circulation des vins artificiels, généralement utilisés par le commerce pour mouiller les vins naturels.

Avant 1905, le seul texte qui s'occupait de cette fraude, était l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1894 :
« Si, dans les cas prévus par les paragraphes 1 et 2 de
« l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851, il s'agit de
« vin additionné d'eau, les pénalités édictées par l'ar-
« ticle 423 du Code pénal et la loi du 27 mars 1851
« seront applicables, même dans le cas où la falsifi-
« cation par addition d'eau serait connue de l'ache-
« teur ou du consommateur. »

Ce texte est-il encore en vigueur, ou bien a-t-il été implicitement abrogé par la loi du 1^{er} août 1905 (article 14), en même temps que la loi du 27 mars 1851 à laquelle il se réfère? Deux raisons nous font croire que l'article en question n'a pas été abrogé.

En premier lieu, l'article 5-2^o de la loi du 1^{er} août 1905 cite au nombre des condamnations qui pourront constituer l'un des termes de la récidive, celles qui seront prononcées par application de la loi du 24 juillet 1894.

En second lieu, l'article 15 dit : « Les pénalités de « la présente loi (1^{er} août 1905) sont substituées aux « pénalités et dispositions de l'article 423 du Code « pénal et de la loi du 27 mars 1851, dans tous les « cas où des lois postérieures renvoient aux textes « des dites lois, notamment..... dans l'article 1^{er} de « la loi du 24 juillet 1894 . »

Le fait même du mouillage est donc punissable en dehors de toute tromperie, de toute intention frauduleuse. De plus, la jurisprudence décide d'une façon constante que les vins mouillés doivent être exclus du régime fiscal des vins et soumis aux droits et régime de l'alcool, comme vins artificiels, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 6 avril 1897 (Cassation, 4 et 12 juillet 1907 : *Gaz. Pal.*, 1907.2.281 et 282 ; Cassation, 25 juin 1908 : *Gaz. Pal.*, 1908.2.294 ; et Cassation, 3 mai 1907 : *Gaz. Pal.*, 1907.2.722.)

Mais il ne suffit pas d'édicter contre le mouillage

des peines sévères, il faut surtout essayer de le prévenir et de le découvrir.

L'analyse chimique, si utile en d'autres matières, peut bien donner ici des indications, mais n'apporte pas toujours une certitude. Il ne restait qu'une ressource : organiser une surveillance des vins en général et des vins artificiels en particulier, sans gêner le commerce ni irriter les producteurs. Le problème était difficile, comment a-t-il été résolu ?

Comme le mouillage peut être effectué chez le producteur, le marchand en gros ou le débitant, nous allons examiner successivement les mesures prises dans les trois cas.

§ I. — *Surveillance chez le producteur.*

L'article 237 de la loi du 28 avril 1816 donnait aux employés de la Régie le droit de pénétrer chez les particuliers sur un soupçon de fraude et moyennant certaines formalités ; mais, pour découvrir de cette façon le mouillage, il aurait fallu surprendre le producteur en flagrant délit. De plus, la Régie ne mettait pas grande activité à surveiller cette fraude qui lui profitait, puisque l'eau ajoutée au vin paie les droits de circulation comme le vin naturel. La loi du 24 juillet 1894, nous l'avons vu, ne prenait aucune mesure afin de prévenir le mouillage.

Pour y parvenir, on proposa la fixation légale d'un

degré minimum au-dessous duquel les vins ne pourraient être mis en vente ; mais cette mesure n'aurait eu que des inconvénients. Si le degré légal était fixé très bas, dans la limite de ce minimum, le mouillage des vins de degré plus élevé devenait absolument licite ; si le degré légal était élevé, tous les vins naturels de moindre degré se trouvaient exclus du marché.

En 1905, on estima que le moyen le plus simple pour prévenir et au besoin découvrir le mouillage chez le producteur, était de constater les quantités de vin récoltées et les quantités sorties de sa cave. Si ces dernières étaient supérieures, il y avait forcément eu mouillage ou fabrication de vins artificiels ; c'était alors à l'analyse de décider.

Lors de la discussion de la loi du 6 août 1905, plusieurs mesures furent proposées dans cet ordre d'idées. M. Bonnevey préconisait l'affichage mensuel par la Régie des congés et acquits-à-caution délivrés pour les enlèvements opérés chez le récoltant, avec la récapitulation des quantités de vin précédemment sorties. Comme dans le pays, on connaît approximativement l'importance des récoltes, M. Bonnevey pensait que la seule publicité des quantités livrées suffirait à modérer le mouillage. Cette mesure peu efficace aurait entraîné une augmentation du personnel des contributions indirectes : elle fut rejetée.

La déclaration de récolte proposée par MM. Cazeaux-Cazalet, Bartissol et du Perier de Larsan, était

préférable : après les opérations vinicoles, chaque récoltant devait faire à la mairie de sa commune la déclaration des quantités de vin par lui récoltées ; cette déclaration était transmise au receveur buraliste de la localité, qui ne pouvait délivrer, au nom du déclarant, d'acquits pour une quantité de vin supérieure. Enfin tout acquit ou autre pièce de circulation devait être refusé aux producteurs qui ne feraient pas de déclaration.

Cette mesure fut repoussée comme entraînant l'exercice chez le récoltant. Il en fut de même du registre de culture proposé par M. Cazeaux-Cazalet et destiné à établir chaque année, dans chaque commune et pour chaque propriétaire, la superficie de ses propriétés plantées en vigne ainsi que leur rendement.

Ces deux propositions, fondues et complétées, sont devenues la déclaration de récolte prévue par l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1907.

« Chaque année, après la récolte, tout propriétaire, « fermier, métayer, récoltant du vin, devra déclarer « à la mairie de la commune où il fait son vin :

1^o « La quantité totale de vin produit et celle des « stocks antérieurs restant dans ses caves (1). »

1. La déclaration du stock restant en cave doit comprendre seulement les vins vieux provenant des récoltes antérieures du producteur,

Cette déclaration a pour but d'empêcher le producteur de mouiller son vin. En effet, la déclaration faite, le double en est transmis au receveur ruraliste de la localité qui ne pourra délivrer, au nom du déclarant de titres de mouvement pour une quantité de vin supérieure. On espérait aussi que cette déclaration permettrait d'établir sur des bases certaines des statistiques de production. C'était un espoir chimérique, car nous verrons que seul est tenu à la déclaration le récoltant qui veut expédier du vin ; par suite, les quantités consommées sur place échappent à toute statistique.

La déclaration par le producteur de la quantité de vin récoltée n'est utile que si elle est exacte et il était à supposer que l'on majorerait souvent le chiffre de la récolte, afin de se procurer une marge pour mouiller ou donner des acquits fictifs. Toute fausse déclaration est bien punie d'une amende de 100 francs à 1.000 francs, mais comment savoir si elle est inexacte ? Cette difficulté avait fait échouer le projet de MM. Cazeaux-Cazalet, Bartissol et du Périer de Larsan en 1905 ; en 1907, elle provoqua à la Chambre les plus vives discussions. Il fallait en effet trouver le moyen de contrôler la déclaration du producteur, sans employer de mesures inquisitoriales et sans le

non les vins achetés à l'extérieur qu'il peut avoir dans sa cave pour sa consommation.

soumettre à l'exercice; c'est l'objet de la seconde déclaration exigée du récoltant.

2° « La superficie des vignes en production qu'il « possède ou exploite. »

En comparant la surface plantée et la récolte déclarée, on espérait que la Régie pourrait se rendre compte des exagérations de récolte laissant présumer un mouillage. Mais les présomptions de fraude ainsi déduites sont bien aléatoires car, à superficie égale, il peut y avoir des différences de production considérables, tenant à la nature du terrain, à son exposition, au mode de culture, aux plants employés, aux accidents atmosphériques, etc.

Pour compléter le contrôle, la loi de 1907, reprenant l'idée mise en avant par M. Bonnevey en 1903, a voulu faire surveiller les producteurs par les producteurs eux-mêmes, un viticulteur étant plus compétent qu'un employé de la Régie pour savoir s'il y a disproportion entre la récolte déclarée et la superficie cultivée. L'article 1^{er} de la loi porte que « les « déclarations seront inscrites sous le nom du déclarant sur un registre restant à la mairie et qui devra « être communiqué à tout requérant..... le relevé nominatif des déclarations sera affiché à la porte des « mairies ».

3° et 4° : Les dernières déclarations exigées sont, s'il y a lieu, la déclaration du volume ou du poids des

vendanges fraîches reçues ou expédiées, ainsi que la quantité des moûts expédiés ou reçus.

La déclaration des quantités de vendanges fraîches ou moûts reçus, utile, nous l'avons vu, pour la surveillance du sucrage, est destinée en outre à permettre au récoltant de sortir de sa cave les quantités de vin correspondantes aux quantités de fruits ou moûts ainsi achetés (1). Quant à la déclaration des quantités de moûts ou de vendanges expédiés, elle est destinée à contrôler la précédente.

Telles sont les quatre déclarations exigées par la loi de 1907. Voyons maintenant qui doit les faire, comment et dans quels cas elles doivent être faites.

La loi énumère comme devant faire la déclaration « tout propriétaire, fermier, métayer, récoltant du « vin ». Le fermier ou métayer déclarera la superficie exploitée et la part de récolte qui lui revient s'il y a lieu, le propriétaire sa part de récolte.

Les déclarations doivent être faites à la mairie de la commune où le récoltant fait son vin, dans un délai fixé, pour chaque département, par le préfet après avis du Conseil général.

Les déclarations sont inscrites sur un registre déposé à la mairie, signées par le déclarant et il lui en est donné un récépissé.

1. Par une inadvertance du législateur, cette même déclaration est de nouveau prescrite dans l'article 2.

En principe, le récoltant doit faire la déclaration totale de sa récolte après la vendange, mais comme il ne peut être délivré de titres de mouvement que pour les quantités déclarées, si le producteur veut expédier des vins nouveaux, la loi l'autorise à faire des déclarations partielles au fur et à mesure de ses besoins ; l'affichage n'a lieu qu'après la déclaration globale.

Il faut remarquer que seule la fausse déclaration est punissable. L'absence de déclaration ne fait encourir aucune pénalité, elle implique seulement pour le non-déclarant l'impossibilité d'obtenir aucun titre de mouvement et, par suite, de faire sortir du vin de sa cave, sauf toutefois pour se l'expédier à lui-même, s'il réside dans une localité différente.

« Toute déclaration frauduleuse est punie d'une « amende de 100 à 1.000 francs », dit l'article 1^{er}. Or la déclaration peut être inexacte, soit pour les surfaces en production, soit pour les quantités récoltées ; quand sera-t-elle frauduleuse ? Le rapporteur de la loi s'est expliqué sur ce point à la séance du 13 juin 1907 : « Nous avons estimé qu'en matière de superficie de vignes en particulier, non pas pour les « autres déclarations, car un propriétaire sait bien ce « qu'il a fait de vin, le poids de vendanges qu'il a « expédiées, la quantité de moûts qu'il a reçus, nous « avons estimé, dis-je, qu'en matière de superficie « de vignes en production, il pouvait se produire de « la part du viticulteur quelques erreurs de bonne foi,

« Nous n'avons pas voulu que l'expression : fausse
« déclaration, synonyme de déclaration inexacte, fût
« l'occasion d'une intervention vis-à-vis de ce pro-
« priétaire, de ce fermier, de ce métayer ; de sorte
« que cette expression de déclaration frauduleuse
« veut dire tout simplement : toute fausse déclaration
« avec intention frauduleuse. » (*Journal officiel* du
14 juin 1907, Déb. parlem., p. 1327.)

La déclaration de récolte a-t-elle atteint le but visé, empêche-t-elle le producteur de mouiller son vin ? Il est permis d'en douter.

Le contrôle est trop peu efficace pour empêcher les fausses déclarations ; les dénonciations entre voisins sont rares, ou, quand elles ont lieu, elles sont inspirées souvent par la haine, la jalousie et manquent de base. Quant à la constatation par les employés de la Régie, nous verrons que les lois du 6 août 1905 et du 30 janvier 1907 ont soumis les perquisitions chez le récoltant simple particulier à de nombreuses formalités ; la Régie n'y procède que tout à fait exceptionnellement.

Sans grande efficacité pour la constatation des fraudes, la déclaration de récolte est une gêne, une source d'ennuis sans nombre pour le récoltant.

D'abord, celui-ci pourra souvent faire, de très bonne foi, des erreurs de recensement, surtout pour son stock en cave ; le fraudeur au contraire, possédant

un livre de cave fort bien tenu, sera toujours en règle. La déclaration de récolte a encore un effet curieux : Supposons qu'un producteur ait vendu et expédié toute sa récolte et ses stocks antérieurs ; il a épuisé tous les titres de circulation auxquels il a droit. Mais il possède des vins ne provenant pas de sa récolte, des vins fins par exemple, il veut en envoyer quelques bouteilles à des parents, à des amis. Impossible, la Régie lui refuse les titres de mouvement nécessaires ; pour en obtenir, il devra faire une demande sur papier timbré au préfet et joindre à sa demande les titres de mouvement qui accompagnaient ces vins lorsqu'il les a reçus ou leur duplicata !

§ II. — *Surveillance chez le marchand en gros.*

La loi du 28 avril 1816 n'ayant imposé à Paris ni formalités pour la circulation, ni exercice pour les boissons autres que la bière, il s'était créé dans la capitale de véritables usines de vins artificiels.

L'article 3 de la loi du 18 juillet 1904 avait interdit dans Paris toute préparation de liquides fermentés, autres que les bières et cidres provenant exclusivement de la mise en œuvre de pommes et poires fraîches ; mais cette défense était purement platonique, l'exercice n'existant pas, la Régie n'avait aucun moyen de découvrir les fraudeurs.

C'est pour parer à cette situation fâcheuse que l'ar-

ticle 11 de la loi du 6 août 1905, modifiant ce texte, interdit dans Paris toute préparation de liquides fermentés autres que les bières et prohibe l'introduction des raisins de vendange.

En même temps, l'article 9 met tous les marchands de vin en gros de la capitale sous la surveillance de la Régie, en rendant pour eux l'entrepôt public obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1906. Cependant, à titre transitoire, les négociants qui justifiaient de baux en cours, étaient autorisés à continuer leur commerce dans les locaux loués jusqu'à l'expiration des baux et, au plus tard, jusqu'au 1^{er} janvier 1916. Mais s'ils profitent de cette tolérance, ils sont soumis à l'exercice et au paiement d'une taxe de 2 centimes par hectolitre de vin expédié, pour rembourser à l'État les frais de surveillance. Les infractions aux prescriptions de cet article donnent lieu à l'application des peines de la loi du 28 février 1872 (confiscation des boissons saisies et amende de 500 fr. à 5.000 fr.).

A l'égard des commerçants qui ont placé leurs marchandises en entrepôt public, la surveillance de la Régie est facile et la fraude à peu près impossible. Restent les marchands en gros de Paris qui ont conservé leurs locaux particuliers en vertu de la tolérance et les marchands de province ; les moyens employés par ces deux catégories de négociants pour frauder sont identiques.

Bénéficiant de l'entrepôt, mais de l'entrepôt particulier, ils sont soumis à la surveillance de la Régie. La balance des entrées et des sorties doit faire ressortir les quantités en magasin et, s'il peut exister un manquant, on ne doit jamais constater d'excédent. En effet, l'excédent ne peut provenir d'une introduction de liquide sans pièce de Régie, car le marchand en gros, ne payant les droits qu'à la sortie de l'entrepôt, n'a pas intérêt à introduire des vins sans acquit. La différence ne peut donc résulter que d'une multiplication artificielle des vins en magasin par addition d'eau, de vins de sucre, de piquettes, etc.

Pour couvrir ces excédents frauduleux, le négociant en gros use de deux moyens : les congés servant plusieurs fois ou les acquits fictifs. En un mot, il fraude soit sur les quantités de vin entrées dans ses magasins, soit sur les quantités sorties.

Pour expliquer la fraude par les congés, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire une lettre adressée à ce sujet par M. Jean Dupuy au ministre des Finances, le 16 mai 1907.

Toute marchandise sortant des magasins d'un négociant en gros entrepositaire, pour être mise en circulation, doit être accompagnée d'un congé (1). Or,

1. Le congé est un titre de mouvement délivré par la Régie des contributions indirectes pour le transport des boissons lorsque les droits ont été payés comptant entre les mains du receveur ruraliste,

« les marchands en gros sont autorisés à détenir un
« livre à souches d'où ils détachent eux-mêmes les
« congés qui accompagnent les expéditions faites à
« la clientèle, livre qui est vérifié tous les dix jours
« par la Régie. Alors, ayant à livrer par exemple deux
« pièces de vin, ils inscrivent sur leur livre à souches
« et sur la feuille de congé qu'ils détachent : 10 heu-
« res... 5 minutes.

« Si, pendant le transport, ils ne rencontrent pas
« d'employé de la Régie, si leur congé n'est pas visé,
« ils laissent les fûts chez le destinataire, mais gar-
« dent le congé et reviennent prendre un nouveau
« chargement. Ils corrigent aisément l'heure sur la
« souche et sur la feuille détachée, inscrivent 10 heu-
« res 55 minutes et repartent pour un autre trans-
« port. Ainsi le négociant a livré 4 pièces de vin,
« mais son compte de Régie n'est déchargé que de
« deux ; il s'est pratiqué une marge pour couvrir les
« excédents. »

Cette fraude a de plus l'avantage de dispenser le négociant du paiement des droits. Pour y mettre un terme, il faudrait ou retirer aux marchands en gros leurs livres à souches ou rendre obligatoire le visa des congés ; mais ces mesures auraient l'inconvénient de gêner beaucoup le commerce et de surcharger le personnel des contributions indirectes. Un moyen moins radical et par suite moins efficace, mais qui gênerait peut-être un peu les fraudeurs, consisterait

à exiger sur le talon et sur le congé l'inscription de l'heure de l'expédition en toutes lettres et non plus en chiffres.

Le second moyen employé par les négociants en gros entrepositaires, pour couvrir les excédents, consiste à tromper sur les quantités de vin entrées en magasin à l'aide d'acquits fictifs (1).

Lorsqu'une expédition est faite du vignoble à un commerçant en gros bénéficiant de l'entrepôt, le vin ne devant payer les droits qu'à sa sortie de l'entrepôt, circule accompagné d'un acquit-à-caution. Lorsque le négociant voulait se ménager une marge pour ses excédents, il s'entendait avec un producteur ; celui-ci prenait à la Régie un acquit pour 4 hectolitres, par exemple, mais au lieu d'envoyer le vin, il se contentait d'envoyer l'acquit au négociant qui, vis-à-vis de la Régie, était censé avoir pris en charge 4 hectolitres de vin. Souvent le fraudeur employait un moyen plus simple : il se bornait à faire prendre un acquit au nom d'un propriétaire et à son insu.

Les lois du 16 décembre 1897 (article 8) et du 18 juillet 1904 (articles 1^{er} et 2) avaient déjà enrayé la pratique des acquits fictifs. Le visa en cours de route était obligatoire pour les chargements de vin de plus de

1. L'acquit-à-caution est un titre de mouvement, délivré par la Régie des contributions indirectes pour le transport des boissons, lorsque le paiement des droits ne doit être effectué qu'au moment où elles arrivent à destination ou sont livrées à la consommation.

20 hectolitres si une recette buraliste se trouvait sur le parcours et le détenteur des boissons devait faire lui-même la déclaration de l'enlèvement ou en attester la réalité.

La loi du 6 août 1905 a renforcé encore ces mesures. L'article 12 rend le visa en cours de route obligatoire pour les chargements de plus de 10 hectolitres et l'article 10, § 4 étend à toute expédition de vin, quelle qu'en soit la quantité, l'attestation de la réalité de l'enlèvement par le détenteur actuel de la boisson. Enfin, pour empêcher un commerçant fraudeur de prendre un acquit au nom d'un récoltant sans son assentiment, l'article 10 décide que les acquits et congés ne pourront être pris qu'à la recette buraliste du lieu d'enlèvement, sauf exception autorisée par l'Administration et que les receveurs buralistes devront délivrer sur papier libre, aux personnes qui en feront la demande, des extraits de leurs registres concernant les déclarations dans lesquelles ces personnes sont nominativement désignées. On avait même proposé l'affichage à la recette buraliste ou à la mairie des expéditions faites de chez les viticulteurs, mais cette mesure n'a pas été adoptée.

Depuis 1905, le commerçant qui voulait se procurer des acquits fictifs était donc obligé de s'entendre avec un récoltant ; mais il trouvait assez facilement des complices en leur garantissant le remboursement de l'amende si la fraude était découverte. On avait

espéré que la déclaration de récolte, établie par la loi du 29 juin 1907, rendrait cette complicité plus dangereuse. En effet, si un producteur consent à faire une déclaration d'enlèvement fictif pour 4 hectolitres, cette quantité soi-disant expédiée est portée à son débit, défalquée de sa déclaration de récolte et il ne pourra plus obtenir de titres de mouvement que pour la quantité de vin qui est censée rester dans sa cave. S'il ne veut consommer sur place ces 4 hectolitres, il devra faire une fausse déclaration de récolte ; malheureusement, nous avons vu qu'il est très difficile de constater l'inexactitude des déclarations si le fraudeur est habile.

La loi du 15 juillet 1907 a, par deux nouvelles mesures, entravé encore la pratique des acquits fictifs.

Elle a augmenté la surveillance du transit en étendant l'obligation du visa en cours de route à tous les chargements de plus de 5 hectolitres (article 2).

Elle a renforcé le contrôle des vins reçus par les marchands en gros de Paris qui bénéficiaient du droit de conserver momentanément leurs entrepôts particuliers. En effet, aux termes de l'article 100 de la loi du 28 avril 1816 et de l'article 3 de la loi du 28 février 1872, les marchands de vins en gros de France et des villes non rédimées qui possèdent des entrepôts particuliers, sont en compte permanent avec la Régie pour les marchandises qu'ils reçoivent ou qu'ils expédient. Les marchandises qu'ils reçoivent

vent sont dites « de nouvelle venue » et font de leur part, l'objet d'une déclaration d'arrivée qui provoque la visite facultative des agents de la Régie, à l'effet de contrôler la réalité et l'identité de l'envoi. Le contrôle effectué donne lieu à la délivrance d'un certificat de décharge qui permet la libre disposition de la marchandise nouvelle venue ; si le contrôle n'est pas effectué, la libre disposition est acquise vingt-quatre heures après la déclaration dans les lieux où des agents résident et soixante-douze heures après dans les lieux où il n'y en a pas.

A Paris ce contrôle n'existait pas ; pour l'entrée des marchandises dans l'enceinte, on s'en rapportait à l'octroi ; pour leur arrivée dans les magasins du négociant, l'article 9 de la loi du 6 août 1905 disait : « Les introductions de boissons seront justifiées « par la représentation des titres de mouvement. » Or quand il s'agissait d'un envoi fictif, l'octroi ne pouvait pas vérifier des marchandises qui ne franchissaient pas l'enceinte ; quant à la Régie, la prétendue réalité de l'envoi lui était justifiée par la présentation de l'acquit fictif.

L'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1907 a eu pour but de faire cesser cet état de choses en décidant que « les marchands de vins en gros subsistant à « l'intérieur de Paris en vertu de l'article 9 de la loi du « 6 août 1905, ne pourront disposer des boissons « reçues par eux qu'après qu'elles auront été vérifiées

« par le service de la Régie et reconnues entièrement conformes à l'expédition ».

Ce texte ne fait en somme qu'étendre aux marchands en gros de Paris qui y sont visés, les formalités des lois du 28 avril 1816 et du 28 février 1872 ; car, lors de la discussion à la Chambre, il a été déclaré que la vérification par la Régie était facultative et que le marchand parisien pourrait également disposer des boissons reçues vingt-quatre heures après la déclaration d'arrivée, lorsque le contrôle n'aurait pas été effectué.

Désormais la pratique de l'acquit fictif ne peut plus réussir que s'il y a défaut de contrôle ou si l'on arrive, en trompant la Régie, à obtenir un certificat de décharge faux.

Dans ces deux cas, si la fraude commise n'avait pas été l'objet de poursuites dans les quatre mois qui suivent l'expiration du délai fixé pour le transport, il y avait prescription (ordonnance du 11 juin 1816, article 7, et loi du 11 juin 1873, article 8). Des fraudes considérables par acquits fictifs, ayant été découvertes trop tard pour encourir une répression, l'article 22 de la loi de finances du 30 janvier 1907 a décidé que « la prescription de quatre mois, édictée par l'article 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816, ne s'appliquait pas à l'action correctionnelle qui résulte de « contraventions aux lois et règlements en matière de « contributions indirectes, qui serait exercée dans les

« délais et formes ordinaires », c'est-à-dire trois ans (article 638 C. instr. crim.).

§ III. — *Surveillance chez le débitant.*

Le mouillage est plus redoutable chez le débitant que partout ailleurs, car c'est là qu'il se pratique le plus facilement, avec le moins de frais et par suite le plus fréquemment.

Les quantités d'eau ou de vins artificiels ajoutées au vin naturel chez le producteur sont grevées des mêmes frais de transport, de courtage, de camionnage, etc., et paient les mêmes droits que le vin naturel ; en outre, les vins ainsi falsifiés courent le risque d'être analysés et saisis en cours de route. Le mouillage chez le marchand en gros est devenu difficile ; s'il est découvert il entraîne des pénalités sévères et au point de vue fiscal, l'augmentation frauduleuse, tout au moins celle obtenue à l'aide d'acquits fictifs, paie les droits comme vin naturel.

Au contraire le mouillage pratiqué par le débitant est exempt des frais de transport et des droits de circulation.

Depuis la loi du 22 décembre 1900, les débiteurs installés dans les villes à octroi et fermées n'étant plus soumis à l'exercice, pouvaient opérer en toute sécurité ; leurs confrères de la campagne et des villes

ouvertes étaient bien soumis à la surveillance de la Régie, mais il est difficile de surprendre le mouillage effectué au fur et à mesure de la consommation.

En 1907, on avait fait une tentative pour essayer de combattre cette fraude. Le projet de loi du Gouvernement, devenu la loi du 29 juin 1907, comportait, après l'article 8 actuel, un certain nombre de dispositions relatives aux débits de boissons.

Article 6 du projet : « A partir du 1^{er} janvier 1908, « l'ouverture de nouveaux débits de boissons à consommer sur place est interdite..... »

Article 8 du projet : « Ne peuvent exploiter des « débits de boissons à consommer sur place, les individus qui par eux-mêmes, par leurs fondés de « pouvoirs ou leurs représentants, se trouvent en « état de récidive pour fraude en matière fiscale ou « pour toute fraude sur les vins prévue par les lois « du 27 mars 1851, 14 août 1889, 11 juillet 1891, « 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août « 1905 et la présente loi. Le jugement prononçant « une seconde condamnation pour fraude prévue au « paragraphe précédent, contre un débitant de boissons à consommer sur place, entraînera de plein « droit contre lui l'interdiction d'exploiter un débit « quelconque à partir du jour où le jugement sera « devenu définitif. Le débitant ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, comme attaché au service

« de celui auquel il aurait vendu ou loué ou par qui
« il ferait gérer le dit établissement, ni dans l'éta-
« blissement qui serait géré par son conjoint, même
« séparé. » La commission de la Chambre avait même
ajouté un article additionnel ainsi conçu : « Les com-
« merçants en vins seront tenus d'indiquer sur la
« facture le degré alcoolique du vin vendu. Les dé-
« bitants devront afficher dans un endroit apparent
« de leur établissement le degré alcoolique des vins
« reçus et des vins mis en vente. »

Malheureusement les débitants sont des électeurs et des agents électoraux influents, beaucoup de députés hésitaient à voter des mesures excellentes, mais qui auraient gravement atteint et mécontenté ces commerçants. Sous le prétexte de hâter le vote de la loi et d'en permettre l'application aux vendanges de 1907, la Chambre a prononcé la disjonction de ces différents articles. Depuis, il n'en a plus été question, et la fraude continue calme et lucrative pour le débitant.

Il serait cependant à souhaiter que les débitants soient activement surveillés (1) et deux mesures surtout paraissent utiles.

C'est, en premier lieu, la diminution du nombre

1. Actuellement, un projet de loi sur les débits de boissons est en discussion devant le Sénat, mais, dès à présent, il semble devoir viser presque uniquement la vente au détail des alcools et spiritueux.

des débits (1). Il suffirait de rétablir le régime de l'autorisation pour la vente au détail, supprimé par la loi du 17 juillet 1880. Afin d'écarter les questions d'indemnités, on pourrait laisser subsister les débits qui existent actuellement et, en refusant toute nouvelle autorisation, la réduction s'opérerait par voie d'extinction.

Une diminution du nombre des débitants présenterait un double avantage : la surveillance serait plus facile et la concurrence étant moins grande, le commerçant serait moins tenté d'avoir recours à la fraude pour abaisser ses prix et attirer les clients.

En second lieu, il serait à désirer que des peines sévères soient édictées contre le débitant convaincu de fraude, et l'on ne pourrait mieux faire que de reprendre les dispositions de l'article 8 du projet de 1907.

SECTION V

Vinage

La législation actuelle n'a pas innové en ce qui concerne le vinage. En vertu de l'article 2 de la loi du 24 juillet 1894, cette pratique constitue toujours

1. Il y avait à Paris en 1909, 30.481 débits pour 2.661.000 habitants et sur tout le territoire de la France, il y a en moyenne un débit pour 82 habitants (chiffres cités par M. Joseph Reinach).

une falsification, alors même que l'addition d'alcool serait connue de l'acheteur ou du consommateur ; mais en cas d'infraction, ce sont les pénalités de la loi du 1^{er} août 1905 qui sont appliquées au lieu de celles de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851.

Le décret du 3 septembre 1907 ne comprend pas le vinage dans l'énumération des opérations permises comme ayant pour but la vinification régulière ou la conservation des vins. La jurisprudence, considérant les vins vinés comme des vins artificiels en tant que dilutions alcooliques, les soumet aux droits et régime de l'alcool. Enfin, subsiste également le décret du 19 avril 1898 qui établit une présomption de vinage contre les vins rouges dont le rapport alcool extrait est supérieur à 4,6 et les vins blancs pour lesquels ce même rapport est supérieur à 6,5. Mais les viticulteurs pourront trouver dans le casier vinicole, établi récemment par une circulaire du 18 mars 1910, un moyen de faire tomber cette présomption de fraude.

L'organisation du casier vinicole consiste : dans le dépôt à la mairie de toute commune viticole d'un double échantillon de chacun des vins récoltés dans la commune.

Ces échantillons sont cachetés et authentifiés par le service des contributions indirectes ; sur un registre et sur une fiche attenant aux flacons sont inscrits un

numéro d'ordre permettant de les distinguer et toutes les mentions qui peuvent être utiles pour renseigner les experts (origine du vin, date de vendange, situation de la vigne, état de la vendange, maladies, nature du cépage, rendement à l'hectare, modes de vinification, etc.).

Le dépôt d'échantillons à la mairie restant facultatif pour chaque récoltant, les agents sont invités par la circulaire à ne donner leur garantie sans réserve qu'aux produits indemnes de toute suspicion. S'ils ont un doute sur la loyauté des vins échantillonnés, ils sont malgré tout obligés de déférer à la réquisition de cachetage émanant du maire, mais ils doivent en référer immédiatement à l'Administration qui prévient le ministre de l'Agriculture.

Les échantillons, additionnés de fluorure de sodium pour arrêter la fermentation, sont conservés pendant deux ans à la mairie. Ils sont destinés : l'un à être expédié au service des fraudes en cas de demande, pour servir de type de comparaison avec les vins suspectés désignés comme provenant de la même commune ; l'autre échantillon reste à la disposition des magistrats de l'ordre répressif pour permettre, au cas de poursuites, une expertise comparative qui pourra être réclamée par l'inculpé.

Le casier vinicole, excellent en théorie, ne donnera peut-être pas dans la pratique tous les résultats qu'on en attend.

La réunion des échantillons est confiée aux maires : c'est un service nouveau, délicat, qui, ajouté à leurs occupations administratives, aux déclarations de récolte, leur donnera un surcroît de travail. Il y aura peut-être des maires négligents ou complaisants, des propriétaires récalcitrants, et l'on court grand risque que le choix fait par le maire, du vin qui servira de type, soit critiqué.

L'organisation prévue par la circulaire laisse place aussi aux agissements des fraudeurs qui tenteront de se créer un type de vin identique aux produits falsifiés qu'ils mettent en vente et déposeront des échantillons préparées en vue de ce résultat.

Malgré ces défauts, le casier vinicole pourra peut-être rendre des services aux viticulteurs, aussi bien pour lutter contre les fraudeurs que pour se défendre contre les imputations de fraude. Mais nous croyons qu'il serait préférable de charger les agents des contributions indirectes ou ceux du service des fraudes, de réunir les échantillons types, au lieu et place des maires, et d'autoriser ces agents à cacheter les échantillons chez le récoltant lui-même. Cela n'empêcherait pas ces fonctionnaires de consulter les maires et même les présidents de syndicats viticoles, pour connaître les récoltants honnêtes chez lesquels ils auront le plus de chances d'obtenir des échantillons loyaux.

SECTION VI

Plâtrage

Cette pratique est toujours soumise aux prescriptions de la loi du 11 juillet 1891 (article 3). Il résulte de ce texte que le plâtrage n'est pas illicite en soi, qu'il ne le devient qu'au delà de la proportion de 2 grammes par litre et que seule, la vente, mise en vente ou livraison de vin surplâtré est prohibée. Par suite, la détention par un propriétaire dans sa cave, par le commerçant dans un entrepôt, et le transport d'un entrepôt dans un autre de vins surplâtrés, ne sont pas punissables. (Cour de Montpellier, 6 juin 1896 : *Moniteur judiciaire du Midi* du 5 juillet 1896, Cour de cassation, 12 mai 1910 : *Gazette des Trib.*, du 9 septembre 1910.)

Aux termes de la même loi, les fûts ou récipients, contenant du vin plâtré, doivent en porter l'indication en gros caractères, il en est de même des livres, factures, lettres de voiture, connaissements. Cette dernière prescription vise aussi bien les vins plâtrés au-dessous de 2 grammes par litre que les vins surplâtrés. Mais, tandis que la vente ou mise en vente de vin surplâtré est punie de 16 francs à 500 francs d'amende et de six jours à trois mois de prison ou de l'une des deux peines, le défaut d'inscription ne

comporte aucune sanction. (Cour de cassation, 14 novembre 1908 : *Gaz. du Pal.*, 12 décembre 1908.) Toutefois, l'acheteur peut s'en prévaloir comme d'un vice caché pour demander la nullité de la vente. (Cour de Montpellier, 6 février 1908 : *Gaz. du Pal.*, 21 mars 1908 ; Cour de Bordeaux, 13 novembre 1906 : *Bulletin de la Cour de Bordeaux*, de 1907.)

La question la plus importante relative au plâtrage, question sur laquelle les décisions de la jurisprudence ont beaucoup varié, est celle de savoir si un vin surplâtré doit être considéré comme un vin artificiel, exclu comme tel du régime fiscal des vins et soumis aux droits et régime de l'alcool en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 6 avril 1897.

Pour le soutenir, il faut établir que les vins surplâtrés sont des vins artificiels, constituent une dilution alcoolique, ou que l'emploi du plâtre au delà d'une certaine limite constitue une falsification. C'est en ce sens que se prononce la Cour de cassation (Cassation, 13 mars 1909 : *Gaz. du Pal.*, 16 juin 1909 ; Cassation, 30 avril 1909 : *Gaz. du Pal.*, juillet 1909), mais nous croyons que c'est à tort qu'elle fait application aux vins surplâtrés de la loi du 6 avril 1897.

En effet, le vin surplâtré n'est pas un vin artificiel. La définition légale du vin naturel, et par *a contrario* celle des vins artificiels, a été donnée par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1889 et complétée par le décret

du 3 septembre 1907 : « Nul ne pourra expédier, « vendre ou mettre en vente sous la dénomination « de vin, un produit autre que celui de la fermenta- « tion des raisins frais ou du jus de raisins frais. » Or, à la différence des vins artificiels, les vins surplâtrés sont bien le produit de la fermentation des raisins frais. On pourrait, il est vrai, faire le même raisonnement pour les vins mouillés et vinés que la jurisprudence soumet également aux droits et régime de l'alcool ; mais, si on leur applique les dispositions de la loi du 6 avril 1897, c'est parce que les vins additionnés d'eau ou d'alcool peuvent être considérés comme des dilutions alcooliques.

Les vins surplâtrés peuvent-ils être considérés comme une dilution alcoolique ? Non, a répondu très justement le tribunal de Carcassonne, dans un jugement du 27 octobre 1908, (*Revue de viticulture*, du 26 novembre 1908) car une dilution, au sens scientifique du mot, est une addition de liquide à une liqueur dont elle a pour effet d'augmenter le volume. Or le surplâtrage ne constitue pas une addition de liquide au vin et n'en augmente pas le volume.

Enfin nous avons déjà montré que le surplâtrage ne constitue pas à proprement parler une falsification, mais plutôt un délit *sui generis*. Cela résulte d'abord de la rédaction même de la loi du 11 juillet 1891 :

Article 2 : « Constitue la falsification de denrées

« alimentaires prévue et réprimée par la loi du
« 27 mars 1851, toute addition au vin.
« 1° De matières colorantes quelconques ;
« 2° De produits tels que les acides sulfurique . . .
« 3° De chlorure de sodium au-dessus de 1 gramme
« par litre. »

Article 3 : « Il est défendu de mettre en vente,
« vendre ou livrer des vins plâtrés contenant plus
« de 2 grammes de sulfate de potasse ou de soude
« par litre. »

Si le législateur avait considéré le surplâtrage des vins comme une falsification, il aurait simplement ajouté un quatrième paragraphe à l'article 2 et n'aurait pas traité la question dans un article distinct. De même, le surplâtrage n'est pas puni des peines de la loi du 27 mars 1851 ou aujourd'hui de celles de la loi du 1^{er} août 1905 ; la confiscation n'est pas ordonnée et ce sont des pénalités spéciales qui sont appliquées.

Les vins surplâtrés ne sont donc ni des vins artificiels, ni des dilutions alcooliques, ni des vins falsifiés. De plus, il semble bizarre de vouloir faire payer les droits de l'alcool, c'est-à-dire des droits de circulation et de consommation, aux vins surplâtrés dont la vente est prohibée et qui en conséquence ne peuvent être ni expédiés, ni livrés à la consommation.

SECTION VII

Emploi de produits propres à effectuer la falsification

Avant 1905, cette matière était régie par l'article 2 de la loi du 11 juillet 1891 qui assimilait à la falsification des denrées alimentaires, prévue par la loi de 1851 « toute addition au vin, vin de sucre ou de « marc, au vin de raisins secs :

« 1° De matières colorantes quelconques ;

« 2° De produits tels que les acides sulfurique, nitrique, chlorhydrique, salicylique, borique, ou autres « analogues ;

« 3° De chlorure de sodium au delà de 1 gramme par litre. »

La loi du 1^{er} août 1905 a maintenu ce texte, mais en a modifié les pénalités.

La loi du 11 juillet 1891 ne punissait que l'emploi des matières colorantes ou acides ; la loi du 1^{er} août 1905 réprime d'une façon plus générale « l'emploi « de produits propres à effectuer la falsification ». Elle s'efforce d'atteindre, non seulement les manipulateurs, mais encore ceux qui leur procurent sciemment les moyens d'opérer.

L'article 3-4° punit de trois mois à un an de prison et de 100 francs à 5.000 francs d'amende ou de l'une

des deux peines : « Ceux qui exposeront, mettront en
« vente ou vendront, sous forme indiquant leur desti-
« nation, des produits propres à effectuer la falsifi-
« cation des denrées servant à l'alimentation de
« l'homme... des boissons... et ceux qui auront pro-
« voqué à leur emploi par le moyen de brochures,
« circulaires. »

L'article 4, § 6, punit la simple détention « des pro-
« duits, sous forme indiquant leur destination, pro-
« pres à effectuer la falsification des denrées servant
« à l'alimentation de l'homme..... » le mot « boissons »
ne figure plus dans cette énumération. Dans les autres
textes, au contraire, (article 3-4°, article 4, § 4,) il est
fait mention « des produits propres à effectuer la fal-
« sification des denrées servant à l'alimentation de
« l'homme ou des animaux, des boissons ».

D'après les travaux préparatoires et l'esprit de la
loi, il semble qu'il ne s'agit là que d'une simple omis-
sion et que le paragraphe 6 de l'article 4 s'applique aux
boissons considérées comme denrées alimentaires.
Cependant, un arrêt de la Cour de cassation du 4 fé-
vrier 1910 (*Gazette des Tribunaux* du 28 mai 1910), se
basant sur cette omission, a décidé que le paragraphe 6
de l'article 4 ne s'appliquait pas à la détention, sous
forme indiquant leur destination, de produits propres
à effectuer la falsification des vins (1).

1. L'article 2 du projet de loi de M. Raynaud, ministre de l'Agri-
culture, répare l'omission du législateur de 1905.

L'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 était trop général ; de tout temps, certaines substances ont été employées pour obtenir une bonne vinification ; les commerçants et les viticulteurs hésitaient à les utiliser, dans la crainte de tomber sous le coup de la loi. Un règlement d'administration publique devait mettre fin à cet état d'incertitude et déterminer les produits œnologiques dont l'emploi serait licite, mais il ne paraissait pas. D'autre part, la loi de 1905 ne visait pas d'une façon assez explicite les produits destinés à fabriquer des vins artificiels ou à dissimuler les avaries des vins naturels. La loi du 29 juin 1907 eut pour but de préciser ces divers points.

Article 4 : « Sont interdites, la fabrication, l'exposition, la mise en vente et la vente des *produits ou mélanges œnologiques de composition secrète ou indéterminée*, destinés soit à améliorer et à bouqueter les moûts et les vins, soit à les guérir de leurs maladies, soit à fabriquer des vins artificiels. Les délinquants seront punis des peines portées par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905. »

De la comparaison de ces deux textes, il semble résulter : que la loi du 1^{er} août 1905 punit l'exposition, la mise en vente ou la vente des produits propres à effectuer la falsification *des denrées et des boissons*, à condition qu'ils soient présentés *sous forme indiquant leur destination*.

Que la loi du 29 juin 1907 a ajouté à cette disposi-

tion qui vise les denrées et les boissons en général, un nouveau délit concernant spécialement les vins : Elle punit *la fabrication*, l'exposition, la mise en vente et la vente des produits ou mélanges *œnologiques, de composition secrète ou indéterminée*, destinés soit à améliorer et à bouqueter *les vins*, soit à les guérir..... Dans ce cas, il n'est pas nécessaire que les produits soient présentés sous forme indiquant leur destination ; le délit existe du moment que la composition est secrète ou indéterminée.

Le règlement prévu par la loi du 1^{er} août 1905, parut enfin le 3 septembre 1907.

L'article 1^{er} définissait le vin naturel : « Le produit
« de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin
« sin frais. »

L'article 2, § 1, posait le principe général : « Sont
« considérées comme frauduleuses les manipulations
« et pratiques qui ont pour objet de modifier l'état
« naturel du vin dans le but, soit de tromper l'acheteur
« sur les qualités substantielles ou l'origine du
« produit, soit d'en dissimuler l'altération. »

Le paragraphe 2 continuait ainsi : « En conséquence,
« rentre dans les cas prévus par l'article 3 de la loi du
« 1^{er} août 1905 et par l'article 4 de la loi du 29 juin
« 1907, le fait d'exposer, de mettre en vente, de vendre,
« sous forme indiquant leur destination ou leur
« emploi, les produits *de composition secrète ou non*,

« propres à effectuer les manipulations ou pratiques
« ci-dessus visées. »

Ce règlement, destiné à assurer l'application de la loi du 1^{er} août 1905, modifiait illégalement les éléments du délit prévu par la loi de 1907 : il supprimait la condition que le produit soit de composition secrète ou indéterminée et la remplaçait par la condition que le produit soit présenté sous forme indiquant sa destination.

Le projet de loi de M. Raynaud, ministre de l'Agriculture, fait cesser cette anomalie en modifiant les termes du paragraphe 5 de l'article 3 de la loi de 1905 et en proposant une nouvelle rédaction de l'article 4 de la loi du 29 juin 1907 (1).

1. Projet Raynaud : Article 1. — Le cinquième paragraphe de l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« 4^o Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, *connaissent*
« *sant leur destination*, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels; ceux qui
« auront fabriqué ces produits, connaissant leur destination et ceux
« qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques. »

Article 4. — L'article 4 de la loi du 29 juin 1907 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

« Seront punis des peines portées à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 ceux qui auront fabriqué, mis en vente, vendu ou détenu sans motifs légitimes, des substances, *de composition secrète ou non*,
« ayant une quelconque des destinations suivantes : améliorer et bouqueter les moûts et les vins; les guérir de leurs maladies, fabriquer
« des vins artificiels, améliorer et bouqueter les eaux-de-vie natu-

SECTION VIII

Fraude sur l'origine

Cette fraude consiste à vendre, comme vin d'une région ou d'un cru déterminé, un vin d'une autre région ou d'un autre cru ; pratiquée parfois par des viticulteurs peu scrupuleux, elle est surtout florissante dans le commerce.

Depuis longtemps, la jurisprudence étendait aux produits agricoles et notamment aux vins, les dispositions de la loi du 28 juillet 1824, relative aux altérations et suppositions de nom sur les produits fabriqués (1), qui punissait :

« Quiconque a, soit apposé, soit fait apparaître, par
« addition, retranchement ou par une altération quel-
« conque, sur des objets fabriqués...., le nom d'un
« lieu autre que celui de la fabrication

« Tout marchand, commissionnaire ou débitant
« quelconque sera passible des effets de la poursuite
« lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis

« relles, donner à des spiritueux destinés à la consommation, sous
« quelque nom que ce soit, les caractères d'une eau-de-vie naturelle
« en faussant les résultats de l'analyse ; masquer la falsification d'une
« boisson quelconque en faussant les résultats de l'analyse. »

1. En ce sens : Cassation, 12 juillet 1845 : D. 1845.1.327 ; et Cassation, 8 juin 1847 : D. 1847.1.164.

« en circulation des objets marqués de noms supposés ou altérés. »

D'autre part, l'article 423 du Code pénal punissait « la tromperie sur la nature des marchandises », et certains arrêts avaient fait rentrer dans cette expression les tromperies sur l'origine. (Bordeaux, 7 juillet 1906 : *Bulletin de la Cour de Bordeaux*, de 1907.)

La loi du 1^{er} août 1905 est le premier texte qui vise spécialement la fraude sur l'origine des vins.

L'article 1^{er} punit : « Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

« Soit sur la nature....., de toutes marchandises, « soit sur leur espèce ou leur origine », sous la seule réserve que, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine, faussement attribuée aux marchandises, puisse être considérée comme la cause principale de la vente.

Le règlement d'administration publique du 3 septembre 1907 a d'ailleurs précisé les faits qui constitueront le délit.

Article 13 : « L'emploi de toute indication ou signe « susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une « confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au présent décret lorsque, d'après la « convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente, est in-

« terdit en toutes circonstances, et sous quelque
« forme que ce soit, notamment :

« 1° Sur les récipients et emballages ;

« 2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets
« ou tout autre appareil de fermeture ;

« 3° Dans les papiers de commerce, factures, cata-
« logues, prospectus, prix courants, enseignes, affi-
« ches, tableaux-réclames, annonces, ou tout autre
« moyen de publicité. »

Les articles 11 et 12 appliquent à des cas particu-
liers la règle générale posée par l'article 13.

Article 11 : « Il est interdit à toute personne se
« livrant au commerce des vins ou des eaux-de-vie
« et spiritueux de faire figurer sur ses étiquettes, mar-
« ques, factures, papiers de commerce, emballages
« et récipients, la mention : propriétaire à..., viticul-
« teur à..., négociant à..., ou commerçant à..., suivie
« du nom d'une région ou d'un cru particulier, sur le
« territoire desquels elle ne possède ni propriété, ni
« vignoble, ni établissement commercial. »

Ce texte avait l'inconvénient de créer une sorte
de privilège pour les producteurs ou négociants éta-
blis dans une localité ayant droit à un nom de cru
ou de région ; ceux-ci auraient pu étiqueter des pro-
duits étrangers à la région ou au cru : X..., viticul-
teur, propriétaire ou négociant à B...

L'article 12 a essayé d'y remédier : « Lorsqu'un
« nom de localité constitue une appellation dési-

« gnant un produit qui a un droit exclusif à cette ap-
« pellation, les propriétaires, viticulteurs, négociants
« ou commerçants, résidant dans cette localité, quand
« ils mettent en vente ou vendent un produit n'ayant
« pas droit à cette appellation, ne peuvent faire figu-
« rer sur leurs étiquettes, marques, factures, papiers
« de commerce, emballages et récipients, le nom de
« ladite localité qu'à condition de la faire précéder
« des mots : propriétaire à..., viticulteur à..., etc., *sui-*
« *vis de l'indication du département* où est située la
« localité, le tout imprimé en caractères identiques. »

Les prescriptions des articles 11 et 12 peuvent se résumer en quelques mots à l'aide d'un exemple :

1° Un vin de Beaune authentique pourra être étiqueté :

X..., propriétaire à Beaune ; ou X..., Beaune,
suivant que X... possédera ou non des vignes à Beaune.

2° Au contraire, la mention :

X..., propriétaire à Beaune (Côte-d'Or),
indiquera que le vin ainsi étiqueté n'est pas du
Beaune, mais est vendu par X... qui est propriétaire
à Beaune.

Ce formalisme méticuleux n'a pas fait disparaître
l'avantage commercial considérable qu'un négociant
peut avoir à posséder dans les pays de vins réputés,
un bureau ou quelques arpents de terre (1) ; loin de

1. Cependant, il a été jugé que pour avoir droit à la mention : pro-
priétaire à ..., viticulteur à ..., il faut posséder dans la région un terrain

protéger l'acheteur qui ignore l'importance de ces précisions géographiques, il met à la disposition des négociants peu scrupuleux un moyen légal et facile de tromper le consommateur.

Lorsqu'il s'agit de mettre en application les prescriptions du décret du 3 septembre 1907, une question se pose immédiatement : Quelles sont les limites de telle région ou de tel cru, où commence, où finit la région de Beaune par exemple, dans quel périmètre un viticulteur devra-t-il posséder des vignes pour pouvoir s'intituler propriétaire à Beaune et donner ce nom à ses produits ?

Conformément aux dispositions de l'article 11-2° de la loi du 1^{er} août 1905, renouvelées et précisées par la loi du 5 août 1908, quelques régions ont été délimitées par règlement d'administration publique.

Ces règlements posent tous en principe que, seuls ont le droit au nom d'une région ou d'un cru, les produits récoltés et manutentionnés dans ce cru ou cette région.

Mais la délimitation d'une région ou d'un cru est chose délicate ; les vins d'un même cru diffèrent suivant la nature du terrain, l'exposition, le plant em-

planté en vignes et produisant : En ce sens : Bordeaux, appels correctionnels 11 mars 1909 (*Bullet. de la Cour de Bordeaux*, 1909.1.286) ; Bordeaux, app. correct., 26 décembre 1907 (*Bullet. Cour de Bordeaux*, 1908.1.219).

ployé, la culture. Telle vigne non classée donnera souvent un vin bien supérieur à celui produit par un terrain situé en pleine région. Or, la délimitation a une grande importance : selon qu'une terre sera ou non comprise dans une région réputée, sa valeur marchande augmentera ou diminuera de façon considérable.

Nous avons pu constater les difficultés soulevées par la délimitation de la Champagne ; nous voyons actuellement les questions d'intérêt, les colères provoquées à propos de la délimitation de la région bordelaise. A l'heure actuelle, les avantages que présente cette mesure sont plutôt théoriques que pratiques, car pour contrôler l'origine des vins il n'existe que deux moyens : la déclaration de récolte et l'analyse. Or on majore facilement la déclaration de récolte et on ne peut analyser tous les vins. C'est pourquoi, beaucoup de viticulteurs réclament comme complément de la délimitation la délivrance de certificats d'origine. En quoi consiste cette mesure et quelle est sa valeur ?

Lorsqu'une région aura été délimitée, tous les vins récoltés et manutentionnés dans cette région auront droit à un certificat d'origine. Un viticulteur peu scrupuleux, possédant à la fois des vignes situées dans la région délimitée et des vignes en dehors, aura droit à des acquits d'origine pour les quantités de vin correspondantes à celles récoltées par lui dans la région.

Lorsqu'il vendra le vin provenant de ses vignes de cru, il se gardera bien de le faire accompagner d'acquits d'origine ; ses qualités suffiront pour le faire reconnaître et acheter comme un vin authentique. Il aura ainsi une réserve d'acquits d'origine qui lui serviront à écouler ses vins étrangers à la région comme vins de cru avec tous les caractères de l'authenticité la plus rigoureuse.

Les fraudeurs emploieront encore un autre moyen pour tirer parti de la délimitation : le viticulteur, propriétaire dans la région délimitée, fera apporter en fraude dans son pressoir, au moment de la récolte, des vendanges fraîches, provenant de vignobles voisins non compris dans la délimitation. Ces vendanges, manutentionnées dans la région deviendront des vins de cru, légalement authentiques ; pour faire tomber cette présomption, il faudra prouver qu'elles ont été récoltées hors de la région, chose difficile, même avec la déclaration de récolte.

L'application des textes relatifs aux fraudes sur l'origine présentait une autre difficulté, mais elle a presque disparu depuis la création du casier vinicole. Il était souvent malaisé pour les experts d'établir la fausse origine d'un produit, car c'est moins la composition chimique que les saveurs, les bouquets différents qui distinguent les vins entre eux. Désormais, grâce aux vins-types qui pourront leur être envoyés par les communes viticoles, les experts auront un point de comparaison sérieux, mais fugitif.

CHAPITRE III

Recherche. Constatation. Répression des fraudes et falsifications des vins

L'article 2 du décret du 31 juillet 1906 énumère les agents chargés de rechercher et de constater les fraudes et les falsifications. Ce sont :

Les commissaires de police et commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports ;

Les agents des Contributions indirectes et des Douanes ;

Les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs ;

Enfin, éventuellement, les agents qui pourront être institués par les départements et les communes.

Les commissaires de police et commissaires spéciaux, peu experts en cette matière et ayant d'autres soucis, s'occuperont rarement des fraudeurs ; les inspecteurs des halles, foires et marchés auront l'occasion de constater les fraudes commises sur les denrées alimentaires, non sur les vins ; enfin les agents

des Douanes surveilleront seulement les vins importés et exportés.

Restent donc uniquement pour rechercher et constater les fraudes commises sur les vins : les agents des Contributions indirectes et les agents départementaux ou communaux. Ces derniers, lorsqu'ils existent, n'ont pas été institués, comme la loi le prévoyait, par les départements ou les communes, qui ne disposaient pas de ressources suffisantes ; ils ont été présentés par les syndicats viticoles ou par le Service de la répression des fraudes et commissionnés pour exercer leurs fonctions dans les limites d'un département ou d'une commune.

Laissant de côté les agents présentés par les syndicats viticoles, dont nous nous occuperons dans la troisième partie, nous nous bornerons, pour l'instant, à étudier les pouvoirs des agents des Contributions indirectes et des agents institués par le Service des fraudes, ainsi que les conditions dans lesquelles ces deux Administrations pourront poursuivre les fraudeurs et falsificateurs devant les tribunaux.

SECTION I

Administration des Contributions indirectes

Les agents des Contributions indirectes ont pour mission de rechercher les infractions aux lois fiscales ; c'est incidemment, et seulement à l'occasion de

leurs fonctions, qu'ils peuvent constater les infractions aux lois sur les fraudes. Ils n'ont donc à intervenir qu'à l'égard des personnes déjà soumises par la loi fiscale à leur surveillance ; ils ne dépendent que de l'Administration des Contributions indirectes et c'est à leur propre initiative que doit être laissé le soin de régler leur intervention. (Circulaire du 26 février 1907.)

§ I.— *Recherche et constatation des fraudes
et falsifications.*

La surveillance de la Régie sur les boissons s'exerce, soit en cours de route par les visa, soit sur place par le droit de visite. Nous ne reviendrons pas sur la question des visa en cours de route, ni sur la surveillance des commerçants en gros ou au détail dont nous avons parlé à propos du mouillage. Mais dans quelles conditions les agents des Contributions indirectes sont-ils autorisés à pénétrer chez les particuliers non commerçants ou dans le domicile privé des commerçants ?

Avant 1905, la question était prévue et réglée par l'article 237 de la loi du 28 avril 1816, qui autorisait l'Administration des Contributions indirectes à pénétrer chez les particuliers non soumis à l'exercice, sur un simple soupçon de fraude ; elle était juge de

l'opportunité de la perquisition et se donnait à elle-même l'ordre de visite, sans contrôle. La seule garantie accordée aux particuliers, consistait en la présence nécessaire, lors de la visite, d'un officier de police judiciaire qui ne pouvait refuser son concours.

L'article 19 de la loi de finance du 22 avril 1905 avait modifié l'article 237 et obligé la Régie à motiver l'ordre de visite : « L'ordre de visite devra, à peine
« de nullité, indiquer sommairement les motifs sur
« lesquels la Régie base son soupçon de fraude. Il
« devra être, avant toute visite, visé par l'officier de
« police judiciaire qui accompagnera les agents ; il
« devra en outre, avant toute perquisition, être lu à
« l'intéressé ou à son représentant qui sera invité à
« le viser. En cas de refus par l'intéressé ou son
« représentant de viser l'ordre de visite, il sera passé
« outre, mais mention du refus sera faite au procès-
« verbal. Sur la demande de l'intéressé ou de son
« représentant, copie de l'ordre de visite lui sera
« remise dans les trois jours. »

Le droit accordé à la Régie n'en restait pas moins exorbitant. Lorsqu'on discuta à la Chambre la loi du 6 août 1905, M. Paul Meunier déposa un amendement, portant abrogation pure et simple de l'article 237 ; cet amendement fut repoussé, la mesure était trop radicale et eût enlevé à la Régie tout moyen de surveillance.

Cependant, la loi du 6 août 1905 a réduit à de plus

justes limites les pouvoirs de l'Administration des Contributions indirectes.

Elle distingue les locaux qui servent exclusivement à l'habitation des particuliers et ceux qui ne servent pas exclusivement à l'habitation, tels que caves, celliers, remises, etc.

L'article 237 cessait d'être applicable aux premiers et, pour avoir le droit d'y pénétrer, les employés de la Régie devaient être autorisés par ordonnance du président du tribunal civil de l'arrondissement ou du juge de paix du canton (article 14). Mais, peu de temps après, un article passé presque inaperçu dans la loi de finance du 30 janvier 1907, a enlevé à cette disposition sa portée générale, et rendu à la Régie tous ses droits.

Article 21 : « L'article 14 de la loi du 6 août 1905
« est modifié ainsi qu'il suit :

« Les dispositions qui précèdent ne sont pas appli-
« cables aux visites ayant pour objet la décou-
« verte...

« 2° Des fraudes relatives au sucrage, à la fabrication,
« à la détention, à la vente ou à la mise en vente des
« vins artificiels... »

Comme la jurisprudence qualifie vins artificiels les vins mouillés, vinés et surplâtrés, les principales falsifications sont prévues par cet article et l'on peut dire que d'une façon générale, les particuliers se trouvent ainsi replacés sous l'application de la loi de

1816 pour le droit de visite dans les locaux servant exclusivement à leur habitation.

Quant aux locaux qui ne servent pas exclusivement à l'habitation des particuliers ou les habitations particulières des personnes soumises à l'exercice, ils continuent à être régis par l'article 237, complété par l'article 15 de la loi du 6 août 1905.

Sous le régime de la loi du 28 avril 1816, les visites ne pouvaient avoir lieu que d'après l'ordre d'un employé supérieur, du grade de contrôleur au moins ; si un contrôleur, même intérimaire, allait faire la perquisition, il pouvait se dispenser de l'ordre écrit, puisqu'il se le donnait à lui-même.

L'article 15 de la loi du 6 août 1905 décide que l'ordre de visite est obligatoire pour tous les employés et prescrit à nouveau l'observation de toutes les mesures édictées par la loi du 22 avril 1905. Enfin, lorsqu'une perquisition aura eu lieu, les employés de la Régie devront remettre les locaux en état et, si l'intéressé a des réclamations à présenter, il pourra les faire consigner par l'officier de police judiciaire qui accompagne les agents (article 16).

Il ne suffisait pas de garantir les particuliers contre une intrusion abusive de la Régie dans leur domicile privé, il fallait encore les mettre à même de présenter leur défense en leur permettant de connaître, par la lecture du procès-verbal, le résultat des perquisitions opérées chez eux. .

Déjà le décret du 1^{er} germinal an XIII (article 21) exigeait que les procès-verbaux énoncent la date et la cause de la saisie, mais les agents du fisc se bornaient en général à déclarer qu'il avait été contrevenu aux lois et règlements sur les contributions indirectes. Pour bien préciser ce que l'on exigeait d'eux, l'article 17 de la loi du 6 août 1905 porte que les procès-verbaux « devront énoncer la cause exacte de « la saisie, c'est-à-dire la nature précise de la con- « travention constatée, les articles de loi qui la dé- « finissent et ceux qui la punissent ». Il ordonne en outre que le procès-verbal soit exclusivement rédigé par les agents qui ont constaté la contravention.

Cette dernière formalité est exigée à peine de nullité et il nous semble qu'il doit en être de même pour la mention de la cause de la saisie, quoique le texte ne le dise pas expressément, car l'article 17 n'a fait que développer les prescriptions du décret de germinal, dont l'inobservation était sanctionnée par la nullité du procès-verbal.

Dans bien des cas, les fraudes sont signalées à la Régie par une dénonciation, et celles-ci étaient d'autant plus fréquentes qu'en matière fiscale la dénonciation calomnieuse n'exposait son auteur à aucune poursuite.

L'article 19 de la loi du 6 août 1905 « rend les pei- « nes de l'article 373 du Code pénal applicables à « tout individu convaincu d'avoir, *verbalement* ou

« *par écrit, dénoncé à tort et de mauvaise foi de prétendues contraventions aux lois fiscales* ». L'article 15 décide en outre que seule une dénonciation signée pourra servir de base à un soupçon de fraude et l'article 18, pour décourager les délations anonymes, leur refuse toute rémunération.

Pour la constatation des fraudes, les formalités varient suivant la nature des infractions.

Lorsqu'il s'agit d'une fraude purement fiscale, la seule preuve qui puisse servir de base à une poursuite est celle qui résulte d'un procès-verbal dressé régulièrement suivant les prescriptions de l'article 21 du décret du 1^{er} germinal an XIII et de l'article 17 de la loi du 6 août 1905.

Mais, aux termes de l'article 24 de la loi du 30 décembre 1903, qui a abrogé l'article 26 du décret de germinal, ces procès-verbaux font foi seulement jusqu'à preuve du contraire (article 154 C. instr. crim.).

Lorsqu'il s'agit d'une infraction de droit commun, constatée par les agents de la Régie à l'occasion de leur service, ceux-ci peuvent opérer des prélèvements et dresser des procès-verbaux de constatation en vertu de l'article 2 du décret du 31 juillet 1906. Pour opérer régulièrement, ils sont alors tenus de se conformer aux prescriptions de ce décret et les frais exposés par l'Administration des Contributions indirectes lui sont remboursés sur les crédits ouverts pour

assurer la répression des fraudes commerciales (circulaire du 26 février 1907).

Lorsqu'il s'agit d'une infraction tout à la fois fiscale et de droit commun, tel le mouillage, le vinage, et d'après la jurisprudence, le surplâtage, les agents des Contributions indirectes doivent-ils se conformer aux prescriptions du décret de germinal, ou, agissant dans une certaine mesure comme agents des fraudes, sont-ils tenus d'observer les prescriptions du décret du 31 juillet 1906 ?

Il résulte de l'article 23 de ce même décret, que les procès-verbaux doivent être dressés conformément aux articles 21 du décret 1^{er} germinal et 17 de la loi du 6 août 1903 (circulaire du 26 février 1907 et Tribunal de la Seine, 30 mai 1908 : *Gaz du Pal.*, 1908, t. II, p. 145) (1). Dans ce cas, l'avance des frais de prélèvement et de procès-verbal reste à la charge de l'Administration des Contributions indirectes, mais les frais matériels faits par les agents et le remboursement aux intéressés de la valeur des produits reconnus bons, sont supportés par le budget du Service des fraudes.

1. Cependant, il semble résulter d'un arrêt de la Cour de cassation du 30 avril 1909 (*Gaz. du Pal.*, pér., juillet 1909, p. 121) que si en matière de contributions indirectes un procès-verbal est toujours nécessaire, l'observation des formes prescrites par le décret du 1^{er} germinal est inutile depuis la loi du 30 décembre 1903.

§ II. — *Répression des fraudes et falsifications.*

L'Administration des Contributions indirectes ne peut poursuivre devant les tribunaux que les fraudes fiscales, soit isolées, soit concomitantes à une fraude de droit commun.

Lorsque la fraude n'intéresse en rien la législation fiscale, les agents de la Régie peuvent la constater, mais là s'arrêtent leurs droits, la règle : Pas d'intérêt pas d'action, s'oppose à ce que l'Administration des Contributions indirectes poursuive. Les prélèvements opérés, le procès-verbal dressé, celle-ci doit faire parvenir le dossier au Parquet qui est juge de l'opportunité d'une poursuite.

Si la fraude constatée par la Régie est une fraude purement fiscale, l'Administration des Contributions indirectes a seule le droit de poursuivre ; nous avons vu en outre que la poursuite n'est possible dans ce cas que si elle s'appuie sur un procès-verbal régulièrement dressé.

Lorsqu'il s'agit d'une fraude à la fois fiscale et de droit commun, la Régie peut procéder de trois façons :

Elle peut exercer l'action fiscale, soit avant, soit parallèlement à l'action du ministère public, car elle ne pourrait, une fois le jugement prononcé, intenter de nouvelles poursuites pour obtenir l'application

des peines fiscales au sujet des mêmes faits. (Cassation, 17 février 1888 : Sirey 90.1.138.)

Elle peut attendre que le ministère public ait engagé les poursuites contre l'infraction de droit commun et intervenir aux débats pour demander l'application des pénalités fiscales. Comme il s'agit dans ce cas d'un délit de droit commun, l'existence peut en être démontrée par tous les moyens de preuve autorisés en matière correctionnelle (Cassation, 11 décembre 1875 : D. 1878.1.385 ; Cassation, 12 janvier 1877 : D. 1878.1.41 ; Cassation, 12 février 1887 : D. 1887.1.459) ; l'instruction profite à la Régie qui se trouve dispensée de produire un procès-verbal pour établir la contravention fiscale. (Cassation, 12 juillet 1878 : S. 1879.1.187.)

Enfin, la jurisprudence lui fournit un troisième moyen : lorsque le même fait de fraude donne ouverture aux deux actions, la Cour de cassation reconnaît au ministère public la faculté de requérir, non seulement l'application des peines de droit commun, mais encore celle des peines de droit fiscal. Si le Parquet use de ce droit, la Régie peut se dispenser d'intervenir. (Cassation, 19 novembre 1891 : D. 1892.1.193 ; Cassation, 6 mai 1892 : *G. P.* 1892, 2^e sem., 47 ; Cassation, 12 mai 1910 : *G. T.*, 9 septembre 1910.)

En matière de poursuites fiscales, il existait un certain nombre de mesures dérogatoires au droit com-

mun que la loi du 6 août 1905 a fait disparaître en partie :

La jurisprudence assimilait les amendes fiscales aux réparations civiles et refusait de leur appliquer la loi Béranger. Désormais il peut être sursis au paiement des amendes, mais non à la confiscation. (Cassation, 17 juillet 1908: *G. P.*, pér., 1908.2.237.) Article 24 (loi 6 août 1905) : « En cas de condamnation pour infraction aux lois et règlements régissant les contributions indirectes, si l'inculpé n'a jamais été l'objet d'un procès-verbal suivi de condamnation ou de transaction pour une infraction punie par la loi d'une amende supérieure à 600 francs, les tribunaux pourront, dans les conditions établies par la loi du 26 mars 1891, décider qu'il sera sursis à l'exécution de la peine. »

En matière correctionnelle, le délai d'appel est de dix jours, à compter du prononcé du jugement pour les jugements contradictoires et du jour de la signification pour les jugements par défaut. En matière fiscale (article 32 du décret du 1^{er} germinal an XIII), la signification était au contraire nécessaire dans tous les cas pour faire courir le délai d'appel.

Si le contrevenant acquitté négligeait de signifier le jugement, la Régie conservait indéfiniment le droit d'interjeter appel. L'article 27 de la loi du 6 août 1905 a abrogé l'article 32 du décret de germinal et rendu applicables en matière de Régie les disposi-

tions de l'article 203 du Code d'Instruction criminelle.

La loi du 6 août 1905 a aussi réduit dans certains cas la gravité des pénalités.

L'article 19 de la loi du 29 mars 1897 disposait :
« En matière de contributions indirectes et par appli-
« cation de l'article 463 du Code pénal, si les cir-
« constances paraissent atténuantes, les tribunaux
« sont autorisés, lorsque la bonne foi du contrevenant
« sera dûment établie, à modérer le montant des
« amendes et à libérer le contrevenant de la confis-
« cation, sauf pour le paiement des objets prohibés,
« par le paiement d'une somme que le tribunal arbi-
« trera et qui ne pourra, en aucun cas, être inférieure
« au montant des droits fraudés. » S'il y avait réci-
dive dans un délai de trois ans, cette disposition ces-
sait d'être applicable.

L'article 23 de la loi du 6 août 1905 abaisse de trois ans à un an le délai de la récidive et abroge la disposition qui déclarait la confiscation acquise à la Régie, en cas de non paiement des condamnations, dans le délai d'un mois.

L'article 21 décide que « au cas d'expédition inap-
« plicable, mais lorsque l'identité d'un chargement
« n'est pas contestée, la saisie sera limitée aux fûts
« sur lesquels des différences auront été constatées ».

Il arrivait en effet que des cultivateurs inexpérimentés ne faisaient pas préparer les pièces de Régie en conformité avec le chargement qu'ils expédiaient ;

il y avait par exemple erreur sur le volume d'un fût. Cette légère inexactitude, si elle était constatée, pouvait entraîner la saisie du chargement entier. C'était là une sanction vraiment trop rigoureuse; la loi du 6 août 1905, avec raison, proportionne la peine à la gravité de la faute et même rend la Régie responsable si la saisie est reconnue injustifiée (article 22). Déjà l'article 29 du décret de germinal indemnisait dans une certaine mesure la victime d'une saisie injuste : il lui accordait une somme proportionnée au temps que durait la saisie et à la valeur des marchandises, à raison de 1 % de cette valeur par mois. Le texte nouveau, au contraire, assure la réparation intégrale du préjudice causé.

Article 22 : « Si le tribunal juge la saisie mal fondée, « il pourra condamner la Régie, non seulement aux « frais du procès et à ceux de fourrière, le cas « échéant, mais encore à une indemnité représentant « le préjudice que la saisie indûment pratiquée a « pu causer. »

SECTION II

Service de la répression des fraudes

Le Service de la répression des fraudes, qui existait en fait au ministère de l'Agriculture depuis le mois de janvier de 1907, a eu son existence officiellement consacrée par un décret du 24 avril de la même année.

§ 1. — *Recherche et constatation
des fraudes et falsifications.*

Un décret du 21 octobre 1907 (*Journ. offic.*, 14 novembre 1907) portait :

Article 2 : « Il est créé près du Service de la répression des fraudes un personnel d'agents chargés de surveiller l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et des lois qu'elles a maintenues, en ce qui concerne la répression des fraudes sur les boissons, les denrées alimentaires... »

Article 3 : « Ce personnel est composé d'agents, nommés par arrêté, sur la proposition du directeur du secrétariat et du personnel, et du chef du service vice de la répression des fraudes.

« Il comprend : 1 inspecteur général et 14 inspecteurs, qui prennent le nom d'inspecteurs de la répression des fraudes. »

Article 5 : « Un arrêté du ministre de l'Agriculture, sur la proposition du chef du service de la répression des fraudes, fixera tous les ans le rayon d'action de chacun des inspecteurs, le lieu de leur résidence ainsi que les indemnités et frais de tournée qui leur sont alloués. »

Ces inspecteurs sont chargés de recueillir tous les renseignements concernant l'industrie et le commerce des boissons, des denrées alimentaires..... en vue de

rechercher les fraudes dont ces produits sont l'objet (Arrêté ministériel du 5 novembre 1907). Mais, afin d'avoir qualité pour opérer des prélèvements, les agents des fraudes doivent, aux termes de l'article 2 du décret du 31 juillet 1906, être commissionnés par les préfets en qualité d'inspecteurs départementaux.

C'est également en vertu de l'article 4 du même décret que les agents commissionnés du Service des fraudes ont le droit de pénétrer dans les magasins, boutiques, ateliers, entrepôts..... pour y opérer des prélèvements.

Le Service des fraudes considère même comme « ateliers » les chais des viticulteurs simples particuliers, et prétend que ses agents ont le droit d'y pénétrer ; mais cette extension du mot atelier est très contestée, et la plupart des tribunaux ne l'admettent pas.

Les agents commissionnés ont le droit de pénétrer dans les locaux énumérés au décret du 31 juillet 1906, sous la seule condition d'établir leur qualité d'agents de prélèvement et sans avoir besoin d'être accompagnés d'un officier de police judiciaire ; mais aucune pénalité n'a été prévue dans le cas où l'intéressé refuse de laisser prélever des échantillons (1).

1. Le projet de loi de M. Raynaud, ministre de l'Agriculture, comble cette lacune :

Article 6 : « Quiconque aura mis les inspecteurs ou agents, chargés
« de prélever des échantillons, en vertu des règlements d'application
« de la loi du 1^{er} août 1905, dans l'impossibilité d'accomplir leurs

Après avoir opéré le prélèvement dans les formes et conditions prévues par le décret du 31 juillet 1906 et l'arrêté du ministre de l'Agriculture, du 1^{er} août 1906, les agents dressent un procès-verbal de constatation.

Le procès-verbal et les échantillons sont, dans les vingt-quatre heures, envoyés par l'agent verbalisateur à la préfecture du département où le prélèvement a été effectué et à Paris ou dans le ressort de la préfecture de police, au préfet de police (article 10 du décret du 31 juillet 1906). Le service administratif qui reçoit ce dépôt, l'enregistre, inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon et, dans les vingt-quatre heures, transmet l'un de ces échantillons au laboratoire dans le ressort duquel le prélèvement a été effectué.

Le talon seul suit l'échantillon au laboratoire, le volant préalablement détaché est annexé au procès-verbal; les trois autres échantillons sont conservés par la préfecture (article 10, décret du 31 juillet 1906).

Ce laboratoire procède à une analyse qui tend uniquement à déterminer si le produit est anormal; elle n'a pas à établir la cause de l'anomalie, si elle est

« fonctions, soit en leur refusant l'entrée de leurs locaux de fabrication, de dépôt ou de vente, soit de toute autre manière, sera passible d'une amende de 500 francs à 1,000 francs, sans préjudice des peines prévues par les articles 209 et suivants du Code pénal. »

due à des causes naturelles ou frauduleuses : c'est une analyse de « triage » (circulaire du 20 février 1907). Le directeur du laboratoire doit faire parvenir ses conclusions d'analyse au préfet dans les huit jours (article 13, décret du 31 juillet 1906).

Si le rapport du laboratoire ne révèle aucune anomalie, le préfet en avise sans délai l'intéressé qui peut demander le remboursement du prix des échantillons. Si au contraire le rapport signale une anomalie, le préfet transmet sans délai ce rapport au procureur de la République en y joignant le procès-verbal et les trois échantillons restant ; lorsqu'il s'agit de vins, avis doit en outre être donné par le préfet au directeur des contributions indirectes du département (articles 14 et 15 du décret du 31 juillet 1906).

A partir de ce moment, nous quittons la phase administrative de la recherche et de la constatation de la fraude ou falsification pour passer à la phase judiciaire.

§ II. — *Répression des fraudes et falsifications.*

Dès que l'affaire lui est transmise, le procureur de la République examine s'il y a réellement délit et si des poursuites doivent être engagées.

S'il estime qu'il n'y a pas lieu de poursuivre, il classe l'affaire sans suite.

S'il n'y a pas contestation ou si la fraude est évidente, il peut agir par voie de citation directe (article 182 C. instr. crim.).

Si au contraire il y a lieu de procéder à une instruction, le procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite. Il l'avise qu'il peut prendre communication du rapport du directeur du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire (article 17, décret 31 juillet 1906).

Lorsque l'intéressé le demande, il est procédé à la nomination de deux experts, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte ; mais celle-ci peut renoncer à cette désignation et s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Les experts sont choisis sur des listes spéciales de chimistes experts, dressées dans chaque ressort par les Cours d'appel ou les tribunaux civils (article 18, décret 31 juillet 1906) (1).

Chaque expert est mis en possession d'un des échantillons de réserve, le juge d'instruction doit leur donner communication de tous les documents qu'il possède.

1. Cependant, en vertu d'une circulaire du ministre de la Justice, le juge d'instruction peut autoriser l'inculpé à choisir son expert en dehors de ces listes.

Les experts opèrent à leur gré, ensemble ou séparément, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent les mieux appropriés ; leurs conclusions sont formulées dans des rapports qui doivent être déposés dans le délai fixé par l'ordonnance du juge. Si les experts ou l'intéressé le demandent, des dégustateurs peuvent être commis pour examiner les échantillons. Enfin si les experts sont en désaccord, ils désignent ou font désigner par le président du tribunal civil un tiers expert pour les départager ; ce tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles (articles 19, 20 et 21, décret 31 juillet 1906).

Cette expertise est destinée à expliquer et à justifier l'anomalie constatée par le laboratoire officiel ; les experts doivent donc interpréter les résultats de leurs analyses. C'est cette expertise qui seule, permet de savoir de façon sérieuse s'il y a eu ou non fraude ou falsification, et elle constituera le principal élément d'appréciation des tribunaux devant lesquels la procédure se poursuit dès lors suivant les règles du droit commun.

Le Service de la répression des fraudes a déjà rendu de grands services, nul doute qu'avec le secours pécuniaire des associations viticoles et l'augmentation de ses ressources, il ne développe encore son champ d'action.

Il serait logique que les inspecteurs des fraudes soient directement commissionnés par le ministre de l'Agriculture dont dépend ce service ; nous avons vu au contraire qu'ils sont actuellement commissionnés par les préfets qui restent libres de les agréer ou non et qu'ils ne peuvent opérer que dans les départements pour lesquels ils ont obtenu une commission.

Il est probable que dans un avenir prochain, on modifiera cet état de chose qui crée des lenteurs et des formalités inutiles et que ces fonctionnaires dépendront uniquement du ministre de l'Agriculture dont ils sont en fait les agents.

TROISIÈME PARTIE

SYNDICATS VITICOLES

L'idée d'association n'est pas nouvelle. Les Gouvernements qui estiment en général qu'il faut diviser pour régner ont souvent tenté d'en empêcher le développement ; mais, favorisée ou comprimée, cette idée a germé dans tous les temps et dans tous les milieux.

Ce sentiment que l'union fait la force et que l'association des impuissances particulières constitue la force de tous, explique au Moyen Age l'organisation des corporations, qui ont eu d'abord pour but l'amélioration du sort commun des membres d'un corps de métier déterminé. En devenant plus forts, ces groupements se sont peu à peu transformés ; organisés pour défendre les faibles, ils sont devenus exclusifs et tyranniques, et lorsque Turgot les supprima en 1776, « il détruisit des organismes qui avaient eu autrefois leur raison d'être, mais qui ne paraissaient plus satisfaire aux exigences du moment ». (Rapport de Ducarre à l'Assemblée Nationale.)

Rétablies après sa chute, les corporations furent définitivement supprimées par l'Assemblée Constituante le 9 mars 1791 : « A compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à telle personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon. » Pour les empêcher en outre de se reconstituer sous une forme différente, une loi du 14 juin 1791 portait : « Les citoyens d'un même état ou d'une même profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque n'ont pas le droit de délibérer, de tenir des registres et de former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs. »

Dans un but plutôt politique, l'article 291 du Code pénal disposait : « Nulle association de plus de 20 personnes dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du Gouvernement et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société. »

Le Gouvernement était ainsi le maître d'autoriser, d'interdire ou de tolérer les associations. En fait, il existait à Paris et en province des chambres syndicales de patrons et d'ouvriers, réunissant toutes plus de 20 personnes et n'ayant demandé aucune autorisation ; l'autorité publique fermait les yeux, mais leur

situation était illégale et leur existence absolument précaire.

C'est la loi du 21 mars 1884 qui a donné aux syndicats professionnels l'existence légale ; elle a établi à leur profit un régime de faveur et les a soustraits à l'application de l'article 291 du Code pénal qui est resté en vigueur vis-à-vis des autres associations jusqu'à la loi du 1^{er} juillet 1901.

Le sujet de notre étude ne comporte pas un examen détaillé du régime légal des syndicats professionnels.

La question ne nous intéresse qu'au point de vue du droit d'ester en justice et du rôle que les syndicats viticoles sont appelés à jouer dans la recherche et la poursuite des fraudes ; c'est sous ces deux aspects que nous l'étudierons.

CHAPITRE PREMIER

Régime légal des syndicats professionnels

Aux termes des articles 2 et 3 de la loi du 21 mars 1884, les associations appelées à jouir du bénéfice de la loi, sont les associations professionnelles dont les membres « exercent la même profession, des « métiers similaires ou des professions connexes, « concourant à l'établissement de produits déterminés », et qui « ont exclusivement pour objet l'étude « et la défense d'intérêts économiques, industriels, « commerciaux ou agricoles ».

Les groupements qui réalisent ces conditions ont le droit, quel que soit le nombre de leurs membres, de se constituer *sans l'autorisation du Gouvernement*, à condition (article 4) :

1° De déposer à la mairie les statuts et les noms des personnes chargées de l'administration ou de la direction ;

2° De communiquer leurs statuts au procureur de la République.

Ces formalités remplies, le syndicat a une exis-

tence légale ; il a le droit d'acquérir et d'ester en justice.

L'article 6 de la loi détermine la capacité d'acquérir : « Les syndicats professionnels pourront employer les sommes provenant de cotisations. Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. »

Mais quelle est l'étendue du droit accordé aux syndicats professionnels d'ester en justice ? L'article 6 dit simplement : « Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice. »

Les groupements professionnels peuvent avoir l'occasion d'agir en justice dans deux hypothèses : soit pour défendre leurs propres intérêts, les droits qui constituent le patrimoine de la personne morale, l'actif social ; soit pour défendre les intérêts généraux de la profession qu'ils représentent.

Il est admis que les syndicats professionnels ont le droit d'exercer les actions qui leur appartiennent en propre, pour la défense des intérêts inhérents à leur personnalité juridique, telles que les actions relatives au patrimoine, à l'emploi des cotisations, aux démêlés avec le bailleur des locaux occupés par l'association, à l'acquisition de certains immeubles dans les limites prévues par l'article 6, etc... C'est là un

droit incontestable ; puisqu'il s'agit d'actions, qui sont dans le patrimoine de la société, personne n'a qualité pour les exercer en dehors des représentants légaux du syndicat.

Mais doit-on borner à cela le droit d'ester en justice accordé aux syndicats et leur refuser l'exercice des actions intentées pour la défense des intérêts généraux de la profession ? C'est une question qui a donné lieu à de nombreuses discussions, en doctrine et en jurisprudence (1).

A l'appui de la thèse restrictive on donne les arguments suivants :

1° L'article 3 de la loi de 1884 définit le rôle des syndicats professionnels « l'étude et la *défense* des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » ; mais il faut entendre le mot *défense* dans un sens restrictif.

« Quand on a autorisé, dit M. Planiol, les syndicats à se fonder pour l'étude et la défense des intérêts économiques de certaines professions, la loi a entendu les charger de certaines missions pour lesquelles les particuliers sont mal préparés ; par exemple, pour solliciter des pouvoirs publics des mesures nouvelles, des lois douanières, des faci-

1. Voyez : Planiol, note sous arrêt de la Cour d'Amiens du 13 mars 1895 (D. 1895.2.553) et note sous Cassation, 4 juin 1897 (D. 1898.1.129) ; Waldeck-Rousseau, consultation (*Recueil périodique de procédure civile*, de Rousseau et Laisney, 1887).

« lités de transport, des réglementations spéciales, etc... »

L'article 6 de la loi, « par une clause de style dans la rédaction des lois où il est parlé de personnes civiles », accorde bien aux syndicats la faculté d'ester en justice, mais c'est uniquement dans la limite des droits que cet article leur concède, et non pour la défense des intérêts généraux de la profession.

2° Si l'on autorise le syndicat à agir dans l'intérêt de ses membres, il y a substitution de l'action collective à l'action individuelle appartenant à chaque membre du syndicat. Or, en vertu de la règle : « Nul en France ne plaide par procureur », le syndicat n'a pas qualité pour défendre devant les tribunaux les intérêts individuels de ses membres.

Cette doctrine nous semble contraire au texte de la loi, et à l'esprit de l'institution.

Il est exact que dans un même contexte, l'article 6, la loi accorde aux syndicats professionnels la faculté d'ester en justice et restreint leur personnalité civile. Mais la restriction ne vise que la capacité d'acquérir des immeubles ; le droit d'ester en justice, demeure général. La personnalité civile est accordée aux associations en vue d'une destination définie, mais dans cette limite, les associations ont, sauf restriction formelle, l'usage de tous les droits.

Quelle destination la loi assigne-t-elle aux syndicats professionnels ? L'article 3 répond : l'étude et

la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Une seule restriction formelle est apportée par la loi : elle concerne les acquisitions d'immeubles. La faculté d'ester en justice n'est nullement restreinte ; son exercice n'a donc d'autres limites que celles de l'article 3.

Dès lors, un syndicat pourra agir toutes les fois que les intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles de la profession seront en jeu. On ne pourra lui opposer la maxime : « Pas d'intérêt, pas d'action », non plus que la règle : « Nul en France ne plaide par procureur ». Dans ce cas, le syndicat agit dans l'intérêt de la profession dont la défense lui est confiée et en son nom propre ; il exerce une action distincte de celle que peuvent avoir ses membres, qui conservent le droit d'agir individuellement à raison du préjudice personnel qui leur serait causé.

L'interprétation restrictive que nous combattons est en outre contraire à l'esprit de l'institution qui a été organisée pour permettre la coalition des intérêts professionnels. M. Toulain, rapporteur de la loi, disait au Sénat : « Quand les intérêts prennent un « caractère général d'ordre public, comme les rap-
« ports du capital et du travail, le rôle de l'État
« n'est-il pas d'en faciliter la conciliation ; c'est ce
« qu'il fait présentement en vous apportant une loi
« qui donnera aux deux intérêts des organes réguliers
« et légaux : et l'accord ne sera sincère, durable, que

« si les deux partis en présence sont capables de faire
« respecter leurs droits par la force que donne la col-
« lectivité. » (*Journal officiel*, janvier 1884, annexe
n° 112.)

Enfin, dans une circulaire adressée aux préfets à la date du 25 août 1884 (*Journal officiel* du 28 août), le ministre de l'Intérieur s'exprimait ainsi : « *Le laco-*
« *nisme de la loi, qui est tout à l'avantage de la li-*
« *berté*, pourra causer au début quelques hésitations
« et quelques incertitudes. Il serait difficile de pré-
« voir à l'avance toutes les difficultés qui pourront sur-
« gir. Elles devront toujours être tranchées dans le sens
« le plus favorable au développement de la liberté. »

Après quelques hésitations, la jurisprudence a reconnu en général aux syndicats le droit d'agir en justice lorsque l'intérêt professionnel était en cause. Mais la difficulté consistait à discerner cet intérêt professionnel au milieu des circonstances de fait. Ici encore, deux tendances, l'une restrictive, l'autre extensive.

1° L'intérêt professionnel et par suite l'action du syndicat, n'existe que dans les cas où l'intérêt de tous ses membres est en jeu.

C'est ainsi que des jugements des tribunaux d'Évreux du 21 octobre 1887 (D. 1888.3.136) et d'Arras du 13 juin 1888 (D. 1890.3.55) ont refusé d'admettre l'action de syndicats agricoles contre des propriétaires de bois pour délits de lapins parce que :

« tout syndicat organisé entre personnes exerçant la
« même profession, doit avoir pour objet la défense
« d'intérêts économiques généraux, communs à l'uni-
« versalité des membres qui le composent » et qu'en
l'espèce, quelques-uns seulement des syndiqués
avaient souffert un préjudice.

La Cour d'Amiens, dans un arrêt du 13 mars 1895
(D. 1895.2.553) a déclaré recevable l'action du syn-
dicat des poissonniers de la Somme en raison de ce
fait que tous les membres de l'association, proprié-
taires d'étangs d'eau douce, communiquant entre eux,
étaient intéressés au procès contre les propriétaires
d'usines qui déversaient dans leurs étangs des eaux
empoisonnées

Cette doctrine qui admet l'action des syndicats seu-
lement lorsque le litige est commun à tous leurs mem-
bres semble trop étroite. Elle confond intérêt collec-
tif et intérêt professionnel. Or, si l'intérêt d'une
profession est souvent identique à celui de la collec-
tivité des membres d'un syndicat, il peut se confon-
dre avec l'intérêt individuel d'un seul membre ou de
quelques membres ; parfois même, l'intérêt indivi-
duel pourra faire défaut et l'intérêt professionnel
exister cependant. Enfin, si l'on admet que : intérêt
professionnel et intérêt collectif, sont des termes syno-
nymes ; pour accorder ou refuser aux syndicats le
droit d'agir, ce n'est plus seulement l'intérêt de tous
les membres d'un groupement qu'il faudra envisa-

ger, mais l'intérêt de tous ceux qui exercent une même profession, des métiers similaires ou des professions connexes. On arriverait alors à rendre l'exercice de l'action syndicale pratiquement impossible.

2° D'autres décisions de jurisprudence, estimaient au contraire que l'intérêt général d'une profession ne se confond pas avec l'intérêt collectif des membres ; qu'il peut exister quand l'un ou quelques-uns d'entre eux sont lésés et même en l'absence de tout intérêt individuel. Mais, tout en admettant ce principe, les tribunaux subordonnaient la reconnaissance de l'action syndicale à deux conditions :

a) La justification du préjudice causé aux intérêts généraux de la profession ;

b) La preuve de la réalité du dommage que le fait préjudiciable aux intérêts généraux causait aux intérêts collectifs groupés en syndicat.

En ce sens, un arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1907 (D. 1908.2.401) : Dans une affaire de vins falsifiés par addition d'eau, la Cour reconnaissait que l'opération du mouillage des vins porte atteinte aux intérêts généraux de la viticulture, mais elle repoussait l'action du « Syndicat national de défense de la viticulture française » par cette raison : « que l'in-
« fraction.... doit causer directement une lésion
« aux intérêts collectifs que représente le syndicat....,
« que le syndicat national ne comptait pas parmi
« ses membres tous les viticulteurs de France ; qu'il

« n'en comprenait qu'un nombre relativement restreint. »

Cet arrêt a le tort de considérer que les syndicats ont pour objet, en même temps que la défense des intérêts généraux de la profession, la défense des intérêts collectifs de leurs membres et que l'on doit exiger d'eux la double preuve du préjudice subi par les intérêts généraux et par leurs membres. Or, en vertu de la loi de 1884, les syndicats, ont *exclusivement* pour objet la défense des intérêts généraux (intérêts économiques, industriels.....) quel que soit le nombre de leurs adhérents et l'étendue de leurs intérêts individuels. Il doit donc leur suffire de démontrer le préjudice subi par ces intérêts généraux.

Cependant, rares sont les tribunaux qui en ont jugé ainsi avant 1907 ; on peut toutefois citer un arrêt de la Cour d'Angers du 11 avril 1889 (arrêt sous Cassation : S. 1890.1.90) qui reconnaît au Syndicat du commerce des vins de Champagne, qualité pour agir contre un fabricant de vin de Saumur qui avait qualifié champagne un vin de sa fabrication.

« Attendu, dit l'arrêt, qu'il y a lieu de faire droit
« aux conclusions de la partie civile qui, dans la
« cause, représente un intérêt général absolument
« distinct de l'intérêt individuel que peut avoir un
« négociant champenois à se plaindre de la contre-
« façon de sa marque et de l'emploi frauduleux du
« nom de la contrée où il récolte et fabrique son vin. »

Les syndicats professionnels en général, surtout les syndicats de viticulteurs, voyant leurs actions accueillies par certains tribunaux, repoussées par d'autres, protestaient contre ces décisions divergentes et réclamaient une loi pour fixer définitivement les conditions dans lesquelles ils pourraient agir en justice.

On profita du vote de la loi du 29 juin 1907 pour essayer de leur donner satisfaction.

Article 9 : « Tous syndicats, formés conformément
« à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des in-
« térêts généraux de l'agriculture, ou de la viticul-
« ture, ou du commerce et trafic des vins, peuvent
« exercer sur tout le territoire de la France et des
« colonies les droits reconnus à la partie civile par
« les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'ins-
« truction criminelle, relativement aux faits de fraude
« et falsification des vins, prévus par les lois du
« 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril
« 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et par la présente
« loi, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordi-
« naire devant le tribunal civil en vertu des articles
« 1382 et suivants du Code civil. »

Cet article, voté hâtivement, sous la pression des événements du Midi, n'a pas tranché la question. Quel en est le sens exact et quelle précision nouvelle apporte-t-il au problème qui nous occupe ? Il est difficile de le dire à la seule lecture du texte.

D'autre part, les brèves déclarations faites au Sénat et à la Chambre, lors de la discussion, ne nous éclairent pas sur son véritable caractère ; on en peut seulement déduire que l'article 9 est purement interprétatif de la loi de 1884 et qu'il pouvait s'appliquer rétroactivement aux procès en cours lors de sa promulgation (Sénat, séance du 28 juin 1907 : *Journ. offic.* du 29, D. P., p. 820).

La Cour de cassation, saisie de la question par suite du pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1907, cassait cette décision le 27 juillet 1907 (D. 1909.1.129).

« Attendu qu'un syndicat professionnel, régulièrement constitué pour la défense des intérêts viticoles, a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du ministère public contre les délits de falsification et de mouillage de vin, préjudiciables aux intérêts collectifs du syndicat et d'exercer l'action syndicale en réparation du dommage éprouvé par la collectivité qu'il représente. Que, pour former une collectivité d'intérêts viticoles au sens de la loi de 1884, il n'est pas nécessaire d'obtenir l'adhésion de l'ensemble ou de la plus grande partie des viticulteurs..... Attendu d'autre part, qu'après avoir constaté que l'infraction commise par Triboudeau était contraire aux intérêts généraux de la viticulture, l'arrêt attaqué s'est mis en contradiction avec lui-même, en déclarant qu'il

« n'était nullement démontré que l'infraction de Tri-
« boudeau eût causé un préjudice quelconque aux
« intérêts représentés par le syndicat demandeur. »

Bien que M. le Conseiller Douarche ait mentionné la loi de 1907 dans son rapport, la Cour de cassation ne l'a pas visée dans son arrêt. La raison s'en déduit facilement : la loi du 29 juin 1907 ne s'applique qu'aux fraudes et falsifications des vins, elle est, nous l'avons vu, purement interprétative de la loi de 1884 ; or, ce que la Cour suprême a voulu, c'est donner une interprétation de la loi de 1884 qui s'appliquât à tous les syndicats professionnels et à toutes les fraudes et falsifications.

Le législateur ne devait pas tarder d'ailleurs à consacrer cette jurisprudence ; l'année suivante, le 5 août 1908, fut votée la loi Cazeneuve. La loi de 1907 prévoyait seulement l'intervention des syndicats agricoles, viticoles et vinicoles dans les questions de fraude et falsification des vins ; l'article 2 de la loi Cazeneuve a généralisé le droit pour ces mêmes syndicats d'agir en justice : elle l'a étendu à tous les cas de fraude et de falsification, visés par la loi du 1^{er} août 1905 (1).

1. *Loi du 5 août 1908.* — Article 2 : « Tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture, ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruits, denrées alimentaires.... pourront exercer sur tout le territoire de la France

Il résulte de la discussion de cette loi devant la Chambre et le Sénat :

1^o Qu'elle est, ainsi que la loi du 29 juin 1907, purement interprétative de la loi du 21 mars 1884 ;

2^o Que, conformément à la décision de la Cour de cassation, il suffit que le syndicat établisse le préjudice causé aux intérêts généraux de la profession qu'il représente, pour avoir le droit d'en demander réparation.

Cependant, les syndicats viticoles et certains auteurs (1) soutiennent que les lois du 29 juin 1907 et du 6 août 1908 ont reconnu aux syndicats professionnels visés par elles, une situation beaucoup plus avantageuse.

D'après eux, lorsque le délit de fraude ou de falsification a été établi, le syndicat doit être considéré *a priori* comme intéressé à la répression de l'infraction, sans même avoir besoin de démontrer le préjudice causé aux intérêts professionnels qu'il représente.

Cette interprétation nous paraît un peu extensive, et contraire aux déclarations faites au Sénat lors de

« et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle relativement aux faits de fraude et de falsification prévus par les lois en vigueur ou recourir à l'action ordinaire devant le tribunal civil. »

1. Voyez *Bulletin de la Société des agriculteurs de France*, du 1^{er} janvier 1908, et Toubeau ; Action en justice des syndicats.

la discussion de la loi du 5 août 1908, notamment par M. Monis qui s'exprimait ainsi : « Nous appliquons dans notre texte purement et simplement le texte de la Cour de cassation (du 27 juillet 1907)..... Nous avons établi un texte qui consacre le droit reconnu et fixé par la Cour de cassation ; il l'éclaircit de façon à fixer la jurisprudence » *Journal officiel* du 10 juillet 1908, D. P., Sénat, p. 938.)

De même il nous semble impossible d'interpréter dans un autre sens les déclarations de M. Ruau, ministre de l'Agriculture, à la même séance : « Le 29 juin 1907, le Parlement ayant décidé de modifier la loi de 1884 sur les syndicats, ou plutôt, de consacrer une jurisprudence à leur égard, a accordé aux syndicats agricoles de viticulteurs, le droit de se porter partie civile *sans avoir à faire la preuve d'intérêts collectifs*. » Ce qui ne veut pas dire : sans avoir à faire la preuve du préjudice éprouvé par les intérêts généraux de la viticulture, car les intérêts collectifs, ce sont les intérêts de l'ensemble des membres du syndicat.

Nous estimons donc qu'en l'état actuel de la législation, trois conditions sont nécessaires pour que l'action des syndicats viticoles, en matière de fraudes et de falsifications, soit accueillie par les tribunaux.

1° Le syndicat doit être régulièrement constitué suivant la loi du 21 mars 1884 ;

2° L'action exercée par le syndicat doit avoir pour objet la défense des intérêts généraux de la viticulture ;

3° Le syndicat doit établir l'existence de la fraude et le préjudice qu'elle cause à la viticulture. Il faut remarquer d'ailleurs que, si la fraude ou la falsification est démontrée, les juges se montrent très faciles sur l'admission de la preuve du préjudice éprouvé de ce fait par les intérêts généraux de la profession.

CHAPITRE II

Rôle des syndicats de viticulteurs pour la recherche et la poursuite des fraudes et falsifications des vins.

Pour se défendre contre la fraude et les falsifications, la viticulture, nous l'avons vu, ne manque pas de lois protectrices ; mais, trop souvent, ces lois n'ont pas été appliquées et bien des fraudeurs ont échappé aux poursuites.

Cet état de choses regrettable tient à deux causes ;

1° A l'insuffisance du Service de recherche des fraudes, c'est-à-dire du service chargé de constater les infractions aux lois sur les fraudes et d'opérer des prélèvements ;

2° A la rareté encore trop grande des poursuites : les Parquets, surchargés de besogne, surtout dans les grandes villes où la fraude est cependant plus fréquente, n'ont pas le temps d'étudier les dossiers et ne poursuivent que lorsque la fraude est avérée. Quant aux particuliers, ils reculent en général devant les frais, les ennuis et les risques d'une action en justice.

L'activité des syndicats de viticulture peut se manifester à ce double point de vue.

§ I. — *Recherche des fraudes et falsifications.*

Beaucoup de fraudes et de falsifications passent inaperçues et ne sont pas poursuivies parce qu'il n'y a pas ou presque pas d'agents uniquement chargés de traquer les fraudeurs de vins, et intéressés à découvrir les fraudes.

Nous avons vu en effet que deux catégories d'agents seulement étaient à même de rechercher et de constater les fraudes et falsifications commises sur les vins ; ce sont les agents des Contributions indirectes et les agents du Service de la répression des fraudes. Les premiers ne peuvent opérer de prélèvements que lorsqu'ils agissent à l'occasion de leurs fonctions : leur action s'exerce avant tout dans l'intérêt du Trésor et ils fermeront facilement les yeux sur les fraudes qui lui profitent, tel le mouillage chez le récoltant. Les seconds sont peu nombreux, faute de ressources suffisantes affectées au Service des fraudes, ils peuvent effectuer peu de prélèvements, car chaque prélèvement coûte cher (7 fr. 50 au minimum) ; enfin, ils sont affectés à la recherche des fraudes en général et la surveillance des vins ne constitue qu'une petite partie de leurs attributions.

Depuis que les syndicats de viticulteurs ont eu le droit de se constituer, c'est-à-dire, depuis 1884, ils ont pu, au même titre qu'un particulier, verser dans une caisse de l'État des sommes destinées à faciliter l'œuvre de répression des fraudes ; ces sommes permettaient, soit de créer de nouveaux agents, soit d'augmenter le nombre des prélèvements.

La loi du 29 juin 1907 ayant établi le droit pour les syndicats viticoles d'ester en justice dans des conditions déterminées pour la répression des fraudes et falsifications, on en avait conclu qu'ils pouvaient faire commissionner des agents pour la recherche des fraudes.

Cependant, comme la loi ne spécifiait rien à ce sujet, plusieurs groupements viticoles ayant présenté des agents s'étaient heurtés aux résistances de l'administration préfectorale. Le paragraphe 7 de l'article 2 du règlement d'administration publique du 31 juillet 1906 disait bien :

« Dans le cas où des agents spéciaux seraient institués par les départements ou les communes pour concourir à l'application de la loi du 1^{er} août 1905, ces agents devront être agréés et commissionnés par les préfets. »

Devait-on étendre ce texte aux agents institués par les syndicats et quels étaient les pouvoirs des préfets ; avaient-ils un pouvoir discrétionnaire pour accepter ou refuser les agents ainsi présentés, ou

bien avaient-ils seulement le droit d'écarter les personnes qui leur paraîtraient suspectes pour une cause ou pour une autre ?

Ces différentes questions ont été solutionnées par les déclarations de M. Ruau, ministre de l'Agriculture, à la séance du Sénat du 26 décembre 1907 et par une circulaire adressée aux préfets.

Le ministre de l'Agriculture reconnaît « qu'il paraît possible, par une interprétation des textes assurément large », de permettre aux agents présentés par les syndicats de prélever des échantillons.

Ces agents, qu'ils soient présentés directement par un groupement viticole ou indirectement par l'intermédiaire d'une municipalité, seront toujours considérés comme agents communaux ou départementaux ; le préfet sera libre de prendre telle décision qui lui paraîtra la meilleure, d'agréer ou de refuser l'agent, même s'il a le titre d'agent commercial.

En un mot, le département, la commune et le syndicat n'ont qu'un droit : celui de présentation au préfet, et ce fonctionnaire est juge de décider si les agents qui légalement se trouvent déjà à sa disposition sont en nombre suffisant ou s'il doit avoir recours aux services de ceux qu'on lui propose.

Une fois agréés, de qui dépendent les agents syndicaux, qui les rétribue et quel est leur ressort ?

Les représentants des groupements professionnels, admis par le préfet à opérer des prélèvements sont,

dit la circulaire, « placés sous son autorité exclusive, « dans les mêmes conditions que les autres agents « du service : comme eux ils n'ont pas besoin d'être « assermentés, comme eux ils n'ont à rendre compte « qu'à lui seul de leurs opérations, ne peuvent rece- « voir d'ordres que de lui et sont exposés en cas « d'abus à se voir retirer l'agrément qui leur donne « qualité pour agir ».

Les agents agréés par le préfet doivent être rétribués par le syndicat qui les présente. Si l'individu proposé possède dans le syndicat un poste que le préfet juge suffisamment rémunérateur pour assurer son indépendance (secrétaire, trésorier, etc...), il pourra l'agréer purement et simplement. Mais, si l'agent est spécialement institué en vue de la répression des fraudes, le préfet devra fixer la somme nécessaire pour le rétribuer et en exiger le versement préalable (1). Quant au ressort dans lequel ces agents pourront opérer, il variera suivant qu'ils auront été agréés en qualité d'agents communaux ou en qualité d'agents départementaux.

Quels avantages les syndicats pourront-ils trouver à faire commissionner des agents qu'ils devront payer, auxquels ils ne pourront donner aucun ordre, faire

1. Cette somme doit être versée à titre de fonds de concours pour dépenses publiques dans la caisse du receveur des finances de l'arrondissement dans lequel se trouve situé le siège social du groupement intéressé. La somme est ensuite rattachée au budget du ministère de l'Agriculture, chapitre de la répression des fraudes.

aucune observation, et que le préfet pourra révoquer du jour au lendemain ?

Ces avantages sont nombreux. C'est d'abord celui que nous signalions au début : l'augmentation du nombre des agents exclusivement chargés de rechercher les fraudes et falsifications des vins. Il y a aussi l'intérêt que trouveront les viticulteurs à donner au service des recherches un agent de premier ordre, car les syndicats sont particulièrement bien placés pour choisir des individus actifs, ayant des connaissances professionnelles qui leur permettront de déjouer l'habileté des fraudeurs.

Puis, la circulaire du ministre de l'Agriculture, après avoir limité étroitement les attributions des syndicats, leur a accordé toutes les satisfactions qu'elle pouvait raisonnablement leur donner, sans créer, comme le disait M. Ruau, « une police particulière » à côté de celle de l'État ». Elle déclare en effet que si les agents du service ne doivent pas recevoir d'ordres du syndicat qui les a présentés, ils peuvent tenir compte de ses indications et accéder à ses demandes de prélèvements, sous leur responsabilité vis-à-vis du préfet. La même circulaire reconnaît encore que, sur la demande du syndicat, le préfet peut autoriser, par voie d'instructions individuelles, l'agent présenté à se spécialiser dans la recherche de certaines infractions intéressant plus particulièrement le groupement qui le rétribue.

Il faut enfin remarquer que, si le syndicat ne peut directement révoquer l'agent qu'il a présenté et qu'il estime ne pas remplir sa fonction avec tout le zèle et l'activité désirables, il peut obtenir indirectement le retrait de sa commission en cessant d'effectuer le versement des sommes destinées à le rétribuer.

Lorsqu'un syndicat ne veut pas, ou ne peut pas, faute de ressources, faire commissionner un agent spécial, il lui est possible d'aider par d'autres moyens à la découverte des fraudeurs. Il peut avoir à son service des employés chargés de surveiller les fraudeurs ; ces agents, n'ayant aucun caractère officiel, ne pourront pas pénétrer chez les personnes qu'ils soupçonnent de fraude pour opérer des prélèvements, mais ils pourront par d'autres moyens, en les achetant par exemple, se procurer des échantillons de vins. Ils pourront même, pour donner aux échantillons ainsi obtenus un certain caractère d'authenticité, se faire livrer le vin en présence de témoins honorables, ou mieux encore d'un huissier (1). Le syndicat fera analyser ces vins et, s'il constate une falsification, il pourra ou dénoncer le fraudeur au service officiel qui fera opérer des prélèvements, ou poursuivre lui-même.

1. Voyez : Lettre du ministre de l'Agriculture au Syndicat de défense des commerçants de l'alimentation de Lyon, du 17 février 1908.

Voyez aussi le jugement du Tribunal de la Seine, du 4 juillet 1908 (Journal *La Loi* des 19-20 juillet 1908).

Ceci nous conduit à l'examen de la seconde voie ouverte à l'activité syndicale.

§ II. — *Poursuite des fraudeurs et falsificateurs.*

La loi du 29 juin 1907 ayant définitivement établi le droit pour les syndicats viticoles d'agir en justice pour la répression des fraudes, quels moyens s'offrent à ces associations de poursuivre l'application des lois.

L'article 9 dit : « Tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884
« pourront exercer sur tout le territoire de la France
« ou des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code
« d'instruction criminelle, relativement aux faits de
« fraude et de falsification des vins
« ... ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire
« devant le tribunal civil en vertu des articles 1382
« et suivants du Code civil. »

Si nous laissons de côté l'action ouverte devant la juridiction civile à toute personne civile ou morale, lésée par un fait quelconque en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil ; il résulte de l'article 9 de la loi de 1907 que les syndicats ont le choix entre quatre moyens différents pour faire appliquer les lois sur les fraudes :

1° Le syndicat peut déposer une plainte au Parquet sans se porter partie civile.

Dans ce cas, sauf quand les faits sont évidents, la plainte est transmise au service officiel de la répression des fraudes ; celui-ci, lorsqu'il estime que l'affaire est sérieuse, fait opérer des prélèvements et, si l'analyse est concluante, le ministère public peut poursuivre. Ce premier moyen a l'inconvénient d'être inopérant dans la plupart des cas, car le service des fraudes n'ayant à sa disposition que de faibles ressources, ne fait opérer des prélèvements que si la plainte paraît vraiment fondée.

2° Le syndicat peut adresser une plainte au Parquet en se constituant partie civile, à charge de consigner les frais avant toute poursuite (article 160, décret du 18 juillet 1811).

Ce moyen est plus efficace en ce sens que le syndicat est assuré que l'on suivra sur sa plainte, mais, qu'il succombe ou non, il sera toujours, en tant que partie civile, responsable des frais, sauf son recours contre qui de droit.

3° Le syndicat peut employer la voie de la citation directe devant le tribunal correctionnel afin d'obtenir des dommages-intérêts et de faire appliquer la loi pénale sur les réquisitions du ministère public.

Cette procédure est aussi efficace que la précédente et expose la partie civile à la condamnation aux frais,

sauf son recours contre la personne poursuivie et condamnée.

Dans ces trois cas, le syndicat peut en outre encourir une responsabilité si sa plainte est jugée téméraire ou calomnieuse.

4° Lorsque des poursuites sont déjà engagées par le ministère public ou par la Régie, le syndicat peut intervenir et se porter partie civile, en tout état de cause, jusqu'à la clôture des débats.

Au point de vue de la responsabilité de l'action, l'intervenant est couvert par le ministère public ou la Régie, mais il reste encore responsable des frais de la poursuite, sauf son recours contre qui de droit (articles 157 et 158 du décret du 18 juin 1811).

En permettant aux syndicats viticoles d'agir en justice pour la défense des intérêts généraux de la viticulture, les lois de 1884 et de 1907 leur ont accordé un droit des plus importants. Le principal auteur de la loi de 1884, M. Waldeck-Rousseau, déclarait ce droit inadmissible. M. Planiol le considère comme « une invention juridique des plus hardies et « de la plus haute importance ».

Les syndicats seront-ils assez prudents pour justifier de la confiance que l'on a eue en leur sagesse et pour user de leurs moyens d'action sans en abuser ? Nous sommes disposé à le croire : en cas de poursuite imprudente, ils sont exposés à des demandes

en dommages-intérêts ; ils sont en outre toujours responsables des frais du procès et obligés d'en faire la consignation quand ils se portent partie civile. Or les groupements viticoles, présidés en général par des hommes honorables, composés de propriétaires ou de commerçants, sont, plus que certains syndicats ouvriers, préoccupés de leur responsabilité morale et pécuniaire.

L'organisation syndicale est encore chose trop nouvelle en viticulture pour que l'on puisse préjuger quels seront ses avantages et ses inconvénients : la pratique seule pourra nous instruire. Aussi, le législateur a estimé à bon droit qu'avant de prendre des dispositions d'exception contre les abus possibles d'un régime de faveur, il valait mieux faire crédit à ce régime et attendre les résultats de l'expérience.

CONCLUSION

Arrivé au terme de cette longue énumération de lois, de règlements, de circulaires, il nous reste à jeter un regard d'ensemble sur l'œuvre législative.

Une loi sur les fraudes et falsifications doit être avant tout une loi d'intérêt général : son unique objet est de prévenir et de réprimer des actes qui nuisent à tous les citoyens, aux consommateurs dont la santé est menacée par les falsifications, aux producteurs et aux commerçants honnêtes dont les intérêts sont compromis par la fraude.

Les lois que nous venons d'examiner ne présentent pas ce caractère. Il suffit de lire l'exposé des motifs des lois du 6 août 1903 et du 29 juin 1907 pour constater qu'elles ont été faites en vue de donner satisfaction aux réclamations incessantes des viticulteurs. Ce sont des lois de circonstance, votées sous la pression des événements ; le législateur a voulu remédier aux infortunes d'une certaine catégorie de citoyens et s'il combat la fraude, c'est accessoirement, pour essayer d'atteindre ce qui lui paraît être

la principale cause de la mévente des vins dont se plaignent les vignerons.

Ce défaut originel devait entraîner comme conséquence la multiplicité et la spécialisation des mesures législatives ; on abandonnait dès le début le projet que l'on avait eu de faire une loi unique.

« Les fraudes et les falsifications, disait l'exposé
« des motifs de la loi du 1^{er} août 1905, se produi-
« sent sous des aspects multiples et changeants.....
« pour chaque cas particulier, une loi semblait in-
« dispensable par suite de la nécessité de l'emploi,
« pour chaque espèce, de termes techniques appro-
« priés et ne permettant aucune équivoque dans la
« constatation des fraudes et surtout des falsifica-
« tions..... Mais, en présence de la diversité des cas
« et de la multiplicité des demandes..... le Gouverne-
« ment s'était demandé si, au lieu de lois multiples,
« il ne serait pas préférable de faire une loi géné-
« rale, permettant de frapper tous les fraudeurs
« indistinctement. »

Ces sages résolutions ne devaient pas se réaliser ; dès le 6 août 1905, était votée une première loi pour la répression des fraudes sur les vins.

A compter de ce moment, nous assistons à une sorte de duel entre les producteurs de vins et les fraudeurs, duel dont les lois et les règlements qui se succèdent marquent les différentes phases.

Les lois deviennent des règlements tant elles en-

treint dans les détails, les réglemens ne se bornent pas à assurer l'application de la loi, ils l'expliquent, l'interprètent, la modifient : c'est un débordement dans lequel tout le monde se noie, hormis les fraudeurs.

Ces mesures que les viticulteurs ont sollicitées ou plutôt imposées, ont-elles amélioré leur situation ?

Le vigneron s'est placé sous la tutelle méticuleuse de la Régie, sans pouvoir obtenir en échange la certitude que l'on ne fraudera pas dans la cave de son voisin.

Propriétaire de crus médiocres, il ne vend pas son vin plus facilement et constate souvent que l'opération couvre à peine les frais.

Propriétaire de crus réputés, il a voulu le certificat d'origine : le commerçant achète une barrique de son vin et en vend ensuite un nombre incalculable de bouteilles. Au risque de commettre d'inévitables injustices, il est parvenu à faire limiter certaines régions, et il voit pénétrer, sur ce territoire qu'il croyait inviolable, des vins de tous pays qui en usurpent le nom.

Quand des années de disette lui ont enfin permis de vider ses caves, le vigneron tout étonné constate que l'on continue à vendre et à expédier des vins du pays, comme s'il en existait encore.

La Régie, armée de ses lois et réglemens, assiste impuissante à ces opérations qu'elle connaît bien,

mais qu'elle ne peut réprimer à moins de suivre les vins de la vigne où l'on cueille la grappe, jusqu'à la table du consommateur.

En légiférant sur le sucrage, le mouillage, l'origine, etc., on a cru supprimer la mévente, sans songer qu'elle avait peut-être d'autres causes.

Il aurait fallu empêcher la production excessive, l'emploi de cépages qui rapportent beaucoup et donnent des vins médiocres ; obliger les buveurs d'eau, de cidre, de bière à consommer du vin, obtenir de ceux qui en boivent de s'y connaître un peu mieux et de ne pas juger de la qualité du contenu par la perfection du contenant.

Peut-être pourrait-on aussi, pour donner plus d'élasticité au commerce des vins, faire appel à la spéculation et tenter de créer des marchés sur le type des bourses de commerce.

A tout cela, l'État ne peut suffire. Le vigneron est un industriel comme un autre, il fait du vin à ses risques et périls, il doit tâcher de le faire bon, de le faire apprécier des consommateurs et de le défendre contre la concurrence et la fraude. Le Gouvernement doit lui donner les moyens de se défendre et c'est au viticulteur qu'il appartient de s'en servir et de les utiliser.

A cela suffit une loi claire, un texte unique définissant largement toutes les falsifications et les fraudes qu'il veut atteindre. Les tribunaux, armés d'une

loi qui ne les enserrera pas dans des définitions trop étroites, sauront l'interpréter et l'appliquer conformément au droit et à la justice.

Dans cette œuvre les syndicats auraient un rôle d'une utilité incontestable.

Au lieu d'assister impuissants à des représailles qui compromettent les meilleures causes, ils pourraient, grâce aux ressources et aux moyens d'action dont ils disposent, poursuivre et atteindre par les voies légales les fraudeurs de toutes catégories dont les falsifications nuisent également au producteur, à l'intermédiaire et au consommateur.

ANNEXES

Loi du 1^{er} août 1905

ARTICLE PREMIER. — Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

Soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'après la convention ou les usages la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuées aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente ;

Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

Sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus et d'une amende de cent francs (100 fr.) au moins, de cinq mille francs (5.000 fr.) au plus, ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 2. — L'emprisonnement pourra être porté à deux ans, si le délit ou la tentative du délit prévus par l'article précédent ont été commis :

Soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ;

Soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises même avant ces opérations ;

Soit enfin, à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte.

ART. 3. — Seront punis des peines portées par l'article 1^{er} de la présente loi :

1° Ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ;

2° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels qu'ils sauront être falsifiés ou corrompus ou toxiques ;

3° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées ;

4° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, sous forme indiquant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels et ceux qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement

devra être appliqué. Il sera de trois mois à deux ans et l'amende de cinq cents francs (500 fr.) à dix mille francs (10.000 fr.).

Ces peines seront applicables même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

ART. 4. — Seront punis d'une amende de cinquante francs (50 fr.) à trois mille francs (3.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement :

Ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons ou voitures servant à leur commerce ainsi que dans les entrepôts, abattoirs et leurs dépendances et dans les gares ou dans les halles, foires ou marchés.

Soit de poids ou de mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises ;

Soit des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, de boissons, de produits agricoles ou naturels qu'ils savaient être falsifiés, corrompus ou toxiques ;

Soit de substances médicamenteuses falsifiées ;

Soit de produits, sous forme indiquant leur destination propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, ou des produits agricoles ou naturels ;

Si la substance alimentaire falsifiée ou corrompue est

nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux l'emprisonnement devra être appliqué.

Il sera de trois mois à un an et l'amende de cent francs (100 fr.) à cinq mille francs (5.000 fr.).

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

ART. 5. — Sera considéré comme étant en état de récidive légale quiconque ayant été condamné par application de la présente loi ou par application des lois sur les fraudes dans la vente :

- 1° Des engrais (loi du 4 février 1888);
- 2° Des vins, cidres et poirés (loi des 14 août 1889, 14 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897);
- 3° Des sérums thérapeutiques (loi du 25 avril 1895);
- 4° Des beurres (loi du 16 avril 1897);
- 5° De la saccharine (art. 49 et 53 de la loi du 30 mars 1902);
- 6° Des sucres (loi du 28 janvier 1903, art. 7; loi du 31 mars 1903, art. 32);

Aura dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation sera devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application de la présente loi ou des lois susvisées.

Au cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées.

ART. 6. — Les objets dont la vente, usage ou détention constituent le délit, s'ils appartiennent encore au vendeur

ou détenteur seront confisqués ; les poids et autres instruments de pesage, mesurage ou dosage, faux ou inexacts, devront être aussi confisqués et, de plus, seront brisés.

Si les objets confisqués sont utilisables, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration, pour être attribués aux établissements d'assistance publique.

S'ils sont inutilisables ou nuisibles, les objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné.

Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné.

ART. 7. — Le tribunal pourra ordonner, dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extrait dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue.

Lorsque l'affichage sera ordonné, le tribunal fixera les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression.

En ce cas et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la répression des fraudes, ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu sans que la durée en puisse excéder sept jours.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution

intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage.

Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de cinquante francs (50 fr.), à mille francs (1.000 fr.).

La récidive de suppression, de dissimulation ou de lacération volontaire d'affiches par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.).

Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage.

ART. 8. — Toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes.

L'article 463 du Code pénal sera applicable même au cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.

Le tribunal, en cas de circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement.

Le sursis à l'exécution des peines d'amendes édictées par la présente loi ne pourra être prononcé en vertu de la loi du 26 mars 1891.

ART. 9. — Les amendes prononcées en vertu de la présente loi seront réparties d'après les règles édictées à l'ar-

ticle 11 de la loi de finances du 26 décembre 1890, modifiée par l'article 45 de la loi de finances du 29 avril 1893 et par l'article 83 de la loi de finances du 13 avril 1898.

Les délinquants condamnés aux dépens auront à acquitter, de ce chef, en dehors des frais ordinaires et au profit des communes, les frais d'expertise engagés par ces dernières lorsqu'elles auront pris l'initiative de déceler la fraude et d'en saisir la justice (laboratoires municipaux).

La commission départementale peut, sur la proposition du préfet, accorder aux communes qui auront organisé une police municipale alimentaire des subventions prélevées sur le reliquat disponible du fonds commun.

ART. 10. — En cas d'action pour tromperie ou tentative de tromperie sur l'origine des marchandises, des denrées alimentaires ou des produits agricoles et naturels, le magistrat instructeur ou les tribunaux pourront ordonner la production des registres et documents des diverses administrations et notamment celles des contributions indirectes et des entrepreneurs de transports.

ART. 11. — Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les

produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente;

3° Les formalités prescrites pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes;

4° Le choix des méthodes d'analyses destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification;

5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir des éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transports.

ART. 12. — Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires et le prix des échantillons reconnus bons sera remboursé d'après leur valeur le jour du prélèvement.

ART. 13. — Les infractions aux prescriptions des règlements d'administration publique, pris en vertu de l'article précédent seront punies d'une amende de seize francs (16 fr.) à cinquante francs (50 fr.).

Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende sera de cinquante francs (50 fr.) à cinq cents francs (500 fr.).

Au cas de nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, l'amende sera de cinq cents francs (500 fr.) à mille francs (1.000 fr.) et un empri-

sonnement de six jours à quinze jours pourra être prononcé.

ART. 14. — L'article 423, le paragraphe 2 de l'article 477 du Code pénal, la loi du 27 mars 1851 tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, la loi des 5 et 9 mai 1855 sur la répression des fraudes dans la vente des boissons, sont abrogées.

Néanmoins, les incapacités électorales édictées par la loi du 24 janvier 1889 continueront à être appliquées comme conséquence des peines prononcées en vertu de la présente loi.

ART. 15. — Les pénalités de la présente loi et ses dispositions en celui qui concerne l'affichage et les infractions aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution sont applicables aux lois spéciales concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, cidres et poirés, des sérums thérapeutiques, du beurre et de la fabrication de la margarine. Elles sont substituées aux pénalités et dispositions de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851 dans tous les cas où des lois postérieures renvoient aux textes desdites lois, notamment dans les :

Article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 sur altérations de noms ou suppositions de noms sur les produits fabriqués ;

Articles 1^{er} et 2 de la loi du 4 février 1888 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais ;

Articles 7 de la loi du 14 août 1889, 2 de la loi du 11 juillet 1891 et 1^{er} de la loi du 24 juillet 1894 relatives aux fraudes commises dans la vente des vins ;

Article 3 de la loi du 25 avril 1895 relative à la vente de sérums thérapeutiques ;

Article 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant les vins, cidres et poirés;

Articles 17, 19 et 20 de la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

La pénalité d'affichage est rendue applicable aux infractions prévues et punies par les articles 49 et 53 de la loi de finances du 30 mars 1902, 7 de la loi du 28 janvier 1903, 32 de la loi de finances du 31 mars 1903 et par les articles 2 et 3 de la loi du 18 juillet 1904.

ART. 16. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Fait à Paris, le 1^{er} août 1905.

ÉMILE LOUBET.

Loi du 6 août 1905

ARTICLE PREMIER. — L'emploi du sucre prévu par l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 ne pourra avoir lieu que durant la période des vendanges.

Dans chaque département, le préfet, par arrêté, déterminera ladite période, après avis du conseil général.

ART. 2. — Le troisième paragraphe de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 (1) est modifié ainsi qu'il suit :

1. *Loi du 28 janvier 1903.* — Article 7, § 3 : Toute personne qui, en même temps que des vendanges, moûts ou marcs de raisins, désire avoir en sa possession une quantité de sucre supérieure à cinquante kilogrammes (50 kg) est tenue d'en faire préalablement la déclaration et de fournir des justifications d'emploi.

« Toute personne qui, en même temps que des vins destinés à la vente, des vendanges, moûts, lies ou marcs de raisin, désire avoir en sa possession une quantité de sucre supérieure à 50 kilogrammes, est tenue d'en faire préalablement la déclaration et d'en fournir des justifications d'emploi. »

ART. 3. — Les dispositions de l'article 2 ne sont pas applicables aux détaillants qui, en même temps que des vins destinés à la vente, n'ont pas en leur possession des vendanges, moûts, lies, marcs de raisin, ferments ou levure.

Tout envoi de sucres ou glucoses fait par quantités de 50 kilogrammes au moins, à une personne n'en faisant pas le commerce ou n'exerçant pas une industrie qui en comporte l'emploi, sera accompagné d'un acquit-à-caution, qui sera remis à la régie par le destinataire, dans les quarante-huit heures suivant l'expiration du délai de transport.

Tout détenteur d'une quantité de sucre ou de glucose supérieure à 200 kilogrammes et dont le commerce ou l'industrie ne s'implique pas la possession de sucre ou de glucose, est tenu d'en faire une déclaration à la régie et de se soumettre aux visites des employés des contributions indirectes.

ART. 4. — Tout négociant qui aura été convaincu d'avoir, en violation des dispositions de l'article précédent, livré sans acquit-à-caution du sucre par quantité supérieure à 50 kilogrammes sera assujetti, pendant la campagne suivante, à tenir un compte d'entrées et de sorties des sucres bruts et à se soumettre aux vérifications de la régie.

ART. 5. — Les contraventions aux dispositions qui précèdent, ainsi qu'à celles de l'article 7 de la loi du 28 jan-

Vier 1903, et du règlement d'administration publique rendu pour son exécution, entraîneront, indépendamment des pénalités prévues au sixième et septième paragraphes dudit article, la confiscation des sucres et des glucoses saisis.

ART. 6. — Dans chaque commune, les noms des producteurs qui se seront livrés à l'opération du sucrage en première cuvée seront relevés sur un registre spécial à la recette ruraliste.

Les eaux-de-vie et alcools que ces producteurs fabriqueront avec leur vin ne pourront obtenir la délivrance de l'acquit blanc portant certificat d'origine.

La délivrance aux bouilleurs de profession de l'acquit blanc, portant certificat d'origine pour les eaux-de-vie et alcools de vin, sera subordonnée à la justification que les producteurs des vins qu'ils mettent en œuvre ne se sont livrés à aucune opération de sucrage en première cuvée.

Cette justification sera fournie sous la forme d'attestation délivrée par le service des contributions indirectes du lieu de production en même temps que le titre de mouvement qui devra accompagner le vin. Ces attestations seront représentées par le bouilleur en même temps que les acquits-à-caution ayant servi à légitimer le transport.

ART. 7. — Les vins de marcs, les vins de sucre et autres vins artificiels, saisis chez le producteur de ces vins ou chez le négociant, devront être transformés en alcool, après paiement de leur valeur ou être détruits. En attendant la solution du litige, le prévenu sera tenu de conserver gratuitement les marchandises intactes, sous peine de payer une amende complémentaire égale au double du droit de

consommation sur l'alcool contenu dans les liquides détournés.

ART. 8. — Tout expéditeur de marcs de raisin et de lies sèches sera tenu de se munir à la recette ruraliste la plus proche d'un passavant de 10 centimes indiquant le poids expédié et l'adresse du destinataire.

ART. 9. — A partir du 1^{er} janvier 1906, toute personne exerçant dans Paris la vente de vins en gros sera tenue de placer dans les entrepôts publics les boissons destinées à ce commerce.

Toutefois, les commerçants actuellement pourvus d'une licence de marchand en gros dans Paris et qui, dans le délai de quinze jours à partir de la promulgation de la présente loi, justifieront, par la production d'actes réguliers de la possession d'installations affectées à ce commerce, seront admis, jusqu'à l'expiration des baux en cours et au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 1916, à continuer dans ces locaux leurs opérations. Dans ce cas, ils seront tenus de souffrir les visites et exercices des employés des contributions indirectes qui tiendront le compte des boissons en leur possession et procéderont à toutes les vérifications qu'ils jugeront nécessaires. Les introductions de boissons seront justifiées par la représentation de titres de mouvement; les enlèvements devront être précédés d'une déclaration faite une heure au moins à l'avance au bureau de la régie et donneront lieu à la délivrance d'un titre de mouvement que le transporteur sera tenu de représenter aux employés à la sortie de l'établissement. Tout excédent constaté aux charges du compte sera saisi par procès-verbal et soumis aux droits. Les frais nécessités par la sur-

veillance de ces magasins seront remboursés mensuellement à l'État au moyen d'une redevance de deux centimes (0 fr. 02 par hectolitre de vin expédié).

Sera assimilé aux marchands de vins en gros celui qui, d'un magasin central, alimentera plusieurs maisons de détail lui appartenant ou non.

Celui qui tiendra en même temps un commerce de détail et un magasin central ne sera assujéti que pour ce dernier aux prescriptions de la loi.

Les infractions aux prescriptions du présent article seront constatées par les employés des contributions indirectes et de l'octroi, ainsi que par tous agents autorisés par la loi à dresser des procès-verbaux en matière de contributions indirectes. Elles donneront lieu à l'application des peines édictées par l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872.

Seront soumis aux visites et exercices indiqués au paragraphe 2 les locaux et magasins de transit des commissionnaires de roulage et entrepreneurs de transports établis dans l'intérieur de Paris.

ART. 10. — Les receveurs buralistes des contributions indirectes sont tenus de délivrer sur papier libre aux personnes qui en font la demande des extraits de leurs registres concernant les déclarations dans lesquelles ces personnes sont nominativement désignées.

Il leur sera payé 25 centimes (0,25) par chaque extrait, et, en cas de recherche, 50 centimes (0,50) pour chaque année indiquée.

Les congés ou acquits ne peuvent être pris qu'à la recette buraliste du lieu d'enlèvement, sauf exceptions autorisées par l'administration.

L'article 2 de la loi du 18 juillet 1904 est étendu à toutes les expéditions de vin par acquits-à-caution, quelle que soit la quantité.

ART. 11. — L'article 3 de la loi du 18 juillet 1904 est modifié ainsi qu'il suit :

« Est interdite dans la ville de Paris toute préparation de liquides fermentés autres que les bières.

« En conséquence, l'introduction des raisins de vendange dans la ville de Paris est prohibée. Les raisins frais de table expédiés en grande vitesse restent assimilés aux fruits et seront exempts à ce titre de tout droit d'octroi.

« Les contraventions aux dispositions du présent article sont punies des peines édictées par l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872. »

ART. 12. — L'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1904 est ainsi modifié :

« Les dispositions du premier paragraphe de l'article 8 de la loi du 16 décembre 1897 sont étendues aux charge-ments de vins de plus de 10 hectolitres. »

Le dernier paragraphe de l'article 3 de la loi du 6 avril 1897 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La circulation des boissons de marcs, dites piquettes, provenant de l'épuisement des marcs par l'eau, sans addition d'alcool, de sucre ou de matières sucrées est interdite. »

ART. 13. — Est exceptée des dispositions du dernier paragraphe de l'article précédent la circulation des piquettes quand elle n'a pas lieu en vue de la vente.

ART. 14. — L'article 237 de la loi du 28 avril 1816 cesse d'être applicable aux visites des employés de la régie dans

l'intérieur des locaux exclusivement à l'habitation des particuliers non sujets à l'exercice.

Toute visite dans les locaux d'habitation devra être préalablement autorisée par une ordonnance du président du tribunal civil de l'arrondissement ou du juge de paix du canton.

ART. 15. — L'article 237 de la loi du 28 avril 1816 (1) est complété ainsi qu'il suit :

« L'ordre de visite prévu au paragraphe 1^{er} est obligatoire pour tous les employés ; il devra, à peine de nullité, indiquer sommairement les motifs sur lesquels la régie base son soupçon de fraude.

« Une dénonciation anonyme ne saurait servir de base à un soupçon de fraude.

« L'ordre de visite devra être, avant toute visite, visé par l'officier de police judiciaire qui accompagnera les agents ; il devra, en outre, avant toute perquisition, être lu à l'intéressé ou à son représentant, qui sera invité à le viser. En

1. *Loi du 28 avril 1816.* — Article 237 : En cas de soupçon de fraude à l'égard des particuliers non sujets à l'exercice, les employés pourront faire des visites dans l'intérieur de leurs habitations, en se faisant assister du juge de paix, du maire, de son adjoint ou du commissaire de police, lesquels seront tenus de déférer à la réquisition qui leur en sera faite, et qui sera transcrite en tête du procès-verbal. Ces visites ne pourront avoir lieu que d'après l'ordre d'un employé supérieur, du grade de contrôleur au moins, qui rendra compte des motifs au directeur du département.

Les marchandises transportées en fraude qui, au moment d'être saisies, seraient introduites dans une habitation pour les soustraire aux employés, pourront y être suivies par eux, sans qu'ils soient tenus, dans ce cas, d'observer les formalités ci-dessus prescrites.

cas de refus par l'intéressé ou son représentant de viser l'ordre de visite, il sera passé outre, mais mention du refus sera faite au procès-verbal.

« Sur la demande de l'intéressé ou de son représentant, copie de l'ordre de visite lui sera remise dans les trois jours.

« Les commissaires de police spéciaux ne pourront en aucun cas assister les employés dans les visites prévues au présent article.

« Les commissaires de police ordinaire ne pourront exercer leurs fonctions que dans leur canton ou dans les cantons de leur arrondissement où il n'existe pas d'autres commissaires de police. »

ART. 16. — Après les visites domiciliaires effectuées dans les conditions prévues par l'article 237 de la loi du 28 avril 1816, les agents de la régie devront remettre en état les locaux visités.

L'officier de police judiciaire consignera les protestations qui viendraient à se produire dans un acte motivé dont copie sera remise à l'intéressé.

ART. 17. — Les procès-verbaux dressés par la régie devront, à peine de nullité, être exclusivement rédigés par les agents qui ont pris une part personnelle et directe à la constatation du fait qui constitue la contravention.

Ils devront énoncer la cause exacte de la saisie, c'est-à-dire la nature précise de la contravention constatée et les articles de loi qui la définissent et ceux qui la punissent.

ART. 18. — Aucun indicateur ne pourra prétendre une remise ou une rémunération quelconque s'il n'est justifié par écrit que les renseignements qu'il a fournis l'ont été avant le procès-verbal.

ART. 19. — Les peines de l'article 373 du Code pénal seront applicables à tout individu convaincu d'avoir, verbalement ou par écrit, dénoncé à tort et de mauvaise foi de prétendues contraventions aux lois fiscales.

ART. 20. — Le produit net des amendes et confiscations recouvrées en matière de contributions indirectes, tel qu'il est défini à l'article 2 du décret du 22 avril 1898, sera attribué comme suit :

- 1° Vingt-cinq pour cent (25 %) au Trésor;
- 2° Vingt-cinq pour cent (25 %) aux pensions civiles ;
- 3° Cinquante pour cent (50 %) au fonds commun.

ART. 21. — En cas d'expédition inapplicable, mais lorsque l'identité d'un chargement n'est pas contestée, la saisie sera limitée aux fûts sur lesquels des différences auront été constatées.

ART. 22. — Si le tribunal juge la saisie mal fondée, il pourra condamner la régie, non seulement aux frais du procès et à ceux de fourrière, le cas échéant, mais encore à une indemnité représentant le préjudice que la saisie indûment pratiquée a pu causer.

ART. 23. — Le deuxième paragraphe de l'article 19 de la loi du 29 mars 1897 est modifié ainsi qu'il suit :

En matière de contributions indirectes et par application de l'article 463 du Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés, lorsque la bonne foi du contrevenant sera dûment établie, à modérer le montant des amendes et à libérer le contrevenant de la confiscation, sauf pour les objets prohibés, par le paiement d'une somme que le tribunal arbitrera et qui ne pourra en aucun cas être inférieure au montant des droits fraudés.

Cette disposition cessera d'être applicable en cas de récidive dans le délai d'un an.

Le troisième paragraphe du même article 19 de ladite loi de 1897 ainsi que le deuxième paragraphe de l'article 14 de la loi du 2 février 1901 sont et demeurent abrogés.

ART. 24. — En cas de condamnations pour infractions aux lois et règlements régissant les contributions indirectes, si l'inculpé n'a jamais été l'objet d'un procès-verbal suivi de condamnation ou de transaction pour une infraction punie par la loi d'une amende supérieure à 600 francs, les tribunaux pourront, dans les conditions établies par la loi du 26 mars 1791, décider qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

ART. 25. — Les titres du mouvement sur papier blanc, visés par l'article 23 de la loi du 31 mars 1903 et s'appliquant aux eaux-de-vie et alcools naturels, pourront, sur la demande des expéditeurs, et aux conditions fixées par l'administration, mentionner le lieu d'origine des matières premières.

ART. 26. — Aucun spiritueux ne pourra être exposé, colporté ni vendu sans que les fûts, caisses, bouteilles qui le contiennent portent sur une étiquette très apparente la mention du titre de mouvement qui a accompagné la marchandise, concernant les substances avec lesquelles l'alcool que contient le spiritueux a été fabriqué.

ART. 27. — L'article 32 du décret du 1^{er} germinal an XIII est abrogé. L'article 203 du Code d'instruction criminelle est applicable à la procédure d'appel en matière de contributions indirectes.

ART. 28. — L'article 4 de la loi du 29 décembre 1900 est complété ainsi qu'il suit :

« En cas de retard, le destinataire est solidairement avec l'expéditeur passible du double droit. »

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 6 août 1905.

ÉMILE LOUBET.

Loi du 29 juin 1907.

ARTICLE PREMIER. — Chaque année, après la récolte, tout propriétaire, fermier, métayer récoltant du vin, devra déclarer à la mairie de la commune où il a fait son vin :

1° La superficie des vignes en production qu'il possède ou exploite ;

2° La quantité totale du vin produit et celle des stocks antérieurs restant dans ses caves ;

3° S'il y a lieu, le volume ou le poids de vendanges fraîches qu'il aura expédiées ou le volume ou le poids de celles qu'il aura reçues ;

4° S'il y a lieu, la quantité de moûts qu'il aura expédiée ou reçue.

Ces déclarations seront inscrites sous le nom du déclarant, sur un registre restant à la mairie et qui devra être communiqué à tout requérant. Elles seront signées par le déclarant sur le registre ; il en sera donné récépissé.

Copie sera transmise par les soins de la mairie, au receveur ruraliste de la localité, qui ne pourra délivrer au nom du déclarant de titres de mouvement pour une quantité de vin supérieure à la quantité déclarée.

Le relevé nominatif des déclarations sera affiché à la porte de la mairie.

Dès le début de la récolte, au fur et à mesure des nécessités de la vente, des déclarations partielles pourront être faites dans les conditions précédentes, sauf l'affichage qui n'aura lieu qu'après la déclaration totale.

Dans chaque département, le délai dans lequel devront être faites les déclarations sera fixé, annuellement, à une époque aussi rapprochée que possible de la fin des vendanges et écoupages, par le préfet, après avis du conseil général.

Toute déclaration frauduleuse sera punie d'une amende de cent francs (100 fr.) à mille francs (1.000 fr.).

ART. 2. — Toute personne recevant des moûts ou des vendanges fraîches sera assimilée au propriétaire récoltant et tenue à la déclaration dans les trois jours de la réception et autres obligations de l'article 1^{er}.

Toute déclaration frauduleuse sera punie des mêmes peines.

ART. 3. — L'article 8 de la loi du 6 août 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Tout expéditeur de marcs de raisins, de lies sèches et de levures alcooliques sera tenu de se munir, à la recette buraliste la plus proche, d'un passavant de dix centimes (0 fr. 10) indiquant le poids expédié et l'adresse du destinataire. »

ART. 4. — Sont interdites la fabrication, l'exposition, la mise en vente et la vente des produits ou mélanges œnologiques de composition secrète ou indéterminée, destinés soit à améliorer et à bouqueter les moûts et les vins, soit

à les guérir de leurs maladies, soit à fabriquer des vins artificiels.

Les délinquants seront punis des peines portées par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

ART. 5. — Le premier paragraphe de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 (1) est complété comme suit :

« Le sucre ainsi employé sera frappé d'une taxe complémentaire de 40 francs (quarante francs) par 100 kilogrammes de sucre raffiné. Cette taxe est due au moment de l'emploi. »

ART. 6. — Le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 (2) est modifié de la façon suivante :

« Quiconque voudra se livrer à la fabrication du vin de sucre pour sa consommation familiale est tenu d'en faire la déclaration dans le même délai. La quantité de sucre employée ne pourra pas être supérieure à 20 kilogrammes par membre de la famille et par domestique attaché à la personne, ni à 20 kilogrammes par 3 hectolitres de

1 et 2. *Loi du 28 janvier 1903.* — Article 7, §§ 1 et 2.

ART. 7. — Quiconque voudra ajouter du sucre à la vendange est tenu d'en faire la déclaration trois jours au moins à l'avance, à la recette buraliste des contributions indirectes. La quantité de sucre ajoutée ne pourra être supérieure à dix kilogrammes (10 kg.) par trois hectolitres (3 hl.) de vendanges.

Quiconque voudra se livrer à la fabrication de vin de sucre pour sa consommation familiale est tenu d'en faire la déclaration dans le même délai. La quantité de sucre employée ne pourra être supérieure à quarante kilogrammes (40 kg.) par membre de famille et par domestique attaché à la personne, ni à quarante kilogrammes (40 kg.) par trois hectolitres (3 hl.) de vendanges récoltées.

« vendanges récoltées, ni, au total à 200 kilogrammes pour
« l'ensemble de l'exploitation.

« La fabrication des piquettes n'est autorisée que pour
« la consommation familiale et jusqu'à concurrence de
« 40 hectolitres par exploitation. »

ART. 7. — Les contraventions à l'article précédent sont
punies d'une amende de cinq cents francs (500 fr.) à cinq
mille francs (5.000 fr.) et de la confiscation des boissons,
sucres et glucoses saisis.

L'amende est doublée dans le cas de fabrication, de cir-
culation ou de détention de vins de sucre ou de vins de
marcs en vue de la vente. Dans ce cas, les contrevenants
sont, en outre, punis d'une peine de six jours à six mois
d'emprisonnement; cette dernière pénalité est doublée en
cas de récidive.

Les mêmes peines sont applicables aux complices des
contrevenants.

ART. 8. — Tout commerçant qui voudra vendre du sucre
ou du glucose par quantités supérieures à 25 kilogrammes,
est tenu d'en faire préalablement la déclaration à l'admi-
nistration des contributions indirectes.

Il devra inscrire ses réceptions de sucre et de glucose
sur un carnet conforme au modèle qui sera établi par l'ad-
ministration. Il mentionnera sur le même carnet les livrai-
sons supérieures à 25 kilogrammes. Ce registre sera repré-
senté à toute réquisition du service des contributions
indirectes, qui procédera à toutes vérifications nécessaires
pour le contrôle des réceptions et des livraisons.

Toute contravention aux dispositions du présent article

sera punie des peines édictées par l'article 3 de la loi du 30 décembre 1873.

Est substitué le chiffre de 25 kilogrammes au chiffre de 50 kilogrammes dans les articles 2, 3 et 4 de la loi du 6 août 1905.

ART. 9. — Tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce du trafic des vins, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux frais de fraudes et falsifications des vins prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

ART. 10. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions de l'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi..., etc.

Fait à Paris, le 3 juillet 1907.

Le Président de la République,

A. FALLIÈRES.

Loi du 5 août 1908

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le troisième paragraphe de l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 commençant ainsi : « 2° Les inscriptions et marques... » est complété ainsi qu'il suit :

« La définition et la dénomination des boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux, les traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation, les caractères qui les rendent impropres à la consommation, la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenances des produits. Cette délimitation sera faite en prenant pour bases les usages locaux constants. »

ART. 2. — Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruit, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications prévus par les lois en vigueur, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 août 1908.

A. FALLIÈRES.

Décret du 31 juillet 1906

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres de la Justice, de l'Intérieur, des Finances, de l'Agriculture et du Commerce, de l'Industrie et du Travail ;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles et, notamment, l'article 11 ainsi conçu :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi ; notamment en ce qui concerne :

.

« 3^o Les formalités prescrites pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes ;

« 4^o Le choix des méthodes d'analyse destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification ;

« 5^o Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir des éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transports » ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE DES PRÉLÈVEMENTS

ARTICLE PREMIER. — Le service chargé de rechercher et de constater les infractions à la loi du 1^{er} août 1905 est organisé par l'État, avec le concours éventuel des départements et des communes.

Le fonctionnement de ce service est assuré, sous l'autorité du ministre de la Justice, du ministre de l'Agriculture, et du ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, dans les départements par les préfets, à Paris et dans le ressort de la préfecture de police par le préfet de police.

ART. 2. — Les autorités qui ont qualité pour opérer des prélèvements sont :

Les commissaires de police ;

Les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports ;

Les agents des contributions indirectes et des douanes agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

Les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs ;

Les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires peuvent être individuellement désignés par les préfets pour concourir à l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et commissionnés par eux à cet effet.

Dans le cas où des agents spéciaux seraient institués par les départements ou les communes pour concourir à l'ap-

plication de ladite loi, ces agents devront être agréés et commissionnés par les préfets.

ART. 3. — Une commission permanente est instituée près les ministères de l'Agriculture et du Commerce, de l'Industrie et du Travail pour l'examen des questions d'ordre scientifique que comporte l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Cette commission est obligatoirement consultée pour la détermination des conditions matérielles des prélèvements, l'organisation des laboratoires et la fixation des méthodes d'analyse à imposer à ces établissements.

ART. 4. — Des prélèvements d'échantillons peuvent, en toutes circonstances, être opérés d'office dans les magasins, boutiques, ateliers, voitures servant au commerce, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés, et dans les gares ou ports de départ et d'arrivée.

Les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les boissons, denrées ou produits paraissent falsifiés, corrompus ou toxiques.

Les administrations publiques sont tenues de fournir aux agents désignés à l'article 2 tous éléments d'information nécessaires à l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905.

Les entrepreneurs de transport sont tenus de n'apporter aucun obstacle aux réquisitions pour prises d'échantillons et de représenter les titres de mouvement, lettres de voiture, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

ART. 5. — Tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres éventuellement destinés aux experts.

ART. 6. — Tout prélèvement donne lieu, séance tenante, à la rédaction sur papier libre d'un procès-verbal.

Ce procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

1° Les noms, prénoms, qualité et résidence de l'agent verbalisateur ;

2° La date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;

3° Les noms, prénoms, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré. Si le prélèvement a lieu en cours de route, les noms et domiciles des personnes figurant sur les lettres de voiture ou connaissements comme expéditeurs et destinataires ;

4° La signature de l'agent verbalisateur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été opéré, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes ou récipients, l'importance du lot de marchandise échantillonné, ainsi que toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés et l'identité de la marchandise.

Le propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-verbal ; en cas de refus, mention en est faite par l'agent verbalisateur.

ART. 7. — Les prélèvements doivent être effectués de telle sorte que les quatre échantillons soient autant que possible identiques.

A cet effet, des arrêtés ministériels, pris de concert entre

le ministre de l'Agriculture et le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, sur la proposition de la commission permanente, déterminent, pour chaque produit ou marchandise, la quantité à prélever, les procédés à employer pour obtenir des échantillons homogènes, ainsi que les précautions à prendre pour le transport et la conservation de ces échantillons.

ART. 8. — Tout échantillon prélevé est mis sous scellés. Ces scellés sont appliqués sur une étiquette composée de deux parties pouvant se séparer et être ultérieurement rapprochées, savoir :

1° Un talon qui ne sera enlevé que par le chimiste au laboratoire après vérification du scellé. Ce talon ne doit porter que les indications suivantes : nature du produit, dénomination sous laquelle il est mis en vente, date du prélèvement et numéro sous lequel les échantillons sont enregistrés au moment de leur réception par le service administratif ;

2° Un volant qui porte ces mêmes mentions, mais où sont inscrits, en outre, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou en cas de prélèvement en cours de route, ceux des expéditeurs et destinataires.

Ce volant est signé par l'auteur du procès-verbal.

ART. 9. — Aussitôt après avoir scellé les échantillons, l'agent verbalisateur s'il est en présence du propriétaire ou détenteur de la marchandise, doit le mettre en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés.

Le procès-verbal mentionne cette mise en demeure et la réponse qui a été faite.

Un récépissé détaché d'un livre à souche est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise. Il y est fait mention de la valeur déclarée.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit, pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la quantité des marchandises prélevées.

ART. 10. — Le procès-verbal et les échantillons sont, dans les vingt-quatre heures, envoyés par l'agent verbalisateur à la préfecture du département où le prélèvement a été effectué et, à Paris ou dans le ressort de la préfecture de police, au préfet de police.

Toutefois, en vue de faciliter l'application de la loi, des décisions ministérielles pourront autoriser l'envoi des échantillons aux sous-préfectures ou à tout autre service administratif.

Le service administratif qui reçoit ce dépôt l'enregistre, inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon et, dans les vingt-quatre heures, transmet l'un de ces échantillons au laboratoire dans le ressort duquel le prélèvement a été effectué.

Le talon seul suit l'échantillon au laboratoire.

Le volant, préalablement détaché, est annexé au procès-verbal. Les trois autres échantillons sont conservés par la préfecture.

Toutefois, si la nature des denrées ou produits exige des mesures spéciales de conservation, les quatre échantillons sont envoyés au laboratoire, où ces mesures sont prises conformément aux arrêtés ministériels prévus à l'article 7.

Dans ce cas, les quatre volants sont détachés des talons et annexés au procès-verbal.

ART. 11. — Les laboratoires créés par les départements et les communes peuvent être admis, concurremment avec ceux de l'État, à procéder aux analyses lorsqu'ils ont été reconnus en état d'assurer ce service et agréés par une décision ministérielle prise sur l'avis conforme de la commission permanente.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DES LABORATOIRES

ART. 12. — Des arrêtés ministériels pris de concert entre le ministre de l'Agriculture et le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, déterminent le ressort des laboratoires admis à procéder à l'analyse des échantillons.

Pour l'examen des échantillons, les laboratoires ne peuvent employer que les méthodes indiquées par la commission permanente.

Ces analyses sont à la fois d'ordre qualitatif et quantitatif. L'examen comprend notamment les recherches microscopiques, spectroscopiques, polarimétriques, réfractométriques, cryoscopiques, susceptibles de fournir des indications sur la pureté des produits, la recherche des antiseptiques et des colorants étrangers.

Ces méthodes sont décrites en détail par des arrêts pris de concert entre le ministre de l'Agriculture et le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, après avis de la commission permanente.

ART. 13. — Le laboratoire qui a reçu pour analyse un échantillon dresse, dans les huit jours de la réception, un rapport où sont consignés les résultats de l'examen et des analyses auxquels cet échantillon a donné lieu.

Ce rapport est adressé au préfet du département d'où provient l'échantillon; à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, le rapport est adressé au préfet de police.

ART. 14. — Si le rapport du laboratoire ne révèle aucune infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le préfet en avise sans délai l'intéressé.

Dans ce cas, si le remboursement des échantillons est demandé, il s'opère d'après leur valeur au jour du prélèvement, aux frais de l'État, au moyen d'un mandat délivré par le préfet, sur représentation du récépissé prévu à l'article 9.

ART. 15. — Dans le cas où le rapport du laboratoire signale une infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le préfet transmet sans délai ce rapport au procureur de la République.

Il y joint le procès-verbal et les trois échantillons réservés.

S'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, avis doit être donné par le préfet au directeur des contributions indirectes du département.

ART. 16. — Des arrêtés ministériels, pris de concert entre le ministre de l'Agriculture et le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, déterminent dans quelle forme les laboratoires doivent rendre compte périodiquement aux préfets du nombre des échantillons analysés, du résultat de ces analyses et signaler les nouveaux procédés de fraude révélés par l'examen des échantillons.

TITRE III

FONCTIONNEMENT DE L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE

ART. 17. — Le procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite. Il l'avise qu'il peut prendre communication du rapport du directeur du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905.

ART. 18. — S'il y a lieu à expertise, il est procédé à la nomination de deux experts, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte. Celle-ci a toutefois le droit de renoncer à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Les experts sont choisis sur les listes spéciales de chimistes experts dressés, dans chaque ressort, par les cours d'appel ou les tribunaux civils.

L'inculpé pourra toutefois choisir son expert sur les listes dressées par la cour d'appel ou le tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise suspecte.

ART. 19. — Chaque expert est mis en possession d'un échantillon.

Le juge d'instruction donne communication aux experts des procès-verbaux de prélèvement ainsi que des factures, lettres de voiture, pièces de régie, et d'une façon générale, de tous les documents que la personne mise en cause a

jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre.

Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparément, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent le mieux appropriés.

Leurs conclusions sont formulées dans des rapports qui sont déposés dans le délai fixé par l'ordonnance du juge.

ART. 20. — Si les experts sont en désaccord, ils désignent un tiers expert pour les départager. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers expert, il est désigné par le président du tribunal civil.

Le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles.

ART. 21. — Sur la demande des experts ou sur celle de la personne mise en cause, des dégustateurs, choisis dans les mêmes conditions que les experts, sont commis pour examiner les échantillons.

ART. 22. — Lorsque des poursuites sont décidées, s'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, le procureur de la République devra faire connaître au directeur des contributions indirectes ou à son représentant, dix jours au moins à l'avance, le jour et l'heure de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée.

ART. 23. — Il n'est rien innové quant à la procédure suivie par l'administration des douanes et par l'administration des contributions indirectes pour la constatation et la poursuite de faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction aux prescriptions de la loi du 1^{er} août 1905.

ART. 24. — En cas de non-lieu ou d'acquittallement, le

remboursement de la valeur des échantillons s'effectue dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus.

ART. 25. — Il sera statué ultérieurement sur les conditions d'application de la loi du 1^{er} août 1905 à l'Algérie et aux colonies.

ART. 26. — Le président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre des Finances, le ministre de l'Agriculture, le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 31 juillet 1906.

Signé : A. FALLIÈRES.

Vu : le Président de la Thèse

PERREAU

Vu : Le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages — Publications — Articles

VINCIENNE. — La mévente des vins au xiv^e et au xx^e siècle.
Traité de la police par Delamare, conseiller commissaire
du Roy au Châtelet de Paris.

VALLAT. — Législation de 1907 sur les vins.

LALUBIE. — Loi du 1^{er} août 1905.

POPINEAU. — Loi du 1^{er} août 1905.

NAST. — Lois du 1^{er} et du 6 août 1905.

LARNAUDE. — Le sucragé.

— La loi du 1^{er} août 1905 (Annales de la Société des
viticulteurs de France).

TAQUET. — La loi sur la répression des fraudes et des falsifications.

MONIER, CHESNEY ET ROUX. — Traité des fraudes et des falsifications.

SIMON, AUTEROCHE, DOASSANS, MOYE. — Sucrage des vins et vins artificiels.

MIANE. — La fraude des vins.

BAUS. — Le régime des vins de sucre.

GIDE. — La crise du vin (Revue d'Économie politique.
Année 1907).

DE ROMEUF. — La crise viticole (Revue politique et parlementaire. Année 1909).

LEMERCIER. — Manuel pour la répression des fraudes.

GLOTIN. — Les syndicats professionnels.

- TOUBEAU. — Action en justice des syndicats professionnels.
BRÉMOND. — Les syndicats professionnels (Revue critique de législation et de jurisprudence. Année 1899).
PERREAU. — Les syndicats professionnels (Revue critique de législation et de jurisprudence. Année 1904).
DE BORSSAT (Xavier). — Législation et jurisprudence nouvelle sur les fraudes et falsifications.

Thèses

- BOUSQUET. — Le régime économique du vin. Paris.
ANTONELLI. — La protection de la viticulture par l'État. Paris.
TOUBEAU. — Les fraudes et falsifications des produits alimentaires. Paris.
ATGER. — La protection légale de la viticulture et la crise viticole. Montpellier.
PAGÈS. — La falsification des denrées alimentaires et la loi du 1^{er} août 1905. Montpellier.
ARNAL. — De la force probante des procès-verbaux des agents des contributions indirectes. Paris.
JULLIAN. — Du droit de perquisition des agents des contributions indirectes. Paris.
BOUSCHET DE BERNARD. — Les syndicats de viticulteurs dans leur lutte contre la fraude. Paris.
BERGERON. — Du droit des syndicats d'ester en justice. Paris.
MILLOT. — Du droit des syndicats d'ester en justice. Paris.

Revue — Recueils — Bulletins

- Bulletin mensuel de l'Office des renseignements agricoles au ministère de l'Agriculture. Années 1904 à 1910.

Bulletin du Syndicat national de défense de la viticulture
française.

Revue de viticulture. Années 1904 à 1910.

Recueil de Sirey.

Recueil de Dalloz.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

Bulletin de la Cour d'appel de Bordeaux.

Journal : La Loi.

Journal Officiel.

TABLE DES MATIERES

	Pages
AVANT-PROPOS	5

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

CHAPITRE I. — <i>Origines de la législation relative aux fraudes et falsifications des vins jusqu'en 1851.</i>	9
CHAPITRE II. — <i>Législation de 1851 à 1905.</i>	18
<i>Section I.</i> — Loi du 27 mars 1851.	19
<i>Section II.</i> — Principales fraudes et falsifications, lois spéciales qui s'y rapportent.	20
§ I. — Sucrage	21
§ II. — Vinage	30
§ III. — Mouillage	33
§ IV. — Vins de raisins secs.	34
§ V. — Piquettes ou boissons de marc	38
§ VI. — Emploi de matières colorantes et d'acides	40
§ VII. — Plâtrage et salage	41

DEUXIÈME PARTIE

Législation actuelle.

CHAPITRE I. — <i>Loi du 1^{er} août 1905</i>	46
<i>Section I.</i> — Législation générale	48
§ I. — Le délit de tromperie.	48
§ II. — Le délit de falsification	49
<i>Section II.</i> — Les pénalités.	51
<i>Section III.</i> — Mise en application de la loi . . .	53
CHAPITRE II. — <i>Principales fraudes et falsifications,</i> <i>étude des lois spéciales qui s'y rapportent</i> . . .	56
<i>Section I.</i> — Sucrage	56
§ I. — Loi du 6 août 1905	57
§ II. — Loi du 29 juin 1907	64
<i>Section II.</i> — Vins de raisins secs.	71
<i>Section III.</i> — Piquettes ou boissons de marc. .	73
<i>Section IV.</i> — Mouillage.	78
§ I. — Surveillance chez le producteur . . .	80
§ II. — Surveillance chez le marchand en gros.	88
§ III. — Surveillance chez le débitant. . . .	97
<i>Section V.</i> — Vinage	100
<i>Section VI.</i> — Plâtrage.	104
<i>Section VII.</i> — Emploi de produits propres à ef- fectuer la falsification	108
<i>Section VIII.</i> — Fraude sur l'origine.	113
CHAPITRE III. — <i>Recherche, constatation, répression des</i> <i>fraudes et falsifications des vins.</i>	120
<i>Section I.</i> — Administration des contributions in- directes	121
§ I. — Recherche et constatation des fraudes et falsifications	122
§ II. — Répression des fraudes et falsifications.	129

<i>Section II. — Service de la répression des fraudes.</i>	133
§ I. — Recherche et constatation des fraudes et falsifications.	134
§ II. — Répression des fraudes et falsifications.	137

TROISIÈME PARTIE

Syndicats viticoles.

CHAPITRE I. — <i>Régime légal des syndicats professionnels</i>	144
CHAPITRE II. — <i>Rôle des syndicats de viticulteurs pour la recherche et la poursuite des fraudes et falsifications des vins</i>	159
§ I. — Recherche des fraudes et falsifications.	160
§ II. — Poursuite des fraudeurs et falsificateurs.	166
CONCLUSION	170
ANNEXES	175
BIBLIOGRAPHIE	211
TABLE DES MATIÈRES.	215

